

**FILE COPY**

DIFFUSION RESTREINTE

Rapport No. AF-48b

TRADUCTION NON-OFFICIELLE  
A TITRE D'INFORMATION

Ce rapport a été préparé à titre de document interne. Ni la Banque ni les organismes qui lui sont affiliés n'acceptent aucune responsabilité quant à son exactitude ou son caractère exhaustif. En aucun cas ce rapport ne saurait être publié ou cité comme représentant leurs vues.

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION  
ET LE DEVELOPPEMENT

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT

---

L'ECONOMIE DE LA  
REPUBLIQUE FEDERALE DU CAMEROUN

Le 3 novembre, 1966

Département Afrique

TAUX DE CONVERSION

Unité Monétaire - Franc CFA (F. C. F. A.)

Dollar E. U. = 247 F. C. F. A.

100 F. C. F. A. = 0,40 dollar E. U.

1.000.000 F. C. F. A. = 4.000 dollars E. U.

## TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
DONNEES DE BASE	
CARTE	
RESUME ET CONCLUSIONS	i-vii
I. INTRODUCTION	1
II. GENERALITES	1
III. EVOLUTION RECENTE DE L'ECONOMIE	4
Les ressources et leur utilisation	4
Prix et salaires	6
Evolution de la situation monétaire	6
Evolution budgétaire depuis 1960/61	7
Commerce extérieur	10
Balance des paiements	11
IV. EVOLUTION ET PERSPECTIVES DES PRINCIPAUX SECTEURS	12
Agriculture	12
Forêts	16
Pêches	16
Industrie minière	17
Industrie manufacturière	17
Bâtiment et construction	19
Transports	20
Education	21
V. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	23
Premier plan quinquennal de développement	23
Deuxième plan quinquennal de développement	25
VI. PERSPECTIVES FINANCIERES D'ENSEMBLE ET SOLVABILITE	26
Financement de l'investissement	26
Investissement de l'épargne privée	28
Perspectives de l'épargne publique	28
Perspectives de la balance des paiements	30
Besoins du secteur public en capital pendant la période d'exécution du plan	31
Solvabilité	32

### ANNEXE STATISTIQUE

Ce rapport a été rédigé à partir des observations d'une mission envoyée au Cameroun en novembre-décembre 1965; cette mission était composée de MM. Billington, Paijmans et Van Nimmen de la Banque, M. Cohn de la SFI, et MM. Springuel, Brochet et Kordik de la Mission permanente de la Banque en Afrique occidentale.

RENSEIGNEMENTS GENERAUX

Superficie: 183.380 miles carrés; 474.950 kilomètres carrés  
Population: (1965): 5,200.000 (dont environ 15.000 non-Africains)  
 Taux de croissance (à long terme): 2,1%  
 Densité: 28,9 le mile carré

Situation politique:

Cameroun oriental indépendant depuis le 1er janvier 1960;  
 Cameroun occidental indépendant depuis le 1er octobre  
 1961; Fédération constituée le 20 octobre 1961.  
 Membre de l'Union Monétaire d'Afrique Equatoriale, de  
 la zone franc, et de l'Union douanière et économique  
 d'Afrique équatoriale; membre associé de la CEE.

Produit intérieur brut (Est. 1965/66): \$680 millions; 170 milliards CFA  
 (autoconsommation 23%)

Taux de croissance (aux prix courants): 6,5%

Par habitant \$130

Secteur primaire	39%
Secteur secondaire	14%
Transports, Commerce et services	47%

Quantités exprimées en pourcentage du PIB aux prix du marché

	<u>1965</u>	<u>1960-1965</u>
Investissement brut	10,0	10,5
Epargne brute	7,5	10,5
Déficit de la balance des paiements courants	-3,3	-1,1
Revenus d'investissements nets	-1,3	-2,1
Recettes fiscales de l'Etat (Fédération)	15	13

<u>Monnaie, crédit et prix</u> (milliards de Frs CFA)	<u>Novembre 1965</u>	<u>Accroissement annuel moyen 1961 - 1965</u>
Masse monétaire totale	19,6	8,3%
Dépôts à terme et d'épargne	4,4	58,5%
Crédits accordés par les banques commerciales au secteur privé	23,1	11,7%
Rythme d'évolution des prix (in- dix du coût de la vie)		4,9%
<u>Opérations du secteur public</u> (milliards de frs CFA)		
	<u>1965/66 (Est.)</u>	
Recettes publiques ordinaires	27,1	
Dépenses publiques ordinaires	25,5	
Excédent/Déficit	+1,6	
Dépenses d'équipement de l'Etat	4,4	(dernier chiffre effec- tif 1,9 en 1963/64)
Dépenses publiques d'investissement	6,0	
Aide extérieure totale en faveur du secteur public	4,5	(à l'exclusion de l'as- sistance technique s'élevant à 2 milliards)
<u>Dettes publiques extérieures</u> (millions de dollars EU)		
(y compris les entreprises publiques qui ne figurent pas dans le budget)	<u>1966</u>	
Dettes totales (30 juin 1966)	66,0	
Montant total du service annuel de la dette	4,0	
Coefficient du service de la dette	3	% des exportations
<u>Balance des paiements</u> (millions de dollars EU)		
	<u>1965</u>	<u>Accroissement annuel moyen 1961 - 1965</u>
Exportations totales	140	9,7%
Importations totales	139	10,1%
Opérations invisibles nettes	-24	41,7%
Balance des paiements courants nette	-23	54,9%
<u>Concentration par produit des exportations</u>		
	<u>1964</u>	<u>1960</u>
Café, cacao, aluminium	27%; 20%; 15%	17%; 30%; 15%
<u>Réserves brutes de change</u>		
	<u>1965</u>	<u>1960</u>
Millions de dollars EU (en fin d'année)	39	19

Position au FMI

31 déc. 1965

Quote-part

\$15 millions

Augmentation de  
25% en 1966

Tirages

aucun



## RESUME ET CONCLUSIONS

1. Le Cameroun, pays de cinq millions d'habitants, est relativement pauvre, sans richesses minérales commercialement exploitables. Son économie est essentiellement tributaire de l'agriculture. La moitié environ de la production agricole est une production de subsistance. Ce qui reste est commercialisé et presque entièrement exporté. Les principaux produits d'exportation sont le cacao, le café, le coton, les bananes et le bois d'oeuvre. Le secteur industriel commence seulement à se développer; il comprend surtout de petites entreprises, à l'exception d'une grande usine d'aluminium située à Edea.

2. Le Cameroun est un Etat fédéral, composé de l'ancien territoire sous tutelle britannique (appelé maintenant Cameroun occidental) et du territoire administré autrefois par la France (devenu Cameroun oriental). L'intégration économique totale des deux régions se heurte toujours à de graves obstacles d'ordre social, économique, institutionnel et culturel. Le pays fait partie de la zone franc; il utilise la même banque centrale, la BCEAEC<sup>1/</sup> et la même monnaie que les autres pays de l'ancienne fédération d'Afrique équatoriale française: le Tchad, la République Centrafricaine, le Congo (Brazzaville) et le Gabon. Dans le système monétaire CFA, la France garantit la conversion illimitée des francs CFA en francs français au moyen d'un compte de fonctionnement que le BCEAEC détient auprès du Trésor français et qui permet d'exercer un contrôle presque automatique des crédits. Ces dispositions ont contribué à assurer la stabilité générale de la monnaie et des finances du Cameroun. Les pays membres de l'ancienne fédération sont groupés en une union douanière à l'intérieur de laquelle les pays ont harmonisé leurs différents systèmes douaniers et fiscaux aussi bien que leurs politiques de développement.

3. La politique fiscale et monétaire est saine. Le gouvernement s'efforce continuellement d'augmenter les excédents budgétaires, d'accroître le taux de l'épargne nationale ainsi que le rythme des dépenses de développement. Dans le domaine de l'investissement privé, il a poursuivi ses efforts pour créer un bon climat d'investissement et les résultats sont encourageants. L'assistance technique étrangère est bien utilisée ainsi que l'aide extérieure de sorte que la planification économique et l'administration générale se sont sensiblement améliorées.

4. L'expansion économique a pris son essor au Cameroun au cours des années 1950, grâce à de vastes investissements d'infrastructure faits par la France et poursuivis pendant la période difficile qui a suivi l'accession à l'indépendance. On estime qu'entre 1959 et 1964, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté d'environ 8,6% par an, aux prix courants, pour atteindre 164 milliards de francs CFA, l'équivalent de 650 millions de dollars. Néanmoins, en termes réels, le taux d'augmentation a été probablement de l'ordre de 5% par an. Dans la période qui a suivi l'indépendance, l'investissement brut s'est accru à peu près au même rythme, en moyenne entre 10 et 11% du PIB, dont les deux tiers dans le secteur privé.

---

<sup>1/</sup> Banque Centrale des Etats de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun.

5. L'agriculture, principale source de revenu monétaire pour la grande majorité de la population, n'a pas progressé beaucoup si l'on s'en tient au seul rapport en argent, bien que l'on puisse noter une augmentation de 6,5% environ par an du volume des exportations agricoles. La production a souffert des fluctuations de prix sur le marché mondial, des problèmes posés par l'indépendance, de la perte des débouchés préférentiels et de l'évolution de la politique agricole intérieure du gouvernement qui a dû faire face à la pénurie de moyens financiers et à l'absence de cadres subalternes dans le domaine agricole. Les perspectives d'accroissement de la valeur des exportations agricoles sont assombries par certains aléas: suppression progressive, en vertu de la Convention d'Yaoundé passée entre les pays de la Communauté économique européenne et les pays associés, des accords préférentiels qui subsistent encore, et termes de l'échange de plus en plus défavorables. Selon les estimations, la baisse du prix du cacao pendant la seule période 1964/65 a causé une perte de 4 milliards de francs CFA sur les recettes d'exportation du Cameroun, soit environ 12% du montant total des exportations annuelles. Malgré tout, il semble tout à fait possible d'atteindre l'objectif fixé pour la productivité dans le plan quinquennal - ce dernier financé dans une large mesure par le Fonds de Développement de la Communauté économique européenne.

6. La production industrielle, surtout celle des industries alimentaires, s'accroît de 15 à 20% par an depuis 1960 et il paraît possible d'accroître chaque année les investissements de 3 à 4 milliards de francs CFA, soit une augmentation d'environ 10% par an de la contribution à la valeur ajoutée.

7. En exécution de l'accord récent passé avec les autres états membres de l'Union douanière et économique de l'Afrique Centrale (UDEAC), le Gouvernement fédéral, avec l'accord du Gouvernement du Cameroun occidental, a pris la décision courageuse sur le plan politique d'appliquer le nouveau tarif sensiblement plus élevé, au Cameroun occidental comme au Cameroun oriental, dès que les mesures administratives appropriées pourront être prises. Il faudra notamment prendre les mesures voulues pour compenser la hausse des prix des importations et du coût de la vie et supprimer les contrôles actuels au commerce inter-régional.

8. Aux termes de la Convention de Yaoundé sur l'association avec la Communauté, le Cameroun ne va plus bénéficier du traitement préférentiel qu'avaient ses exportations sur le marché français et est tenu de supprimer toute différence entre les tarifs appliqués aux importations provenant de France et ceux appliqués aux importations venant des autres pays de la Communauté. Privé du traitement préférentiel accordé par la France et des prix avantageux qu'il obtenait pour ses principales exportations (café, bananes, huile de palme, etc...) le Cameroun devra subir entre 1964 et 1970 une baisse de prix de l'ordre de 20% pour adapter ses prix au niveau actuel ou prévu des prix du marché mondial. Même au prix d'efforts exceptionnels pour augmenter la production, qui peuvent être couronnés de succès, le Cameroun aura de la peine à maintenir une augmentation moyenne de 3% des recettes qu'il tire de ses exportations.

Dans ces conditions, la balance commerciale, actuellement excédentaire, accusera rapidement un déficit important et croissant qui, s'accompagnant de sorties de capitaux nettes au titre des transactions invisibles, se traduira sans doute dans l'avenir prévisible par un mouvement défavorable de la balance des paiements sur la longue période.

9. La situation budgétaire du Cameroun s'est améliorée au cours de ces dernières années. Le déficit moyen sur compte courant de 2 milliards de francs CFA avant l'exercice 1963/64 s'est transformé en un excédent moyen d'environ 1,5 milliard de francs CFA. Le gouvernement a pu réussir progressivement à se passer d'importantes subventions budgétaires étrangères et à couvrir des dépenses courantes accrues surtout par l'accroissement des recettes fiscales dû à l'expansion économique et, pour une faible part, par la majoration des impôts. En 1959, les recettes du gouvernement entraient pour 9% dans le PIB: en 1965/66 on s'attend que ces recettes représentent au moins 15% du PIB, soit une augmentation d'environ 16% par an. Les pouvoirs publics semblent décidés à maintenir l'équilibre du budget et à envisager de nouvelles mesures fiscales destinées à obtenir des capitaux intérieurs supplémentaires pour les dépenses d'équipement.

10. La mission juge raisonnable l'opinion du gouvernement sur l'augmentation des dépenses courantes dans l'avenir, dépenses qui devraient s'élever au taux moyen d'environ 10% par an, contre un taux d'environ 10 à 12% depuis l'indépendance. On a ainsi tenu compte de la nécessité de dépenses supplémentaires dans les ministères qui sont chargés de la majeure partie de l'exécution des projets de développement, c'est-à-dire les ministères de l'agriculture, de l'industrie et des transports où déjà il manque du personnel; de l'assistance technique supplémentaire requise pour contrôler efficacement les activités de ces ministères, de l'accroissement normal des dépenses ainsi que des frais supplémentaires qu'entraînent les dépenses de développement.

11. Les hypothèses émises ci-dessus à propos de l'augmentation des dépenses courantes paraissent raisonnables et exigent implicitement que le gouvernement dispose d'un excédent sur compte courant de 4 milliards de francs CFA en 1970/71; les recettes gouvernementales représenteraient alors environ 20% du PIB de cette année. Au vu de la politique actuelle et des objectifs que le gouvernement s'est fixés, ceci paraît réalisable à condition que les mesures législatives appropriées soient prises pour augmenter les impôts en temps voulu. Si l'excédent actuel en compte courant augmente progressivement jusqu'à 4 milliards de francs CFA en 1970/71, le total des sommes que cet excédent fournirait pour le développement s'élèverait pendant la durée du plan quinquennal à environ 10 milliards de francs CFA.

12. Un deuxième Plan de Développement quinquennal (1966/67-1970/71) a été élaboré et devait être soumis au Parlement avant la mi-été 1966. Ce plan, dont le financement sur cinq ans, nécessitera quelque 165 milliards de francs CFA, doit permettre en vingt ans de doubler le revenu réel par habitant. Priorité y est donnée au développement de

l'agriculture, de l'industrie et du commerce inter-régional, outre qu'est prévu un effort particulier pour compléter l'infrastructure de base du réseau de transports. Afin de coordonner les études préparatoires et faire en sorte qu'elles soient cohérentes et ne négligent aucun aspect des travaux, le Gouvernement est revenu sur ses mesures antérieures d'africanisation totale et a fait largement appel à l'assistance technique étrangère. Etant donné que, pour exécuter le Plan méthodiquement et avec succès, il faudra renforcer l'administration publique au moyen de l'assistance technique extérieure, surtout dans les secteurs techniques, dans le souci d'accroître le rendement d'ensemble et d'accélérer l'emploi des fonds d'aide, les initiatives qu'a prises le Gouvernement au cours de ces deux dernières années sont encourageantes.

13. De nombreuses incertitudes demeurent pour le Cameroun, qui commence à peine à surmonter les difficultés dues à l'instabilité intérieure. Il y a d'autres difficultés: existence de deux économies très différentes, et presque indépendantes, du Cameroun oriental et du Cameroun occidental; manque de connaissances et de compétence dans les services de vulgarisation des techniques agricoles et dans d'autres départements administratifs à la suite du départ des étrangers. Enfin la reconstitution de ces services et la préparation de projets qui soient de nature à attirer les capitaux étrangers représentent une tâche ardue et de longue haleine. Tous ces faits portent à douter que le Gouvernement camerounais soit en mesure de réaliser en cinq ans son programme d'investissement. La mission a passé en revue ce programme, notamment les parties consacrées à l'agriculture, à l'industrie et aux transports, et elle a conclu, compte tenu des problèmes restant à résoudre, qu'il serait illusoire de croire à la possibilité, pour le Gouvernement, de réaliser, pendant la période considérée, plus de 135 milliards de francs CFA d'investissements, sur le total de 165 milliards inscrit dans le Plan. Cet objectif plus modeste de 135 milliards pour la durée du Plan peut par contre être atteint, mais il faudrait pour ce faire que le niveau des investissements, qui correspondait à environ 10% du PIB en 1964 passe à presque 15% en 1970. Dans cette hypothèse on pourrait tabler sur une progression annuelle de 4 ou 5% du PIB.

14. Sur ce total de 135 milliards de francs CFA, objectif réduit que suggère la mission, 75 milliards de francs CFA, soit en moyenne 15 milliards par an, seraient des capitaux privés, cependant que le solde de 60 milliards, soit 12 milliards par an en moyenne, représenterait la part des investissements publics. Autrement dit, ce sont surtout ces derniers qui, amputés de 30 milliards, auraient à souffrir. Néanmoins, les capitaux privés sont assez abondants, les projets existent et le secteur privé semble capable de réaliser ces investissements; l'objectif de 60 milliards de francs CFA que le Gouvernement a assigné aux investissements privés sur une période de cinq années n'apparaît donc pas inaccessible. L'épargne privée a atteint en moyenne 14 milliards de francs CFA par an entre 1960 et 1965, soit à peu près 12 pour cent du revenu privé disponible, après être passée par un maximum de 17,7 milliards en 1959 pour revenir progressivement à 10 milliards en 1965. Dans le passé, les investissements privés ont coûté 10,6 milliards par

an, laissant un excédent d'épargne intérieure qui, complété par un faible apport net de capitaux étrangers, a permis de libérer des ressources pour l'accroissement des investissements dans le secteur public. Le fléchissement régulier de l'épargne privée est la conséquence des efforts du Gouvernement pour augmenter la fiscalité et accroître les excédents budgétaires en vue de dégager des ressources pour l'expansion, du déclin du revenu réel dans tous les secteurs de l'économie, consécutive à la chute des prix à l'exportation et de la hausse régulière des prix des produits importés, enfin des répercussions, sur l'épargne, du départ des étrangers. Etant donné que ces facteurs garderont leur importance, il est peu probable que l'épargne privée puisse dépasser sensiblement 13 milliards de francs CFA en moyenne. Puisque aussi bien le Gouvernement compte pendant la durée d'exécution du Plan sur 15 milliards par an en moyenne, fournis par l'investissement privé, il resterait à trouver 2 milliards par an de capitaux privés extérieurs, hypothèse apparemment raisonnable et nullement incompatible avec les projections concernant le montant net des entrées de capitaux privés, établies pour la balance des paiements. A supposer que persistent la stabilité politique et la confiance du monde des affaires, il n'y a pas de raison, semble-t-il, pour que les investissements privés soient inférieurs à ce qu'envisage le Plan.

15. Pour ce qui est du secteur public, comme il ressort du paragraphe 11 ci-dessus, le montant total des ressources que fournira l'excédent budgétaire sur compte courant au cours de la période d'application du prochain Plan s'élèvera à environ 10 milliards de francs CFA. Les entreprises du secteur public apporteront sans doute 1 à 2 milliards par an, soit environ 6 milliards au total. Autrement dit, 16 milliards de francs CFA seraient disponibles sous la forme d'épargne publique pendant la période d'application du Plan. Le Gouvernement dispose de réserves extérieures dont le montant équivaut à environ 100% de la monnaie en circulation, mais ces réserves ne représentent guère que trois mois d'importations; aussi la mission estime-t-elle peu souhaitable pour le pays de les entamer pour le développement, vu l'extrême précarité de sa balance des paiements. Avec un objectif d'investissement de 60 milliards de francs CFA pour le secteur public, il resterait quelque 44 milliards à financer à l'aide de ressources extérieures. Outre l'apport net d'aide étrangère nécessaire pour financer les dépenses prévues, le Cameroun devra disposer chaque année de 1 milliard de francs CFA en moyenne pour le service de la dette actuelle, c'est-à-dire qu'il lui faudra recevoir de l'étranger un montant brut de 49 milliards de francs CFA, alors que les besoins bruts du secteur public s'élèveront à 65 milliards.

16. Si le Cameroun reçoit en aide extérieure un montant brut de 49 milliards de francs CFA environ pendant la période d'application du Plan, l'aide destinée à alimenter le Plan serait à la fin de la période à peu près la même qu'au début, soit 26 milliards; et il semble raisonnable de conserver au moins le même débit en raison du fait que le besoin d'assistance extérieure persistera après 1970. Il s'ensuit que les décaissements répondant aux nouveaux engagements de 49 milliards de francs CFA devraient s'élever à quelque 23 milliards pendant la période d'application du Plan, à supposer que les montants correspondant aux

engagements de dépenses actuelles aient été intégralement décaissés au cours des quatre années. Les conditions d'obtention de l'aide extérieure nouvelle sont bien entendu incertaines. La Mission est partie de l'hypothèse d'ensemble que le volume d'aide à très faible intérêt diminuerait probablement et que la proportion des dons serait sensiblement moindre; cela étant, la première tranche de dons et d'emprunts à faible intérêt, assez inférieure au niveau actuel de 26 milliards, sera d'environ 20 milliards de francs CFA constitués à parties égales de dons et de prêts à faible intérêt. Dans cette hypothèse, sur les nouveaux engagements formant un total de 49 milliards de francs CFA, dix milliards seraient sous forme de dons, dix représenteraient des prêts à faible intérêt, cependant que les 29 milliards restants seraient obtenus aux conditions classiques.

17. Une aide extérieure de 50 milliards de francs CFA représenterait à peine plus de 75 pour cent des besoins globaux bruts du secteur public, évalués à 65 milliards de francs CFA. Même s'il était possible de décomposer le plan camerounais en projets, qui tous réuniraient les conditions requises pour l'octroi d'une aide, de telle sorte que tous les engagements d'aide nécessaires pussent être appliqués à des projets, il faudrait, pour que le plan de financement réussisse, que cette aide couvre plus de 75 pour cent du coût des projets dignes d'être retenus. Néanmoins, et ceci vaut pour le Cameroun comme pour d'autres pays, cette partie du programme d'investissements publics sera consacrée à des réalisations pour lesquelles on ne pourra obtenir une aide étrangère subordonnée à l'existence de projets et l'assistance extérieure fournie pour ceux des projets qui sont effectivement financés devrait donc dépasser 75 pour cent du coût desdits projets, du fait notamment qu'il ne faut guère compter sur une aide de quelque importance pour les autres objectifs.

18. La dette publique extérieure du Gouvernement camerounais s'établissait à la fin de 1965 à environ 10,5 milliards de francs CFA, et le service de la dette représentait en moyenne 0,4 milliard par an, c'est-à-dire 1,2 pour cent des recettes d'exportation pour 1965. Dans ces chiffres ne sont compris ni la dette garantie par l'Etat ni celle des organismes publics qui ne figure pas au budget de fonctionnement. Le montant total de la dette non libérée des entreprises publiques et d'autres organismes est évalué à environ 6 milliards de francs CFA, portant intérêt à 2-1/2 à 3-1/2 pour cent et remboursable pour des périodes allant de 8 à 35 ans. Dans ces conditions, la charge que représente le service de la dette pourrait s'accroître de 0,5 milliard de francs CFA, pour ce qui est de la dette des entreprises publiques et autres organismes, pour atteindre au total 0,9 milliard, c'est-à-dire environ 3 pour cent des recettes d'exportation. Ce faible montant de la dette et du service de la dette, en dépit de l'apport important de capital dans le passé, est dû à la forte proportion d'aide que le Cameroun a reçue et continue de recevoir sous forme de dons.

19. D'après les hypothèses énoncées ci-dessus aux paragraphes 15 et 16 quant au niveau et aux conditions d'octroi de l'aide à venir, le service de la dette du Cameroun représenterait approximativement 7 pour cent des recettes d'exportation prévues d'ici à 1970, et environ 15 pour cent en 1975, sans qu'il soit tenu compte de la dette contractée aux conditions classiques après 1970. Le Cameroun dispose sans nul doute d'une certaine marge de solvabilité. Cependant, si l'on envisage la période postérieure à 1970, c'est-à-dire le moment où le Cameroun aura besoin d'une aide encore accrue, il serait sage, semble-t-il, de ne pas réduire inutilement cette marge en l'état actuel des choses, vu la pauvreté du pays et les incertitudes quant à l'avenir des exportations. Il serait donc justifié que le Cameroun reçoive pour une forte proportion une aide assortie de conditions favorables.

# SITUATION ACTUELLE ET PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE

## EN REPUBLIQUE FEDERALE DU CAMEROUN

### I. Introduction

1. La situation actuelle de l'économie du Cameroun et les résultats obtenus, malgré les problèmes que posent l'intégration des deux régions et le grave ralentissement de la croissance des recettes d'exportation à la suite de la baisse des prix du marché, se comparent favorablement à ceux de bien d'autres états africains. Le Cameroun, avec sa population de 5 millions d'habitants, a le sens de ce qui peut ou ne peut pas être fait et fait preuve de modération dans la solution de ses problèmes monétaires, politiques et économiques; comme il dispose de ressources assez diversifiées, le Cameroun est en Afrique l'un des pays qui présente le plus d'intérêt pour l'investissement intérieur ainsi que pour l'investissement privé étranger. Ceci s'est traduit depuis l'indépendance par une hausse notable en termes monétaires de la formation privée de capital.

2. L'évolution de la situation jusqu'à la fin de 1963 a été décrite dans le rapport AF-15<sub>a</sub>, "L'Economie de la République fédérale du Cameroun" (8 avril 1964). Le présent rapport expose l'évolution de ces dernières années et les perspectives pour l'avenir.

### II. Généralités

3. En 1964, on a estimé que la population du Cameroun oriental s'élevait à 4 millions d'habitants et celle du Cameroun occidental à un million, soit un total de 5 millions pour la République fédérale. Dans ce chiffre on compte approximativement 15.000 non africains. La population en âge de travailler est estimée à quelque 2,9 millions; la plupart sont des exploitants agricoles et des bergers et il n'y a guère plus de 200.000 personnes, soit moins de 7% ayant un emploi rémunéré. Le secteur public emploie environ 25.000 personnes et la construction à peu près le même nombre; les industries de transformation occupent pour leur part 27.000 autres personnes.

4. Le pays est bien doté en cours d'eau à potentiel hydro-électrique élevé, mais qui ne peuvent guère servir aux transports. Le sol est constamment menacé par l'érosion et l'épuisement, mais dans l'ensemble il est assez bon et particulièrement riche dans les régions volcaniques du sud-ouest et dans le Cameroun occidental. Dans la région du sud à forêts tropicales denses, dans le massif montagneux à l'ouest du Cameroun oriental ainsi que dans la bande côtière du Cameroun occidental également riches en forêts, les cultures de subsistance et de rapport sont plus développées que dans toute autre partie du pays. Dans le sud les précipitations annuelles atteignent en moyenne environ 200 mm. Le nord possède de nombreuses plaines et savanes où la saison des pluies est nettement délimitée et entre ces

deux régions se trouve le plateau central moins arrosé et de température plus basse. La densité de la population est en moyenne d'environ 10 au km<sup>2</sup> dans l'est, et de 25 au km<sup>2</sup> dans l'ouest, et en général la pression démographique n'est pas excessive sur les terres disponibles; dans l'ensemble du pays, 9% seulement des terres sont cultivées.

5. Le niveau général des revenus dans l'ensemble de la Fédération est assez bas. On estime qu'en 1965/66, le produit intérieur par habitant est de quelque 32.000 Frs CFA, soit l'équivalent de 130 dollars, c'est-à-dire qu'il n'est que légèrement supérieur aux chiffres enregistrés pour les deux années précédentes. Le revenu monétaire entre dans ce chiffre pour environ 25.000 Frs CFA par habitant et les gains moyens des salariés sont estimés à environ 140.000 Frs CFA. Néanmoins la majorité de la population, soit 80%, jouit d'un niveau de vie qui n'est qu'à peine supérieur aux besoins normaux de subsistance.

6. L'économie du Cameroun est encore essentiellement tributaire d'un secteur privé indépendant; le rôle du Gouvernement se bornant par des mesures positives à créer un bon climat pour les affaires et à mettre en place les institutions appropriées. Néanmoins, le Gouvernement tient à participer conjointement avec l'entreprise privée aux activités nouvelles et, comme les capitaux intérieurs sont rares de même que les entrepreneurs qualifiés, il espère pouvoir aider l'investissement dans les entreprises industrielles et autres, voire y participer directement.

7. La République du Cameroun est une fédération, créée le 1er octobre 1961 et qui est composée de l'ancien territoire sous tutelle britannique (appelé maintenant Cameroun occidental) et de l'ancienne République du Cameroun (devenue Cameroun oriental). L'intégration économique totale des deux régions se heurte toujours à de graves obstacles d'ordre social, économique, institutionnel et culturel. Le pays fait partie de la zone franc; il utilise la même banque centrale, la BCEAEC <sup>1/</sup>, et la même monnaie, le franc CFA, que les autres pays de l'ancienne fédération d'Afrique Equatoriale Française : Congo (Brazzaville), Gabon, République Centrafricaine et Tchad. Dans le système monétaire CFA la France garantit la conversion illimitée des francs CFA en francs français au moyen d'un compte de fonctionnement dont la BCEAEC dispose auprès du Trésor français en échange du contrôle quasi automatique du crédit. Ces dispositions ont contribué à assurer la stabilité générale de la monnaie et des finances du Cameroun. Les pays membres de l'ancienne Fédération sont groupés également en une union douanière et économique à l'intérieur de laquelle ils ont plus ou moins harmonisé leurs systèmes douaniers et fiscaux aussi bien que leurs politiques de développement.

8. Le Cameroun est également membre associé de la Communauté économique européenne et il reçoit une importante aide financière du Fonds

---

<sup>1/</sup> Banque Centrale des Etats de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun.

Européen de Développement (FED). La Convention d'association signée à Yaoundé entre le Marché Commun et les pays associés prévoit entre autre que le traitement préférentiel accordé par la France sera progressivement supprimé, de même que l'application de tarifs discriminatoires à l'encontre des autres membres du Marché Commun. Il y a tout lieu de croire que cette perte de marchés garantis et de prix favorables frappera tout particulièrement le café, dont la vente contribue pour environ 27% aux recettes totales d'exportation. Même si les prix du café Robusta sur le marché mondial se stabilisent aux alentours de 160 Frs CFA le kilo, il est probable que les prix cotés pour les exportations du Cameroun seront sensiblement inférieurs à ce chiffre. Les autres produits qui pâtiront de la Convention de Yaoundé sont le coton et les arachides. La Convention a également prévu que l'on appliquera aux importations en provenance des pays associés le nouveau tarif extérieur commun aux pays membres de la Communauté. C'est pourquoi il a fallu prévoir des dispositions spéciales en faveur des pays associés pour les aider à accroître leur production et diversifier leur économie agricole. A ce titre le Cameroun a reçu au total 3,8 milliards de Frs CFA dont 400 millions pour soutenir les prix des arachides pendant la période de transition, 1,5 milliard pour accroître la productivité et 1,9 milliard pour financer la diversification.

9. Dans le cadre de l'Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale (UDEAC), qui existe depuis le 1er janvier 1966, les cinq pays membres (Cameroun, Congo (Brazzaville), Gabon, République Centrafricaine et Tchad) ont institué un tarif intérieur commun, qui prévoit que toutes les importations seront frappées de taxes fiscales et d'un impôt sur le chiffre d'affaires. En outre, ce tarif commun impose des "droits à l'importation" discriminatoires qui seront prélevés sur toutes les importations en provenance des pays autres que la CEE et l'UDEAC. En ce qui concerne les échanges entre membres de l'Union Douanière, la réglementation prévoit que chaque année sera dressée une liste spéciale de produits industriels qui pourront être exonérés des taxes normales à l'importation et à l'exportation et qui seront frappés d'une taxe uniforme de 12%. Tous les autres produits qui ne figurent pas sur cette liste seront soumis au tarif normal.

10. On peut considérer probablement que l'ensemble de ces taxes représente à peu près en moyenne 50% de la valeur importée. Toutefois la région occidentale jouit encore d'un système d'impôt différent qu'elle a gardé du temps où elle était sous tutelle britannique. Pour cette région le taux moyen des taxes frappant la valeur importée est d'environ 30%. Lorsque ce tarif sera harmonisé avec le tarif de l'Afrique Centrale, le Cameroun occidental subira toutes les répercussions du tarif extérieur commun de l'Union Douanière du fait que la plupart de ses importations proviennent encore de pays qui ne sont pas membres de la CEE. Une charge additionnelle sera l'impôt sur le chiffre d'affaires qui actuellement est très peu appliqué dans le Cameroun occidental. Pour remédier à cela, les droits à l'exportation du Cameroun occidental sont progressivement ramenés au niveau applicable aux exportations du Cameroun oriental. Cette réduction

devrait contribuer à stimuler les exportations mais l'augmentation des prix des importations ne pourra manquer de relever sensiblement le coût de la vie.

11. L'économie du Cameroun continue à être largement tributaire de la production du secteur agricole et en particulier de trois principaux produits d'exportation, le cacao, le café et les bananes, dont la mise sur le marché se heurte à des difficultés croissantes. On développe dans le pays des cultures d'importance secondaire pour l'exportation, telles que le coton, l'huile de palme et le caoutchouc ainsi que les produits forestiers; l'objet est de diversifier les exportations et de diminuer la vulnérabilité du pays sur le marché mondial. L'exploitation minière est peu développée et à l'exception de l'usine moderne fortement capitaliste d'aluminium à Edea, la création d'industries nouvelles a été très limitée mais elle s'est généralement faite sur des bases économiques saines.

### III. EVOLUTION RECENTE DE L'ECONOMIE

#### Les ressources et leur utilisation

12. Pendant la période de quatre années qui a pris fin en 1964, dernière année pour laquelle on dispose de chiffres officiels, le PIB du Cameroun a monté au taux moyen d'environ 8% par an aux prix courants, passant de 114 milliards de Frs CFA en 1959 à 157 milliards en 1963/64. On ne dispose pas de statistiques officielles qui permettent d'estimer les changements du revenu national réel, mais si l'on tient compte des mouvements des indices des prix de détail, des importations et des exportations, l'accroissement du PIB réel (en prix constants) doit avoir été d'environ 5% par an, ce qui signifierait un taux moyen de croissance par habitant d'environ 3% par an.

13. En 1964/65 la croissance économique a probablement été un peu supérieure au taux indiqué ci-dessus, parce que le volume des ventes du Cameroun à l'exportation a monté, en même temps que les produits agricoles exportés obtenaient des prix favorables sur le marché mondial. Toutefois, en 1965/66 cette croissance s'est ralentie à la suite de la chute des prix du cacao et du resserrement du crédit bancaire dû à une politique plus stricte du crédit en France, dont d'ailleurs ont souffert tous les pays membres de la BCEAEC.

Produit intérieur et dépense intérieure  
(en milliards de francs CFA, aux prix courants)

	<u>1959</u>	<u>1962/63</u>	<u>1963/64</u>	<u>1965/66</u>
<u>Produit intérieur</u>				
Agriculture	54,0	61,2	64,6	66,1
Industrie et construction	11,3	17,4	19,6	24,1
Commerce	29,4	37,1	39,9	42,0
Transports et communications	3,4	5,8	6,8	8,5
Services	3,6	6,7	8,0	10,6
Administration publique	10,4	13,9	15,0	16,5
Services personnels	<u>1,5</u>	<u>2,6</u>	<u>2,6</u>	<u>2,8</u>
PIB aux prix du marché	113,6	144,7	156,5	170,6
<u>Dépense intérieure</u>				
Consommation privée	80,3	109,6	117,2	132,1
Consommation publique	15,7	21,7	23,2	25,7
Investissement privé	6,6	10,0	11,1	11,0
Investissement public	<u>5,3</u>	<u>5,2</u>	<u>6,1</u>	<u>6,0</u>
<u>Total de la dépense intérieure</u>	107,9	146,5	157,6	174,8
<u>Exportations nettes</u>	<u>+5,7</u>	<u>-1,8</u>	<u>-1,1</u>	<u>-4,2</u>
PIB	113,6	144,7	156,5	170,6

14. L'économie du Cameroun reste encore très tributaire du commerce extérieur bien que les exportations de biens et de services aient légèrement baissé par rapport au PIB de 27% en 1959 à environ 23% en 1964, les importations augmentant à peu près dans les mêmes proportions. La baisse des prix du cacao sur le marché mondial s'est accompagnée d'une réduction du prix payé dans le pays aux producteurs de cacao, qui sont environ au nombre de 200.000, et a eu de graves répercussions sur le niveau général de l'activité économique du pays.

15. Au cours de la période qui s'est écoulée depuis l'accession du Cameroun à l'indépendance, l'apport de l'agriculture au PIB est tombé de 48 à 39% environ, tandis que celui de l'industrie passait de 5 à 9% et celui des transports de 3 à plus de 4%. La part des services a également augmenté, passant de 4 à 8%. Celle des entreprises d'Etat et celle du commerce paraissent n'avoir subi, dans l'ensemble, que de très légères modifications.

16. La consommation privée augmente, depuis cinq ans, à raison d'environ

10% par an, absorbant une part légèrement accrue du PIB (65% environ en 1965). La consommation des administrations publiques a augmenté à la cadence de 12% environ par an au cours de la période 1959-1962/63, aussitôt après la proclamation de l'indépendance et l'institution, sous les auspices de l'ONU, d'un système plutôt coûteux de gouvernement fédéral; mais elle s'est stabilisée, après 1962/63, aux alentours de 5,5 par an. En 1965/66, la consommation des administrations publiques a représenté 12,5% environ du PIB. Le taux annuel des dépenses d'investissement est passé d'un peu plus de 10% du PIB en 1959 à 11% environ en 1963/64. Mais tandis que l'investissement dans le secteur public a très peu augmenté, passant de 5,3 milliards de Frs CFA en 1959 à 6 milliards de Frs CFA en 1965/66, la formation de capital dans le secteur privé a presque doublé, passant de 6,6 milliards de Frs CFA à 11 milliards en 1965/66. L'épargne intérieure brute a subi de fortes fluctuations; d'un maximum de 16,8 milliards de Frs CFA en 1959, elle est tombée à 13,5 milliards en 1962/63, puis aux environs de 13 milliards en 1965/66. Par rapport au PIB, l'épargne qui en représentait 15% en 1959 n'en représentait plus que 7,5% environ en 1965/66. Ce fléchissement correspond essentiellement au déclin relatif de l'épargne privée, alors que l'épargne publique a constamment progressé au cours de la même période.

#### Prix et salaires

17. Le Cameroun occidental, étant à la veille d'une complète unification économique avec la partie orientale de la Fédération, devra se préparer aux difficultés de la période d'adaptation. Ces années dernières, d'après les estimations, les prix ont déjà augmenté, dans cette région, de 7%, soit près de deux fois plus qu'ils ne l'ont fait, en moyenne, dans l'ensemble de la Fédération. La pleine intégration au système économique du Cameroun oriental, où les prix sont en général plus élevés, aura vraisemblablement pour effet de faire monter de 25 à 30%, au Cameroun occidental, le coût des produits importés, tandis que les produits locaux y subiront sans doute une hausse de près de 10%.

18. Au Cameroun oriental, les traitements des fonctionnaires n'ont pas été relevés depuis 1957. Toutefois, le salaire horaire minimum garanti a augmenté, au cours de la même période, de 60% dans le secteur industriel et de 25% dans le secteur agricole. La dernière augmentation date de juin 1963. Le salaire horaire minimum se situe actuellement à 36 Frs CFA (équivalent à 15 cents des E.U.) dans le secteur industriel et à 26 Frs CFA (équivalent à 11 cents des E.U.) dans le secteur agricole. Si, comme il en est question, les taux de rémunération actuellement en vigueur au Cameroun occidental étaient relevés d'environ 20 %, le salaire correspondant à une journée de 8 heures serait de 19 Frs CFA pour les manoeuvres et de 33 Frs CFA pour les ouvriers spécialisés.

#### Evolution de la situation monétaire

19. Au cours des quatre années 1961-1964, le crédit bancaire au secteur privé a augmenté de 75%, passant de 13,7 à 24 milliards de Frs CFA;

de leur côté, les avoirs étrangers des banques sont passés, en chiffres nets, de 4,2 à 8 milliards de Frs CFA. L'effet expansionniste de cet accroissement a été en partie annulé par une accumulation des dépôts d'Etat dans les banques intérieures et par un déclin des autres avoirs bancaires. En conséquence, la masse monétaire est passée de 14,2 à 21,3 milliards de Frs CFA, ce qui représente une augmentation moyenne d'environ 11% par an. L'accroissement relativement considérable du crédit accordé au secteur privé au cours de ces années s'explique en grande partie par l'expansion des investissements et des échanges commerciaux, ainsi que par une accélération générale du rythme de l'activité économique.

20. Pendant les premiers mois de 1965, le crédit bancaire au secteur privé a continué à s'étendre, mais plus lentement que l'année précédente, et à la fin de 1965, la situation différait peu, dans l'ensemble, de ce qu'elle était un an plus tôt. Le Gouvernement a réduit le montant net de ses créances sur le système bancaire, et on a enregistré un fléchissement, en valeur nette, des avoirs étrangers des banques. En septembre 1965, la masse monétaire était supérieure de 4% à ce qu'elle était un an plus tôt. A la fin de 1965, la part imputée au Cameroun sur le montant brut des avoirs étrangers de la BCEAEC s'élevait à 7 milliards de Frs CFA, ce qui représentait à peine trois mois d'importations.

#### Evolution budgétaire depuis 1960/61

21. On trouvera dans le tableau ci-dessous un état global des opérations budgétaires du Gouvernement fédéral et des deux Gouvernements fédérés depuis 1960-61.

#### Evolution du budget (milliards de Frs CFA)

	<u>1959</u>	<u>1962/63</u>	<u>1963/64</u>	<u>1964/65</u>	<u>1965/66</u>
<u>Revenu de l'Etat</u>					
Impôts directs	2,5	4,7	5,5	4,8	6,5
Impôts indirects	7,5	12,3	16,7	16,6	18,7
Droits d'importation	4,0	8,2	9,1	9,9	11,3
Droits d'exportation	2,6	2,7	3,2	3,1	3,2
Impôts intérieurs	0,9	1,4	4,5	3,6	4,1
Redevances diverses	0,5	0,9	1,0	0,9	1,1
Recettes non fiscales	<u>0,6</u>	<u>1,4</u>	<u>1,3</u>	<u>1,1</u>	<u>1,0</u>
Revenu courant	11,1	19,3	24,5	23,1	27,1
Dépenses courantes	12,6	20,3	21,5	23,0	25,5
Excédent courant (+)	-1,5	-1,0	+3,0	+0,1	+1,6
Dépenses d'équipement	0,8	2,0	1,9	2,1	4,4
Déficit budgétaire	-2,3	-3,0	+1,1	-2,0	-2,8

. . .

	<u>1959</u>	<u>1962/63</u>	<u>1963/64</u>	<u>1964/65</u>	<u>1965/66</u>
<u>Financement du déficit budgétaire</u>					
Apports étrangers	1,5	1,7	1,0	0,5	-
Apports locaux	-	0,1	-	-	0,1
Remboursements	-	0,1	-	0,1	0,1
Divers	-	0,2	-	0,2	0,3
Prélèvement sur le Fonds de réserve	1,4	1,2	0,8	1,1	2,0
Modifications des comptes de trésorerie (Augmentation -)	0,7	-,2	-3,0	0,1.	0,4

Il ressort de ce tableau que le total des revenus et celui des dépenses ont l'un et l'autre augmenté ces années dernières, et aussi qu'à partir de 1962/63, la situation budgétaire du Cameroun est allée en s'améliorant. Depuis cette année-là, la progression des revenus courants a été plus rapide que celle des dépenses courantes, de sorte que le Cameroun a pu éliminer le déficit du budget de fonctionnement et consacrer une partie de ses ressources intérieures au financement des dépenses d'équipement. Jusqu'alors, le déficit courant avait été couvert en grande partie au moyen de subventions budgétaires de l'extérieur et de prélèvements sur les fonds de roulement.

22. Entre le 1er juillet 1960 et le 30 juin 1964, le total des revenus courants a augmenté de quelque 60%, passant de 14 à 25 milliards de Frs CFA. A part l'institution en 1963/64 d'une taxe sur les transactions commerciales, cet accroissement des revenus résulte de l'expansion de l'activité économique, plutôt que d'un relèvement sensible de la taxation. En 1963/64, le revenu fiscal représentait environ 16% du total estimé pour le PIB. Pendant la même période, les dépenses courantes ont considérablement augmenté pour diverses raisons : forte hausse des dépenses militaires, en 1961/62, pour le maintien de l'ordre intérieur; établissement du Gouvernement fédéral en 1962/63; création de nouveaux services et extension de ceux qui existaient déjà. Toutefois, les traitements des fonctionnaires sont restés pratiquement au même niveau depuis 1960, et les autres dépenses administratives se sont strictement limitées au minimum considéré comme indispensable au bon fonctionnement des administrations.

23. Les résultats budgétaires de l'exercice 1964/65 ne sont pas encore connus. Selon les prévisions initiales, les revenus courants et les dépenses courantes de cet exercice devaient s'équilibrer aux alentours de 23 milliards de Frs CFA. Il paraît toutefois probable, à en juger d'après l'expérience antérieure, que les revenus ont été sous-estimés et les dépenses surestimées. Pour 1965/66, le budget prévoit un revenu courant de 27 milliards de Frs CFA, soit 15% environ de plus qu'en 1964/65, et 25,5 milliards de Frs CFA de dépenses courantes. Il n'est assorti d'aucune taxation nouvelle, l'accroissement du revenu devant résulter surtout d'une meilleure perception des impôts et de l'expansion probable de la production. Le tableau 39 de l'annexe fait

apparaître la composition tant du revenu courant que des dépenses courantes, en 1964/65, du Gouvernement fédéral et des deux Gouvernements fédérés. Le transfert de sommes imputées sur le budget fédéral aide à équilibrer le budget du Cameroun oriental et, plus encore, celui du Cameroun occidental.

24. Bien que le Gouvernement ne reçoive plus d'aide financière sous forme de paiement de certaines dépenses budgétaires (dépenses courantes ou investissements), il bénéficie d'une assistance technique financée en grande partie par la France et par d'autres pays et organismes donateurs. La rémunération du personnel d'assistance technique coûte, en gros, 2 milliards de Frs CFA par an, et exception faite d'une légère contribution du Cameroun, cette somme ne figure pas dans le budget.

25. Le Gouvernement a fait des efforts résolus pour parvenir à l'équilibre budgétaire et s'y maintenir tout en augmentant l'excédent sur compte courant. Il n'a toutefois réagi qu'assez lentement aux problèmes posés par le fléchissement des cours du cacao sur le marché mondial. Malgré la baisse des prix intérieurs du cacao, consécutive au fléchissement des cours mondiaux, les taxes de l'Etat sur l'exportation de cacao, qui représentent le tiers du produit total des taxes à l'exportation, sont restées les mêmes. Le prêt que le Fonds de Stabilisation du Cacao a reçu de la Communauté économique européenne pour le soutien des cours servira, en fait, presque entièrement à payer à l'Etat les droits à l'exportation, et le barème de ces droits aurait déjà dû être ré-examiné. Malgré cette exception, la politique budgétaire du Gouvernement est efficace et prudente. Les dépenses des administrations sont surveillées de près, et certaines sommes sont transférées du budget courant au compte d'investissement ainsi qu'au fonds de réserve. Les fonds de réserve, joints aux excédents de revenu accumulés, aux divers fonds de stabilisation et aux autres disponibilités d'institutions publiques ont doublé les réserves du Trésor qui ont dépassé, au cours de la période 1960-1965, 8 milliards de Frs CFA.

26. Les dépenses budgétaires d'équipement ne constituent jusqu'à présent qu'une faible part des dépenses budgétaires totales: entre le 1er juillet 1962 et le 30 juin 1964, elles ont été légèrement inférieures à 2 milliards de Frs CFA par an, et on estime qu'en 1965/66, elles s'élèveront à 4,4 milliards de Frs CFA. Les dépenses d'équipement approuvées dans le cadre du budget annuel représentent 30% environ de l'investissement dans le secteur public; il s'agit essentiellement de dépenses d'équipement autorisées et financées par le Gouvernement sur ses propres ressources, y compris l'ancienne subvention budgétaire de la France. Elles ne comprennent donc aucune des dépenses publiques d'équipement faites par les principaux donateurs extérieurs - par exemple le FAC et le FED - mais comprennent les sommes consacrées aux projets dont la nature ne justifie pas un financement extérieur. Elles concernent essentiellement, d'après le tableau 40, les constructions publiques et l'infrastructure ainsi que les importations de biens d'équipement, tant pour les Gouvernements fédérés que pour le Gouvernement fédéral. Les

principales sources de financement sont celles qu'indique le tableau ci-dessus. L'apport extérieur a été constitué par la subvention budgétaire du Gouvernement français, exclusivement réservée depuis 1962/63 aux dépenses d'équipement et progressivement réduite, conformément à la politique du donateur. Des prélèvements sur les fonds de réserve ont contribué pour une part notable à financer l'investissement. Les investissements de trésorerie à l'extérieur ont augmenté régulièrement, d'année en année, jusqu'en 1963/64. Après cette date, le Gouvernement a dû puiser dans ses ressources extérieures et il devra dorénavant le faire de plus en plus. Le produit des emprunts d'Etat n'est pas crédité normalement au budget d'investissement mais est versé directement à la Société nationale d'investissement.

27. Une émission d'obligations de l'Etat, représentant 2 milliards de Frs CFA, répartie en quatre tranches et portant intérêt à 3,5%, a été mise sur le marché en août 1963 et vise à mobiliser l'épargne intérieure aux fins d'investissement. Elle ne progresse qu'assez lentement et n'aura produit, pour la fin de 1966, qu'un milliard et demi de Frs CFA. Ces obligations sont souscrites par des institutions et des propriétaires fonciers dont la participation est obligatoire. Le produit de l'émission est versé à la Société nationale d'investissement, institution d'Etat; il sert à des prises de participation et, dans des cas très particuliers et sous certaines conditions, à des prêts aux entreprises. En juin 1965, l'Assemblée nationale a autorisé le Gouvernement à lancer un emprunt intérieur de 4 milliards de Frs CFA. On ne sait pas exactement où en est cette opération, dont le produit semble devoir servir en partie à renflouer le Fonds de stabilisation du cacao.

#### Commerce extérieur

28. Depuis 1958, les comptes du commerce extérieur du Cameroun font apparaître un excédent qui a toutefois, ces années dernières, tendance à baisser. Ce déclin correspond, pour une part notable, à la dégradation des termes de l'échange. En 1964, où exportations et importations se sont élevées respectivement à 34,5 et 32,9 milliards de Frs CFA, l'excédent a été de 1,6 milliard, alors qu'à son maximum, en 1959, il avait atteint 10 milliards de Frs CFA. Les échanges commerciaux du Cameroun oriental représentent 85% environ de l'ensemble des importations et des exportations.

29. On ne dispose d'indices de prix du commerce extérieur que pour le Cameroun oriental. Ces indices montrent qu'en moyenne, les prix à l'exportation ont baissé brutalement de plus de 20% en 1960 et 1961, et qu'ils ne se sont pas rétablis au cours des années suivantes. Les prix à l'importation ont augmenté d'environ 7% au cours de la même période; en conséquence, les termes de l'échange se sont dégradés d'environ 20%. Une légère amélioration s'est produite en 1964, grâce à la baisse des prix à l'importation et au cours exceptionnellement élevé du café, qui a en grande partie compensé la baisse de prix du cacao. Mais dès les premiers mois de 1965, les prix à l'exportation étaient retombés au même niveau qu'en 1963.

30. Entre 1960 et 1964 la valeur des exportations a augmenté de 17% en dépit des divers reculs enregistrés au cours de cette période. L'expansion a résulté pour une large part de l'essor rapide des exportations de café et de coton, ainsi que, dans une moindre mesure, des exportations accrues d'aluminium, d'arachides et de produits de palme. Les exportations de bananes, en revanche, ont été décevantes, le Cameroun occidental ayant perdu les privilèges dont il jouissait naguère sur le marché britannique. Le profit tiré de cette source est aujourd'hui stabilisé à un niveau inférieur de 40% environ aux moyennes du passé. Les exportations de cacao, dont le volume est resté presque le même, ont perdu 20% de leur valeur depuis 1963, tandis que les exportations de café ont progressé en volume et en valeur, grâce notamment aux cours avantageux des années 1960 et 1964.

31. L'augmentation de la valeur des importations est due essentiellement à des importations accrues de biens de consommation autres que les denrées alimentaires, ainsi qu'à des importations de produits semi finis et de biens d'équipement. Les importations de denrées alimentaires ont, en fait, diminué; mais à part cela, la structure d'ensemble ne s'est guère modifiée.

32. Le commerce extérieur reste fortement orienté vers la zone franc, et, à l'intérieur de la zone franc, vers la France, dont les échanges avec le Cameroun représentent environ 55% des exportations et 50% des importations de la Fédération.

#### Balance des paiements

33. Le tableau 31 donne, au sujet de la balance des paiements, des estimations qui, reposant sur des approximations sommaires et des données incomplètes, sont sujettes à des marges d'erreur considérables. De façon générale, le faible excédent de balance commerciale dont le Cameroun bénéficie depuis 1959 a été annulé par le déficit des transactions invisibles, et depuis 1960, la balance des paiements sur compte courant est généralement défavorable. Pour 1965, le déficit est évalué à 5,7 milliards de Frs CFA, alors qu'en 1959, l'excédent était de 5,1 milliards. Le compte d'équipement bénéficie d'apports substantiels du FAC, du FED, de la Caisse centrale, de l'AID, de l'Allemagne et, dans une certaine mesure, de la Grande Bretagne, aux fins d'investissement dans le secteur public. Ces sommes augmentent d'année en année, bien que la part des subventions tende à diminuer. Ces années dernières, des sommes assez considérables ont été rapatriées par des particuliers et, dans une certaine mesure, par des entreprises étrangères opérant au Cameroun, et il semble que cet exode de capitaux privés se poursuive. Par contre, la balance des paiements fait apparaître chaque année, depuis cinq ans, une entrée nette de capital privé, étant comprises les erreurs ou omissions relatives à tous les comptes, et le fait est corroboré par l'importance croissante de l'investissement privé.

34. Les réserves de devises du Cameroun ont augmenté (sauf en 1964) en dépit du déficit croissant sur compte courant. A la fin de 1965, les réserves atteignaient au total 9,7 milliards de Frs CFA, soit l'équivalent de 3 ou 4 mois d'importation au niveau de 1965.

#### V. EVOLUTION ET PERSPECTIVES DES PRINCIPAUX SECTEURS

35. Le Cameroun se trouve en face des mêmes problèmes de développement que la plupart des autres pays d'Afrique : taux de croissance démographique de plus en plus élevé, ressources naturelles limitées, baisse prévisible du prix à l'exportation de la plupart des produits agricoles, marché intérieur restreint. A ces problèmes s'en ajoute un autre qui est particulier au Cameroun, celui de l'intégration des deux parties orientale et occidentale du pays, intégration qui se heurte à de nombreuses difficultés d'ordre économique, social et autre. Pourtant le Cameroun a remarquablement progressé depuis son accession à l'indépendance; il a surmonté les épreuves qu'ont été pour lui le départ de nombreux Français, civils et militaires, et le mécontentement qui s'est un moment manifesté dans certains milieux; il a réussi à établir fermement les bases du développement ultérieur. Il a coopéré en outre avec les pays voisins à la constitution d'une union économique et douanière et à la création d'un marché commun. Dans le cadre ainsi mis en place, le Cameroun jouit à présent d'un climat favorable au progrès de l'activité économique et de l'investissement privé.

36. Les perspectives générales de croissance paraissent donc riches de promesse. D'après la croissance des divers secteurs que distingue le tableau 50, il devrait être possible d'atteindre, pour l'ensemble de l'économie, un taux de croissance de 5%, même si l'on tient compte de la réduction du pouvoir d'achat extérieur par suite de l'évolution défavorable des cours pratiqués sur le marché mondial.

#### Agriculture

37. Bien que l'économie du Cameroun repose essentiellement sur l'agriculture, sa structure s'est profondément modifiée depuis 1959. A cette date-là, l'agriculture, les forêts et les pêches fournissaient ensemble 47% du PIB contre 41% environ en 1963/64. Les gains que le pays tire de l'exportation proviennent encore pour 80% de l'agriculture, mais aucune culture ne l'emporte nettement sur les autres. Le tableau ci-dessous indique quels ont été ces années dernières, pour les principales cultures, le volume de la production et celui des exportations, et quels sont les objectifs du Deuxième Plan.

PRODUCTION ET EXPORTATIONS AGRICOLES <sup>1/</sup>  
(en milliers de tonnes)

	<u>Résultats effectifs</u>				<u>Objectifs du Deuxième Plan</u>	
	<u>Production</u>		<u>Exportations</u>		<u>Production</u>	<u>Exportations</u>
	<u>1959/60</u>	<u>1963/64</u>	<u>1959/60</u>	<u>1963/64</u>	<u>1970/71</u>	<u>1970/71</u>
Arachides (décor- tiquées)	71,0	88,4	6,6	18,5	113,3	23,5 (25)
Bananes	206,8	172,5	122,1	122,3	230,0	168,0 (107)
Cacao (fèves)	72,6	91,2	59,0	78,2	131,8	100,0 (70)
Café arabica	9,0	14,3	9,0	13,2	22,0	.. (15)
Café robusta	24,3	37,8	24,5	33,5	66,0	.. (45)
Coton <sup>2/</sup>	20,9	45,6	7,0	18,0	63,0	.. (25)
Millet et sorgho	354	381,0	-	-	455,0	-
Maïs	147 <sup>1/</sup>	210,4	-	-	265,0	-
Ignames	232 <sup>1/</sup>	148,4	-	-	235,0	-
Taros (Arrow-root)	545 <sup>1/</sup>	617,8	-	-	635,0	-
Manioc	605 <sup>1/</sup>	433,0	-	-	445,0	-
Canne à sucre	-	-	-	-	160,0	-

<sup>1/</sup> La production du Cameroun occidental a été estimée; les chiffres entre parenthèses représentent les estimations faites par la Mission.

<sup>2/</sup> Production, non égrené; importations, égrené.

38. Depuis quelques années la production alimentaire augmente légèrement plus vite que la population. Pourtant le Cameroun doit encore importer une grande partie des denrées qu'il consomme. En 1964, il a importé pour 4,3 milliards de Frs CFA de denrées alimentaires (13% de la valeur totale de ses importations), notamment du blé pour 597 millions et du sucre pour 477 millions de Frs CFA. Cependant les importations de riz diminuent, et d'ici à 1970, le pays devrait produire lui-même tout le riz et peut-être tout le sucre dont il a besoin.

39. Au Cameroun oriental, la production agricole est surtout aux mains de cultivateurs indépendants, et ce sont essentiellement des particuliers qui en assurent la commercialisation. Dans le cas du café et des bananes, toutefois, les coopératives jouent un grand rôle, et la commercialisation du coton incombe toujours à la Compagnie française pour le développement des fibres textiles (CFDT). Au Cameroun occidental, une même société, la Cameroons Development Corporation, exploite 75% des plantations, soit 9% de l'ensemble des terres cultivées, et fournit 30% des exportations de la région. Cette société relève, par son statut légal, du Gouvernement du Cameroun occidental et détient 22.800 ha. de plantations produisant de l'huile de palme, du caoutchouc, des bananes, du café, du thé et du poivre. L'exécution de son programme de développement, dont le budget est d'environ

24 millions de dollars des E.U., porterait la superficie totale des terres qu'elle cultive à plus de 32.700 ha. d'ici à 1974.

40. Les produits agricoles que le Cameroun destine à l'exportation sont très divers. Pendant plusieurs années, c'est le cacao qui est venu en tête; mais en raison du déclin des cours - de 112,2 Frs CFA en 1964, le prix du Kg de cacao est tombé à 91,8 Frs CFA en 1965 - c'est maintenant l'exportation du café qui rapporte le plus au pays. Des 34,5 milliards de Frs CFA que les exportations ont produit en 1964 <sup>1/</sup>, le café a fourni 27%, le cacao 20%, le bois d'oeuvre et le coton 7% chacun, les bananes 5%. Les perspectives d'avenir, en ce qui concerne les exportations de café et de cacao, sont limitées par le jeu de l'offre et de la demande sur le marché mondial, ainsi que par l'Accord international du café. La demande mondiale du café semble appelée à augmenter, au total, de 2-1/2% par an, ce qui ne laisse guère de place à un accroissement spectaculaire des exportations du Cameroun. L'Accord international du café n'alloue au Cameroun, en 1965, qu'un contingent de 45.000 tonnes, alors qu'en 1964, la production totale du pays dépassait 50.000 tonnes. En 1966, le contingent fixé pour l'ensemble de l'Afrique occidentale francophone a été relevé de plus de 4,5%; mais il est peu probable que celui du Cameroun augmente considérablement. Au cours des cinq années à venir, c'est sans doute la part des produits d'exportation de moindre importance - huile de palme, caoutchouc, bois d'oeuvre et coton - qui, dans l'ensemble des gains tirés de l'exportation, augmentera le plus sensiblement.

41. Le Deuxième Plan de développement prévoit pour l'agriculture un investissement total de 32 milliards de Frs CFA, dont 18 milliards environ devraient venir de sources publiques. Le gros des investissements dont l'agriculture bénéficiera entre 1966 et 1971 est destiné à la production de café (3,7 milliards de Frs CFA), d'huile de palme (4,1 milliards), de caoutchouc (2,3 milliards), d'étain (2,3 milliards), de bois d'oeuvre (3,5 milliards) ainsi qu'à la pêche (2,6 milliards). Vu la situation du marché mondial du café et l'aptitude du Cameroun à diversifier davantage encore sa production agricole, l'investissement que l'on se propose de faire dans la production de café, même s'il ne s'accompagne d'aucun accroissement de la superficie des plantations, paraît excessif.

42. Les possibilités de crédit agricole demeurent limitées. Au Cameroun oriental, les fonds répartis en 1964/65 par la Banque camerounaise de Développement se sont élevés à 1.177 millions de Frs CFA, dont 137 millions seulement sont allés à des investissements productifs, la majeure partie servant à financer l'achat de récoltes. La West Cameroon Development Agency, de son côté, n'a disposé pour le crédit agricole que de ressources beaucoup plus limitées : 14,7 millions de Frs CFA en 1963/64. Dans l'ensemble du Cameroun, la majeure partie de l'investissement privé dans l'agriculture a donc dû être financée par les producteurs eux-mêmes, et en l'absence d'aide

---

<sup>1/</sup> y compris les exportations d'aluminium (5,1 milliards de Frs CFA, soit 15% du total)

extérieure à cette fin, il est vraisemblable que cette situation persistera.

43. Les prix à la production du cacao, du café, du coton et des arachides sont contrôlés, au Cameroun oriental, par la Caisse de Stabilisation, qui fixe annuellement un barème des prix à la production. Par suite de la baisse brutale des cours mondiaux du cacao, en 1964 et 1965, et en dépit d'une réduction considérable du prix payé aux producteurs de cacao, les réserves du Fonds du Cacao se sont trouvées épuisées, et à la fin de 1965, le déficit était de 1,254 millions de Frs CFA. Le Fonds européen de développement (FED) a récemment consenti un prêt de 1,5 milliard de Frs CFA, pour permettre de poursuivre, au moins pendant une année encore, la politique actuelle des prix. En fait, ce prêt serait une subvention indirecte au Gouvernement, attendu que le produit de la taxe sur les exportations de cacao, qui est versé à la Caisse de stabilisation, atteindra sans doute 2,6 milliards de Frs CFA. La politique actuelle du Gouvernement en matière de taxation appelle manifestement un nouvel examen qui tienne compte des récentes fluctuations des cours sur les marchés mondiaux. Jusqu'à présent, le Gouvernement a proposé de réduire fortement le prix payé aux producteurs de cacao, qui tomberait de 82 à 45 Frs CFA par kilo pour la qualité normale, tandis que les taux de taxation actuellement en vigueur resteraient les mêmes. Cela risquerait d'avoir de graves répercussions parmi les planteurs, réduisant le volume de la production et abaissant le niveau qualitatif des cultures, ce qui ne manquerait pas d'avoir ultérieurement des incidences sur les recettes de l'Etat. Il semblerait donc préférable que le Gouvernement accepte un manque-à-gagner temporaire, plutôt que compromettre l'avenir de la principale production du pays.

44. Au Cameroun occidental, le contrôle des prix s'exerce par la voie du monopole dont le West Cameroon Marketing Board jouit actuellement sur les achats des produits autres que ceux des plantations. Depuis 1963, on s'efforce d'égaliser, entre le Cameroun oriental et le Cameroun occidental, les prix de soutien à la production, afin d'éviter la contrebande. Pour quelques produits comme le cacao et le café arabica, on est parvenu à cette égalisation. En septembre 1964, tous les comptes de recettes du Marketing Board faisaient apparaître un profit net, les soldes créditeurs s'élevant à un total de 780 millions de Frs CFA.

45. Après la période de relâchement qui a suivi, en matière de recherche agronomique, l'accession du pays à l'indépendance, le Cameroun a conclu avec la France, en octobre 1963, un accord qui favorise depuis deux ans l'expansion rapide des services de recherche et de vulgarisation agricoles. Les services de vulgarisation déploient dans le pays une activité croissante. Au Cameroun oriental, la situation est aujourd'hui satisfaisante au moins si on la compare à ce qu'elle est dans beaucoup d'autres pays d'Afrique.

46. L'action gouvernementale a eu pour effet d'améliorer notablement depuis trois ans, la situation et les perspectives générales de l'agriculture. Le développement des coopératives de production et de commercia-

lisation, l'enseignement et la vulgarisation agricoles, et l'expansion (dans une certaine mesure) du crédit accordé aux exploitants ont déjà des effets sensibles. Mais il reste encore beaucoup à faire. Le Gouvernement devra en particulier intensifier considérablement son action pour parer à l'évolution probablement défavorable des prix payés, sur le marché mondial, pour les principaux produits dont le Cameroun est traditionnellement exportateur.

### Forêts

47. Sur 24 millions d'ha., soit la moitié de sa superficie, le Cameroun est couvert de forêts; sur 3 millions d'ha. environ, il s'agit de forêts tropicales dont le bois d'oeuvre se prête à l'exploitation commerciale. Des concessions ont été accordées à quelque 42 sociétés étrangères et à une dizaine d'entreprises camerounaises, mais l'exploitation se borne à un nombre assez restreint d'essences exportables (12) et à une trentaine d'autres essences destinées à la consommation intérieure. La forêt camerounaise est relativement pauvre en bois d'oeuvre exportables, encore que les forêts accessibles de l'intérieur paraissent être de meilleure qualité.

48. En dépit des facteurs limitatifs mentionnés ci-dessus, de l'insuffisance des moyens de transport et de méthodes d'exploitation parfois peu rationnelles, la production du Cameroun oriental a continué d'augmenter, passant - pour les bois en grumes - de 346.000 m<sup>3</sup> en 1960 à 480.000 m<sup>3</sup> en 1964/65. Au Cameroun occidental, par contre, l'industrie forestière s'est presque effondrée, en raison de difficultés de gestion et de financement, la production tombant de 183.000 m<sup>3</sup> en 1960/61 à 32.000 m<sup>3</sup> en 1964/65. Les cours ne laissent aux producteurs que des marges bénéficiaires étroites, en raison de la faiblesse des rendements, du coût des transports et des droits de douane élevés qui frappent les importations de matériel et de machines. Les prévisions du Plan, d'après lequel la production devrait se situer, en 1970/71, aux environs de 776.000 m<sup>3</sup>, semblent un peu optimistes, du fait notamment qu'elles reposent sur l'hypothèse d'une demande intérieure accrue.

### Pêches

49. La pêche se pratique au Cameroun tant en mer qu'en eau douce, le lac Tchad fournissant, avec les cours d'eau et les étangs artificiels du Nord, 50.000 tonnes environ de poisson par an. Ce poisson est en majeure partie séché et vendu au Cameroun septentrional, et il en est exporté un peu au Nigeria. Bien que les services de recherche et de vulgarisation améliorent lentement les techniques de pêche et les méthodes de traitement du poisson, il n'y a pas lieu de s'attendre à une transformation profonde.

50. Quant au poisson de mer, on en a pris en 1964 environ 18.000 tonnes évaluées à 1.323 millions de Frs CFA (5,2 millions de dollars des

E.U.). Si les prises réalisées par les méthodes traditionnelles (10.000 tonnes) sont restées relativement stables ces années dernières, la production de la pêche industrielle a montré une forte tendance à augmenter, passant de 5.300 tonnes en 1962 à 8.100 tonnes en 1964. L'accroissement des quantités débarquées est surtout imputable aux chalutiers étrangers qui relâchent de temps en temps à Douala. Le port de Douala n'est pas bien situé pour la pêche en mer, car de trop grandes distances le séparent des zones de pêche du Golfe de Guinée. Il n'est utilisé comme port d'attache que par quatre sociétés disposant ensemble de 15 chalutiers. Il offre des commodités suffisantes pour les réparations; mais ses entrepôts frigorifiques ne sont pas encore, malgré leur expansion, à la mesure des besoins.

51. Il se peut qu'au terme de la période couverte par le Plan, les prises atteignent 32.000 tonnes, dont 18.000 pourraient être fournies par la flotte commerciale (y compris les bateaux étrangers qui font relâche à Douala) et 12.000 par la pêche traditionnelle, plus les 2.000 tonnes de crevettes qu'on peut attendre d'un riche banc actuellement prospecté par une société américaine.

52. Il est question d'investir dans le pêche, au titre du Deuxième Plan quinquennal, 2,5 milliards de Frs CFA, notamment pour l'achat de six thoniers et de six bateaux équipés pour la pêche à la crevette. Ces prévisions paraissent optimistes au regard des possibilités actuelles d'accès aux zones de pêche et aux marchés.

#### Industrie minière

53. L'industrie minière ne représente qu'une faible part de l'activité économique, et ne produit que de petites quantités d'or et de cassitérite. Bien que l'on connaisse l'existence de gisements de bauxite (entre 500 millions et un milliard de tonnes de minerai), de pierre à chaux, de minerai de fer et de gaz naturel, et bien que d'autres minéraux fassent l'objet de prospections, une expansion spectaculaire a peu de chances de se produire dans un proche avenir, en raison des difficultés d'exploitation rentable et de l'éloignement des débouchés. Le Deuxième Plan quinquennal prévoit environ 3 milliards de Frs CFA pour les travaux de recherche et de prospection.

#### Industrie manufacturière

54. Si l'on excepte quelques industries de service, l'industrie manufacturière constitue, parmi les divers secteurs de l'industrie camerounaise, celui dont la croissance est la plus rapide. Entre 1959 et 1960/64 ce secteur a gagné de 15 à 20% par an; mais l'augmentation de la consommation d'électricité dans les grands centres industriels semble indiquer que depuis deux ans, la croissance de l'industrie s'est peut-être encore accélérée. Par suite de cette croissance rapide, l'apport relatif du secteur manufacturier au PIB a dépassé 10% en 1965/66, alors qu'il était de 8,6% en 1962/63 et de 6% seulement en 1959. L'industrie

manufacturière 1/ a fourni en 1965 environ 9,5% de l'emploi total, et absorbé à peu près 7,5% de l'investissement intérieur brut. Cette même année, la production de ce secteur est entrée pour à peu près 20% dans les recettes d'exportation.

55. La structure fondamentale de l'industrie manufacturière du Cameroun ne s'est pas modifiée au cours de ces dernières années. Depuis 1960, il s'est constitué une quarantaine d'entreprises industrielles, le plus souvent (il est vrai) sur un pied modeste. Au total, le développement industriel est moins avancé au Cameroun que dans bien d'autres pays d'Afrique. ALUCAM, qui vient en tête par son pourcentage d'apport à la valeur ajoutée, représente à lui seul plus de 40% du total de l'investissement industriel. Mais il n'emploie que 500 à 600 personnes, soit 3% seulement de l'effectif total de la main d'oeuvre industrielle. Géographiquement, le secteur manufacturier est très fortement concentré; son apport total à la valeur ajoutée provient, pour 75 à 80%, du triangle de territoire, relativement restreint, compris entre Douala, Edea et Yaoundé.

56. L'industrie manufacturière se consacre essentiellement au traitement de matières premières produites sur place - caoutchouc, thé, coton, café, etc. - et destinées à l'exportation vers les pays développés. La principale exception à cette règle demeure l'industrie de l'aluminium, le prix modique de l'électricité permettant de traiter de l'alumine importée. La production destinée au marché intérieur comprend des produits finis de plus en plus variés, obtenus à partir d'éléments importés semi-finis (montage de bicyclettes) ou fournis par les industries primaires camerounaises (huile comestible), savon, meubles, et bientôt tissus. Certains de ces produits finis sont également exportés vers des pays voisins, surtout des pays membres de l'UDEAC. Les dimensions restreintes du marché et l'existence de liens historiques datant de l'époque coloniale ont conduit le Cameroun à former, vers la fin de 1965, une union douanière avec quatre autres pays d'Afrique centrale. Les exportations industrielles du Cameroun vers ces pays se sont élevées en 1965 à plus de 300 millions de Frs CFA. L'application, à partir de 1966, d'un tarif douanier commun ne saurait manquer d'intensifier les échanges commerciaux entre les pays membres; mais il reste à voir si, maintenant que cette union existe, les gouvernements s'abstiendront d'encourager sur leur territoire des productions qui seraient plus rentables ailleurs ou qui se font, sur un marché restreint, une concurrence inopportune.

57. Le principe fondamental de la politique industrielle du Gouvernement est de stimuler l'investissement privé plutôt qu'intervenir activement dans le secteur des industries de transformation. Le principal instrument d'assistance au secteur privé est le code d'investissement, qui accorde divers allègements fiscaux et garanties spéciales aux entreprises

---

1/ construction non comprise.

agréées. Le fait que la plupart des sociétés qui n'ont pas obtenu les avantages demandés ont abandonné leurs plans initiaux d'investissement semble indiquer que les mesures en question contribuent elles-mêmes jusqu'à un certain point à stimuler l'investissement. On pourrait toutefois accroître l'efficacité des stimulants en simplifiant les formalités administratives qu'exige l'application du code et en différenciant les diverses catégories d'encouragements au lieu de les dispenser conjointement et en bloc, comme on le fait actuellement.

58. De 1962 à 1965, dans la période d'application du premier Plan de développement, quelque 6 milliards de Frs CFA ont été investis dans le secteur manufacturier. La majeure partie de cet investissement a été financée de source privée. Les capitaux étrangers, d'origine publique ou privée, sont surtout venus de France, mais certaines institutions financières européennes et allemandes ont également investi des fonds dans l'industrie. Le reste des dépenses d'investissement a été financé par la BCD <sup>1</sup>/<sub>1</sub>, par les banques commerciales locales, et, dans une mesure restreinte, par voie de participation gouvernementale ou émission d'actions vendues aux particuliers. Le Deuxième Plan de Développement prévoit l'investissement dans le secteur des industries de transformation de 17 milliards de Frs CFA au total : 3 milliards pour les industries agricoles et 14 pour les autres. A supposer que le coefficient de capital reste le même qu'actuellement, le PIB augmenterait, sous l'effet d'un tel investissement, d'une somme comprise entre 11 et 17 milliards de Frs CFA. Cette croissance augmenterait de 14 à 19% par an, en moyenne, la valeur ajoutée par le secteur industriel, ce qui correspondrait à peu près au taux de croissance des années passées. Quoique le chiffre d'objectif total fixé à l'investissement paraisse raisonnable, certains des projets inscrits dans le Deuxième Plan ont peu de chances de se réaliser; mais ils seront sans doute remplacés par d'autres. Dans l'ensemble, toutefois, on a lieu de penser que les auteurs du Plan ont surestimé les sommes qui seront investies dans de nouvelles affaires et sous-estimé l'expansion des entreprises existantes.

#### Bâtiment et construction

59. La valeur totale de la production dans le bâtiment et la construction est estimée pour 1963/64 à 16 milliards environ de Frs CFA. Douze pour cent environ de cette somme, soit 2 milliards de Frs CFA, ont servi à des travaux d'entretien; le reste, soit 14 milliards, correspond à de nouvelles constructions de tous genres, et représente 80% environ du montant brut des immobilisations intérieures. L'industrie du bâtiment progresse depuis 1959 à raison de 8% environ par an; en 1965/66, elle a apporté 6 milliards de Frs CFA au PIB, soit 4% environ du total, et a employé quelque 25.000 personnes.

---

<sup>1</sup>/ Banque camerounaise de Développement.

60. Comme une bonne partie des travaux de construction qui se font au Cameroun est aux mains de filiales de grandes sociétés européennes, les entreprises locales peuvent faire appel aux ressources des sociétés-mères étrangères et passer des contrats que leurs seules disponibilités, en cadres supérieurs et en matériel, ne leur permettraient pas d'honorer.

### Transports

61. Les transports tiennent une très grande place dans l'effort de développement du Cameroun. Le premier Plan de développement affectait à ce secteur 47% environ du montant total de l'investissement public prévu. En fait, les sommes dépensées pour les transports ont représenté, pendant les trois exercices financiers compris entre 1960 et 1963, 41% du total des dépenses publiques. De l'estimation provisoire des dépenses publiques d'investissement à prévoir pendant la période d'application du deuxième Plan quinquennal, il ressort que l'on compte dépenser pour l'infrastructure 38 milliards de Frs CFA, soit 45% du total visé pour l'investissement public. Comme les années antérieures, la majeure partie des investissements dans l'infrastructure sera financée au moyen de l'aide extérieure. Le programme des transports est dominé par la nécessité économique et politique d'établir des liaisons entre les diverses régions du pays. Il s'agit avant tout de relier le Nord et le Sud du Cameroun oriental et de rattacher l'un à l'autre les deux Camerouns, occidental et oriental. Au cours des cinq années qui viennent, l'établissement de ces deux liaisons devrait absorber à lui seul 70% des sommes consacrées aux transports.

62. Actuellement le chemin de fer va de Douala à Yaoundé (avec embranchement sur Mbalmayo) et de Douala à Nkongsamba, ce qui représente au total 517 km de voie ferrée. Le trafic voyageurs, stationnaire de 1955 à 1960, commence à reprendre. Depuis quatre ans, son taux de croissance annuel est de 5,5% en moyenne. Ce chiffre reste inférieur au taux de croissance du trafic marchandises, qui a été de 8% en moyenne au cours de la même période. Le tonnage transporté par chemin de fer consiste essentiellement en bois d'oeuvre et en matières premières pour l'industrie de l'aluminium.

63. La principale voie ferrée actuellement en construction est le Chemin de fer trans-camerounais. La ligne Douala-Yaoundé, qui existe déjà, sera prolongée de 630 km vers le Nord, jusqu'à Ngaoundéré. Un premier tronçon de 293 km, allant de Yaoundé à Belabo, a été financé conjointement par le FED (17,3 millions de dollars), l'AID (9,2 millions de dollars) et le FAC (8,2 millions de dollars). Les travaux ont commencé à la date prévue, en novembre 1964, et devraient se terminer en 1968. Des pourparlers sont en cours entre le Gouvernement et les trois organismes d'assistance déjà nommés, pour le financement d'un second tronçon allant de Belabo à Ngaoundéré (337 km), et semblent devoir aboutir prochainement à un accord. Un petit embranchement reliant la ligne de Mbalmayo au Cameroun occidental est également en construction entre Mebanga et Kumba (30 km). Les dépenses,

qui s'élèveront au total à 4,6 millions de dollars, sont financées par le Cameroun (Regifercam), le FAC et le FED. Dans l'ensemble, l'exploitation du réseau donne depuis quelques années de meilleurs résultats. Le rapport frais d'exploitation/recettes, qui s'établissait à 1,01 en 1960, est tombé à 0,68 pour l'exercice financier 1964/65, laissant un excédent liquide de 600 millions de Frs CFA.

64. Le Cameroun est maintenant doté d'environ 33.000 km de routes, dont un cinquième est utilisable par tous les temps. Ce réseau de routes est surtout développé dans le Sud-Ouest, la région de Bamiléké à l'Ouest, et le Nord. Bien que le gros des transports intérieurs se fasse par route, plusieurs régions ne sont encore reliées entre elles ni par route ni par voie ferrée. La construction de nouvelles routes est surtout financée à l'aide de ressources étrangères. De 1960 à 1965, les institutions d'assistance ont mis à la disposition du Cameroun, pour l'extension et l'amélioration de son réseau routier, environ 6,6 milliards de Frs CFA; mais sur ce total, 2,8 milliards de Frs CFA sont destinés à des travaux qui ne sont pas encore terminés. Le deuxième Plan de Développement comporte un programme encore plus ambitieux de construction de routes; il prévoit, rien que pour l'amélioration des grands axes, un budget de 18,3 milliards de Frs CFA, qui devrait être financé en majeure partie par l'aide extérieure. Jusqu'à présent, les organismes bailleurs de fonds se sont engagés pour 5,3 milliards de Frs CFA; mais il paraît peu probable que l'on trouve un supplément de ressources extérieures suffisant pour combler l'écart qui subsiste (13 milliards de Frs CFA).

65. Les dépenses relatives à l'entretien des routes sont en augmentation depuis un an ou deux. Elles s'élèvent actuellement, pour les routes utilisables par tous les temps, à une moyenne de 102.500 Frs CFA par km; mais au Cameroun oriental, la dépense par km est environ le triple de ce qu'elle est au Cameroun occidental. Le matériel d'entretien a souvent plus de dix ans d'âge, et est en assez mauvais état. L'AID et le FAC procèdent actuellement à une étude en rapport avec ces problèmes.

66. Pour ce qui est de la construction de routes, le principal projet concerne l'achèvement de celle qui reliera le futur terminus ferroviaire de Ngaoundéré aux régions septentrionales du pays et au Tchad. Les deux principaux tronçons de route à améliorer, pour assurer cette liaison septentrionale, sont ceux de Ngaoundéré à Garoua et de Mora à Fort-Foureau. Pour le premier, les moyens de financement extérieur restent à trouver; pour le second, le Kreditanstalt ne s'est engagé à couvrir qu'une partie de la dépense. Pour achever la liaison septentrionale, il faudra en outre construire un pont sur le Bénoué, tandis que dans le Nord, les communications avec le Tchad ne seront possibles que si un pont franchit le Logone. Attendu que le passage du Cameroun au Tchad pourrait également se faire, dans l'avenir, par Moundou, et que du Tchad septentrional on peut aussi accéder à la mer à travers la Nigeria, une enquête régionale sur les transports paraît indiquée si l'on veut évaluer l'ensemble des besoins de la

région en matière de transports et éviter le gaspillage, notamment par double emploi.

67. Le Cameroun possède quatre ports de mer par où transitent chaque année, 1,4 million de tonnes de marchandises. Le plus important est, de loin, Douala, où onze transatlantiques peuvent faire escale en même temps, et qui se trouve au terminus du réseau ferroviaire du Cameroun. On y a chargé ou déchargé, en 1964, 1,1 million de tonnes, et sa capacité atteindra 1,5 million de tonnes lorsque les travaux d'aménagement actuellement en cours seront terminés. On étudie la possibilité de faire de Bota l'avant-port en eau profonde de Douala. Si, du point de vue technique, ce projet ne manque pas d'attrait, il est difficile de dire si, du point de vue économique, la création d'un second port moderne se justifierait; on ne le verra que lorsque les nouveaux courants d'échanges et autres mouvements suscités par l'achèvement du chemin de fer trans-camerounais auront eu le temps de se préciser.

68. Tous les ports appartiennent à l'Etat et leur exploitation relève du Ministère des Travaux publics. La gestion du port de Douala laisse cependant beaucoup à désirer. Le matériel est presque entièrement inutilisable. Une dragueuse capable de maintenir une profondeur de 5,80 m. et dont l'entretien a été normal jusqu'en 1960 est à présent mal employée, tandis que l'on consacre de grosses sommes à la construction de logements qui ne présentent que de très lointains rapports avec l'équipement du port. Des redevances portuaires relativement élevées, supérieures aux droits perçus dans la plupart des ports du Golfe de Guinée, permettent au port de fonctionner avec un excédent courant qui sert à remplacer le matériel et à financer la construction de logements, comme on l'a vu plus haut.

#### Education

69. On n'a guère réussi, jusqu'à présent, à réduire les graves lacunes que présente le système d'enseignement, encore que de nouveaux établissements de formation professionnelle, écoles normales et centres de formation technique se soient ouverts pendant la période d'application du premier Plan quinquennal, entre juillet 1960 et juin 1965. Le nombre des enfants d'âge scolaire est évalué à 800.000, et 430.000 de ces enfants, soit 55% du total, fréquentent l'école primaire. Le taux de scolarisation varie de 95% (dans les grands centres urbains) à moins de 4% (dans certaines parties de la région Nord), et il y a, parmi les inscrits, environ deux fois plus de garçons que de filles. L'enseignement secondaire compte environ 10.000 élèves; mais il y en a, en moyenne, moins de 20% qui vont jusqu'au bout de leurs études. Il existe des instituts de formation professionnelle (dont six écoles normales), et le nombre des centres d'enseignement technique dépasse 60. Quelque 700 étudiants suivent à l'étranger les cours d'établissements d'enseignement supérieur, et la nécessité d'avoir un centre d'enseignement supérieur dans le pays même a conduit à créer, à la fin de 1962, une université. La plus grave faiblesse du système d'enseignement réside

toujours dans la pénurie de maîtres qualifiés. Plus de 70% des instituteurs sont en fait des élèves-maîtres dont la formation est incomplète, et comme il ne sort guère chaque année de l'enseignement secondaire que 2.000 diplômés (dont l'administration et l'économie ont besoin dans tous les secteurs), il y a peu de chances pour que le nombre des maîtres qualifiés augmente sensiblement.

## V. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

### Premier Plan quinquennal de développement

70. Une centaine de milliards de Frs CFA a été investie au cours de la décennie qui a précédé l'accession à l'indépendance et l'établissement de la Fédération. Ces investissements, qui se sont faits en grande partie par l'entremise du FIDES (Fonds d'investissement pour le développement économique et social) visaient à "ouvrir" le pays, à accroître le volume de ses exportations et à y créer un marché pour les importations, sans grand souci d'équilibrer la croissance économique du pays. En 1959 toutefois, le Gouvernement du Cameroun oriental a pris l'initiative de plusieurs études destinées à fixer les grandes lignes d'une exploitation rationnelle des ressources du Cameroun oriental. C'est sur la base de ces études qu'a été adopté un plan quinquennal de développement couvrant la période de juillet 1960 à juin 1965. En 1962, ce Plan a été modifié pour tenir compte de l'unification avec le Cameroun occidental. L'investissement public au titre du premier Plan quinquennal a été orienté essentiellement vers le développement du réseau de transport et, en second lieu, vers la modernisation du secteur agricole et la mise en valeur des ressources forestières. Ce Plan prévoyait une dépense globale d'environ 53 milliards de Frs CFA dans le secteur public, les dépenses du secteur privé semblant devoir se situer à un chiffre légèrement inférieur.

71. Les objectifs du Plan étaient de fournir la base d'un programme général de développement (dont le plan ferait partie intégrante) visant à doubler le revenu national en l'espace de vingt ans (1960-1980). Pour cela, il faudrait que le PIB augmente en moyenne de 4,5% par an, alors qu'au cours de la décennie précédente, le taux de croissance annuelle du PIB réel se situait sans doute aux alentours de 4%. Les dépenses effectives au titre de l'investissement public ont été en moyenne pendant les trois premières années d'exécution du Plan, c'est-à-dire jusqu'en juin 1963, de 3,7 milliards de Frs CFA par an, soit beaucoup moins qu'on ne l'avait cru au départ, tandis que les dépenses d'investissement privé atteignaient en moyenne 7 milliards de Frs CFA par an et représentaient 65% du total des dépenses. Pendant l'exercice suivant, 1963/64, les sommes provenant de l'aide extérieure et consacrées à l'investissement se sont élevées à 3 milliards de Frs CFA, tandis que les ressources locales ont sans doute financé l'investissement d'un peu plus de 2 milliards de Frs CFA. Cela fait un total de 5 milliards de

Frs CFA, alors que la moyenne prévue pour la période d'application du Plan était de 7 milliards de Frs CFA par an.

72. Les ressources financières disponibles pour le financement de l'investissement public au cours des quatre premières années d'exécution du Plan se sont élevées à 45,3 milliards de Frs CFA, et les ressources intérieures à 14,3 milliards de Frs CFA, soit 32% du total. Ces dernières comprenaient des excédents provenant du budget de l'Etat ainsi que de fonds publics autonomes. Les 68% restants sont venus de sources extérieures, le FED fournissant 15 milliards de Frs CFA, la France 12 milliards et les Etats-Unis 4 milliards. Sur l'ensemble des ressources disponibles pour le financement du Plan jusqu'en 1964, on a effectivement utilisé moins de la moitié des crédits d'aide extérieure autorisés, alors que la proportion utilisée des allocations budgétaires était bien supérieure. Le retard apporté à la mise en train de projets qui figuraient au Plan et auxquels des crédits avaient déjà été alloués s'explique par les difficultés générales d'administration du Plan: outre que les institutions de développement manquaient de cadres, elles étaient tenues, pour satisfaire aux conditions imposées par les pays donateurs, de se conformer à des usages que les fonctionnaires camerounais connaissaient en général assez mal. Indépendamment des problèmes matériels résultant de la pénurie de personnel qualifié, l'exécution des projets suivant les conditions fixées par les donateurs extérieurs se trouvait encore compliquée du fait que le Plan n'avait pas été élaboré avec un soin suffisant et que les études détaillées indispensables à la mise au point et à l'exécution rapide des projets n'avaient pas été suffisamment poussées.

73. Dans le secteur privé, où l'investissement effectif au cours des quatre années d'exécution du Plan a atteint environ 40 milliards de Frs CFA (soit plus du double des investissements du secteur public), plus de la moitié de l'investissement privé a été financée par les bénéfices des sociétés, le solde représentant l'apport de capitaux français privés, complété par de nouveaux capitaux étrangers venant d'Allemagne, d'Italie, de Belgique et des Etats-Unis.

74. Outre la lenteur des débours de fonds destinés aux investissements publics, les principaux facteurs qui expliquent le succès limité du Plan sont d'une part la stagnation des régions rurales (à l'exception de celles dont les produits sont traditionnellement exportés) et d'autre part le fait que les planificateurs n'avaient pas, initialement, attendu des projets un apport spécifique à l'accroissement de la production. Il faut ajouter à cela que des sommes assez importantes ont été investies dans des projets de caractère social dont le profit n'est pas immédiat - hôpitaux, écoles, édifices publics, etc. - plutôt que dans des projets de nature à apporter une contribution rapide à l'accroissement de la production.

75. La Direction du Plan, au Ministère des Finances, souffrait d'une grave pénurie de personnel et manquait des moyens techniques nécessaires pour suivre l'exécution du Plan, recueillir des renseignements sur les projets en préparation dans les divers ministères, coordonner les propositions et en fixer l'ordre de priorité, ou même exercer un contrôle financier sur le Plan. Le Gouvernement du Cameroun a très vite reconnu l'existence de ces facteurs limitatifs; dès 1964, il avait fait disparaître un grand nombre de goulots d'étranglement, grâce à la création du Conseil national de Planification et de comités régionaux de planification et aux améliorations apportées au fonctionnement de ces divers organes.

#### Deuxième Plan quinquennal de Développement

76. L'élaboration d'un deuxième Plan quinquennal de développement se poursuit depuis la fin de 1964, et le Gouvernement a réussi à améliorer dans une mesure remarquable les rouages de la planification et le dispositif d'exécution des projets. Le Conseil de Planification a été réorganisé et renforcé par la nomination, au titre de l'assistance technique, de personnel chargé d'assurer le fonctionnement du nouveau Centre d'information, de documentation et d'études du Plan (CIDEP). On a créé diverses commissions pour formuler et coordonner la politique à suivre, en matière de développement, dans certaines régions ou certains secteurs. La principale d'entre elles, la Commission intergouvernementale de Planification et de Développement, est présidée par le Président de la République; c'est à elle qu'il appartient de décider de l'ampleur du Plan, de sa structure et l'ordre de priorité de ses divers éléments.

77. Le nouveau Plan répond, comme le précédent, au souci fondamental de promouvoir une économie de libre entreprise, et attache une importance capitale à l'accroissement de la production agricole et au traitement des produits sur place. Ce Plan est techniquement précis, et semble offrir une façon raisonnable d'aborder les problèmes de développement du Cameroun. On ignore encore dans quelle mesure il sera approuvé sous sa forme actuelle, attendu que le Gouvernement et l'Assemblée nationale ont encore à examiner les propositions de la Commission de Planification. Le Plan prévoit un investissement total de 165 milliards de Frs CFA en cinq ans.

78. Le but fondamental reste le même que pour le premier Plan quinquennal : il s'agit de doubler, au cours des vingt années 1960-1980, le revenu moyen par habitant. Les responsables de la planification se rendent compte que, pour atteindre cet objectif, il faudra relever le niveau de l'investissement jusqu'à 15% au moins du PIB. Le total de 165 milliards de Frs CFA pour la période quinquennale est près de trois fois supérieur au total prévu pour la période du premier Plan et représente une moyenne annuelle de 33 milliards de Frs CFA, alors que le chiffre de 1965 a été de 17 milliards. L'investissement public sera de 85 milliards de Frs CFA, soit un peu plus de la moitié du total, et l'investissement

privé de 80 milliards, soit un peu moins de la moitié. De l'investissement public, 43% seront consacrés aux routes et aux chemins de fer, et près de 30% à des projets directement productifs, notamment dans le secteur agricole. Le programme d'investissement privé prévoit 86% d'investissements productifs.

79. Le Cameroun a devant lui maintes incertitudes et commence seulement à surmonter ses problèmes d'instabilité intérieure. L'existence, dans l'Est et l'Ouest du pays, de deux économies très différentes et presque indépendantes, la pénurie de personnel instruit et compétent dont souffrent, depuis le départ des étrangers, les services de vulgarisation agricole et bien d'autres secteurs de l'administration, la lenteur et la difficulté du travail à faire pour reconstituer ces services et réamorcer le processus d'élaboration et de présentation de projets aptes à bénéficier d'un financement extérieur, tout cela donne à penser que le Gouvernement camerounais ne parviendra sans doute pas à réaliser en cinq ans son programme d'investissement. La mission a passé ce programme en revue, notamment en ce qui concerne l'agriculture, l'industrie et les transports, et il lui semble, après cet examen et vu les problèmes qui restent à résoudre, qu'il serait optimiste de penser que l'investissement pourrait dépasser, au cours de la période quinquennale, 135 milliards de Frs CFA, sur les 165 milliards prévus au Plan. Cet objectif réduit - 135 milliards de Frs CFA à investir en cinq ans - pourra sans doute être atteint (bien qu'il faille pour cela que l'investissement, égal à 10% environ du PIB en 1964, atteigne 15% en 1970) à condition que les administrations et ministères techniques auxquels il incombe d'exécuter le Plan continuent d'améliorer leur efficacité et leur compétence. S'il en est ainsi, on peut espérer voir le PIB augmenter à raison de 5% environ par an.

## VI. PERSPECTIVES FINANCIERES D'ENSEMBLE ET SOLVABILITE

### Financement de l'investissement

80. Le montant et l'origine des ressources financières nécessaires pour financer le deuxième Plan de développement ne sont pas encore définitivement fixés. Il est clair toutefois que l'aide extérieure restera, comme pour l'application du premier Plan, la principale source de financement, en dépit des louables efforts qui visent à mobiliser davantage l'épargne intérieure. Le Gouvernement essaie d'accroître les excédents courants et d'améliorer le fonctionnement des entreprises d'Etat afin de renforcer leur contribution au développement. Cependant, à moins que les cours mondiaux des produits exportés par le Cameroun n'évoluent plus favorablement qu'ils ne paraissent pour le moment appelés à le faire, le Cameroun aura du mal à accroître ses recettes fiscales autant qu'il le faudrait pour que leur apport au développement soit vraiment sensible. Dans le secteur privé, le Gouvernement continuera, suivant sa politique actuelle, à encourager l'investissement de capitaux étrangers, et il compte en même temps

chercher des moyens d'encourager le réinvestissement sur place des bénéfices des sociétés.

81. Le tableau ci-après confronte les propositions du Gouvernement pour le financement des deux premiers plans, les sommes auxquelles la mission estime les résultats effectifs de la période 1961-1965 et ses estimations pour la période 1966/70. Sur la réduction de 135 milliards de Frs CFA par rapport au Plan que suggère la mission, l'investissement privé pourrait vraisemblablement fournir environ 76 milliards de Frs CFA (soit 15 milliards par an en moyenne), le solde de 60 milliards de Frs CFA (soit 12 milliards par an en moyenne) représentant l'investissement public. Le "manque-à-investir" serait de l'ordre de 25 milliards de Frs CFA, et c'est essentiellement l'investissement public qui en ferait les frais.

FINANCEMENT DES PLANS DE DEVELOPPEMENT

1960/61 - 1965/66 et 1966/67 - 1970/71

<u>Investissement public</u>	<u>1960/61-1964/65</u>	<u>1966/67-1970/71</u>	
	Estimations de la mission	Plan	Estimations de la mission
Ressources intérieures			
Excédent du budget de l'Etat	1,9	..	} 10,0
Communes	3,4	..	
Entreprises d'Etat	3,2	..	6,0
Prélèvements sur les réserves	5,8	..	-
Total partiel	<u>14,3</u>	<u>40,0</u>	<u>16,0</u>
Ressources extérieures	-		
F.A.C.	<u>11,07</u>	..	..
C.E.E.	<u>15,07</u>	..	..
E.U.	<u>4,07</u>	..	..
Prêts C.E.E.	<u>1,07</u>	..	..
Total partiel	<u>31,00</u>	<u>45,0</u>	<u>44,0</u>
Total de l'investissement public	45,3	85,0	60,0
Investissement privé <sup>1/</sup>	-	80,0	75,0
Investissement total prévu au Plan		<u>165,0</u>	<u>135,0</u>

<sup>1/</sup> Y compris le Fonds de développement du Cameroun qui dispose d'importantes ressources extérieures.

### Investissement de l'épargne privée

82. Que l'on considère les ressources privées disponibles, les projets qui pourraient être mis à exécution ou l'aptitude à investir de telles sommes, l'investissement privé d'environ 75 milliards de Frs CFA semble clairement possible pendant la période quinquennale en cours. L'épargne privée a été, en moyenne, entre 1960 et 1965, d'environ 14 milliards de Frs CFA, soit 12% des revenus privés disponibles; d'un maximum de 17,7 milliards en 1959, elle est tombée progressivement à 10 milliards de Frs CFA en 1965. Dans le passé, l'investissement privé a été en moyenne d'environ 10,5 milliards de Frs CFA par an, laissant un excédent d'épargne intérieure qui, s'ajoutant à un petit apport net de capital privé étranger, a contribué à dégager des ressources pour l'expansion de l'investissement du secteur public. La baisse constante de l'épargne privée s'explique par divers facteurs: les efforts du Gouvernement pour augmenter les impôts et en tirer un plus fort excédent budgétaire qui puisse être affecté au développement, la baisse des revenus réels qui a accompagné dans tous les secteurs celle des prix à l'exportation et la hausse continue des prix à l'importation, enfin le départ des étrangers qui a eu aussi des incidences sur l'épargne. Comme ces divers facteurs resteront importants, il paraît improbable que l'épargne privée puisse dépasser de beaucoup un niveau moyen d'environ 13 milliards de Frs CFA. Comme le Gouvernement compte que l'investissement privé sera en moyenne d'environ 15 milliards de Frs CFA par an pendant la période d'application du Plan, cela laisserait un découvert d'environ 2 milliards de Frs CFA par an à financer au moyen de ressources privées extérieures, ce qui ne paraît nullement impossible ni incompatible avec le montant net, estimé par projection, de l'apport privé à la balance des paiements. Si la stabilité politique et la confiance des milieux d'affaires persistent, on n'a apparemment pas lieu de penser que le volume de l'investissement privé restera inférieur aux prévisions du Plan.

### Perspectives de l'épargne publique

83. Pour le financement du deuxième Plan à l'aide de ressources intérieures, le Gouvernement compte beaucoup sur l'excédent budgétaire courant et les autres formes d'épargne publique. Il a inscrit au Plan le chiffre de 40 milliards de Frs CFA, soit 8 milliards par an. Les entreprises d'Etat sont censées apporter 2 milliards de Frs CFA par an, le reste du secteur public fournissant sous une forme ou sous une autre, le solde de 6 milliards. Ces chiffres, dont dépendra en grande partie le succès du deuxième Plan, semblent excessifs, eu égard aux difficultés budgétaires que le Cameroun semble appelé à connaître pendant quelques années.

84. La mission partage l'avis du Gouvernement quant à l'évolution future des dépenses courantes, qui semblent devoir augmenter à la cadence moyenne de 10% par an, alors que depuis l'accession à l'indépendance la hausse a été de 10 à 12%. Ces prévisions tiennent compte de l'accroissement inévitable des dépenses des ministères responsables au premier chef de l'exécution des projets de développement (agriculture, industrie et transports), qui sont déjà un peu à court de personnel, et de l'assistance

technique nécessaire pour soumettre à un contrôle efficace l'activité de ces ministères; elles tiennent compte aussi de l'augmentation normale des dépenses et des hausses consécutives aux dépenses de développement.

85. D'après les hypothèses ci-dessus, apparemment raisonnables, touchant la progression des dépenses courantes, et attendu que le Gouvernement s'est implicitement fixé comme objectif d'atteindre d'ici à 1970/71 un excédent courant de 4 milliards de Frs CFA, les recettes de l'Etat représenteraient cette année-là 20% environ du PIB. Compte tenu des objectifs actuels du Gouvernement et de la politique qu'il poursuit, cela paraît réalisable, à condition que l'on prenne à temps les mesures propres à augmenter le produit des impôts. Si l'excédent courant atteint progressivement 4 milliards de Frs CFA en 1970/71, la somme que l'on pourrait tirer de cette source pour la consacrer au développement serait, pour les cinq années d'exécution du Plan, de quelque 10 milliards de Frs CFA.

86. L'épargne publique pourrait aussi être alimentée par l'excédent des entreprises d'Etat et de divers services publics sur le budget desquels le pouvoir législatif a un droit de regard. Il s'agit des chemins de fer, des ports, des postes, de l'imprimerie nationale, etc., etc., dont le fonctionnement n'a produit au total, jusqu'à présent, qu'un très faible excédent courant. Cependant, si leur exploitation (notamment celle des ports) continue à gagner en efficacité, et si, comme c'est probable, les chemins de fer et les ports suscitent une activité d'un volume croissant, l'excédent courant des entreprises d'Etat devrait pouvoir atteindre en valeur nette, au cours de la période d'exécution du Plan, une moyenne de un à deux milliards de Frs CFA par an, soit au total environ 6 milliards, comme le voudrait le Gouvernement. Bien que l'Etat dispose de réserves extérieures équivalant à peu près à 100% de la monnaie en circulation, cela ne représente que trois mois d'importations, et la mission estime qu'il n'est pas souhaitable de puiser dans ces réserves pour les besoins du développement, vu les grandes difficultés qu'éprouve le pays à l'égard de l'équilibre de sa balance des paiements.

87. Sur la base des hypothèses ci-dessus, la contribution du secteur public au développement au cours des années d'exécution du Plan (1966/67 - 1970/71) devrait être de l'ordre de 16 milliards de Frs CFA sous la forme d'épargne publique, alors que le Gouvernement a fixé comme objectif 40 milliards environ de Frs CFA. L'objectif d'investissement étant, pour le secteur public, de 60 milliards de Frs CFA, cela laisserait environ 44 milliards à tirer d'autres sources extérieures. En plus de l'afflux net de capital étranger qu'il faudra pour financer les dépenses prévues au Plan, le Cameroun aura besoin en moyenne d'un milliard de Frs CFA par an pour le service de la dette actuelle, de sorte que le montant brut du capital à trouver à l'étranger sera de 49 milliards de Frs CFA, alors que les besoins du secteur public s'élèveront, en valeur brute, à 65 milliards de Frs CFA.

Perspectives de la balance des paiements

88. La balance des paiements jouera, au cours de la période 1966-1970, un rôle de plus en plus important pour la croissance économique. Dans le passé, les exportations ont augmenté à une cadence de 4 à 6% par an; et si l'on peut s'attendre à voir le volume des exportations continuer de progresser au même rythme, le montant des gains tirés de l'exportation n'augmentera sans doute pas, dans un avenir prévisible de plus de 3% par an. S'il en est ainsi, attendu que les importations augmentent d'environ 6% par an, en raison notamment de la demande croissante de biens de capital, le déficit sur compte courant fera vraisemblablement plus que doubler d'ici cinq ans.

89. On trouvera ci-dessous un aperçu de la balance des paiements de 1964 et 1965, avec projection pour les cinq années suivantes. Si, comme il est probable à court terme, aucun fait nouveau n'intervient et aucune production nouvelle ne fait son apparition les perspectives concernant les exportations de marchandises jusqu'en 1970 ne sont pas favorables. Le tableau de l'annexe 46 indique les projections en valeur des exportations pendant la période du plan ainsi que les hypothèses relatives aux quantités et aux prix. Ces projections tiennent compte : a) des principales estimations relatives aux perspectives de production; b) de la difficulté croissante d'exporter certains produits, comme le café et le cacao, dont il y a surabondance; c) de la nécessité de faire disparaître, d'ici à 1968, les prix préférentiels dont les exportations du Cameroun bénéficient sur le marché français; d) des estimations des fonctionnaires de la Banque mondiale touchant l'évolution ultérieure des prix.

BALANCE DES PAIEMENTS  
(en milliards de Francs CFA)

	1964	1965	Période d'exécution du Plan				
			1966	1967	1968	1969	1970
Exportations (f.o.b.)	34,5	35,1	35,6	36,5	38,1	39,6	41,0
Importations (c.a.f.)	32,9	34,8	36,2	38,4	40,5	43,0	45,5
Balance commerciale	+1,6	+0,3	-0,6	-1,9	-2,4	-3,4	-4,5
Invisibles (valeur nette)	-4,9	-6,0	-6,8	-7,5	-8,1	-9,0	-9,8
Balance courante	-3,3	-5,7	-7,4	-9,4	-10,5	-12,4	-14,3
Capital officiel							
a. subventions	2,5	3,2	4,4	5,6	6,0	5,6	5,0
b. prêts	0,5	1,5	2,6	3,4	4,5	5,5	6,0
Amortissement de la dette	-0,4	-0,4	-0,5	-0,5	-0,5	-0,6	-0,6
Divers, y compris							
erreurs ou omissions	+0,4	+2,2	+1,5	+1,5	+1,5	+1,9	+2,9
Modification des réserves (augmentation -)	+0,3	-0,8	-0,6	-	-1,0	+0,0	+1,0

90. Les perspectives d'importation reflètent la lente évolution de la structure économique et l'afflux croissant de capital, l'effet plus restrictif des perspectives d'exportation sur la génération de revenus et la demande de produits d'importation. En outre, l'accroissement de la production intérieure de denrées alimentaires et les quelques progrès qu'a faits l'industrialisation tendront à réduire les importations de denrées alimentaires. En même temps, la grande place que l'élément importé occupe dans des fabrications assez peu poussées, s'ajoutant au fait que l'industrialisation aurait dû progresser plus rapidement, entraînera une augmentation des importations de matières premières et de produits intermédiaires. Les projections ci-dessus représentent, pour les importations, un taux de croissance de 6% par an.

91. Des médiocres perspectives d'exportation, combinées aux projections ci-dessus concernant les importations de marchandises, il découle que la balance commerciale est appelée à devenir encore plus défavorable. La balance des invisibles a toujours été défavorable; son déficit, égal en moyenne à 6 milliards environ de Frs CFA en 1964 et 1965, paraît appelé à s'aggraver. Les sources de fonds semblent devoir fournir en moyenne 8 milliards de Frs CFA pendant les cinq années qui viennent. Il est probable en conséquence que le déficit sur compte courant, qui a été de 5,7 milliards de Frs CFA en 1965 fera plus que doubler et atteindra en 1970 14,3 milliards de Frs CFA. Dans ce cas, il s'élèvera au total, pour l'ensemble de la période d'exécution du Plan, à environ 54,4 milliards de Frs CFA.

#### Besoins du secteur public en capital pendant la période d'exécution du Plan

92. L'estimation du déficit sur compte courant à un total de 54,4 milliards de Frs CFA donne, compte tenu de l'amortissement de la dette (2,7 milliards) et déduction faite de l'apport de capital privé (9,3 milliards), un chiffre de 47,8 milliards qui correspond, en gros, aux 49 milliards indiqués au paragraphe 87 ci-dessus comme estimation des ressources nécessaires à l'exécution du programme concernant le secteur public.

93. Si le Cameroun reçoit, à titre d'aide extérieure au secteur public, un apport brut d'environ 49 milliards de Frs CFA pendant la période d'exécution du Plan, le volume de l'aide promise à l'expiration de cette période serait le même qu'au début, soit 26 milliards de Frs CFA, et il semble raisonnable qu'il soit au moins maintenu au même chiffre, vu l'assistance étrangère dont le pays continuera d'avoir besoin après 1970. Cela signifie que les débours imputés sur les nouveaux engagements de 49 milliards de Frs CFA devraient s'élever à 23 milliards de Frs CFA pour la période d'exécution du Plan, à supposer que les montants qui ont fait l'objet d'engagements fermes soient complètement déboursés au cours de ces cinq années. Les conditions auxquelles le Cameroun pourrait obtenir une nouvelle aide extérieure sont évidemment problématiques. La Mission a admis qu'en gros, le volume de l'aide accordée à des conditions avantageuses est vraisemblablement appelé

à diminuer, les subventions ne représentant plus qu'une proportion beaucoup plus faible du total, et qu'en conséquence, la prochaine tranche de subventions et prêts à des conditions avantageuses sera d'environ 20 milliards de Frs CFA (c'est-à-dire un peu moins que les 26 milliards actuels), se répartissant par moitié entre subventions et prêts. Dans ce cas, les 49 milliards de Frs CFA qu'égaleraient au total les nouveaux engagements comprendraient 10 milliards de subventions, 10 milliards de prêts à des conditions avantageuses et 29 milliards de prêts aux conditions normales.

94. Une aide extérieure de 49 milliards de Frs CFA représenterait 75% des besoins bruts du secteur public (65 milliards). Même si le plan d'investissement du Cameroun pouvait se subdiviser en projets et si tous ces projets remplissaient les conditions voulues pour bénéficier d'une aide étrangère et pouvaient en conséquence donner lieu à des engagements correspondant à l'aide requise, le succès du plan de financement exigerait que l'aide accordée aux projets en couvre le coût à 75%. Mais comme en fait, au Cameroun comme ailleurs, une partie du programme d'investissement public vise des fins pour lesquelles les projets ne pourraient pas bénéficier d'une aide étrangère, l'assistance extérieure accordée aux projets qui seront effectivement financés devrait dépasser 75% de leur coût, d'autant plus qu'en dehors des crédits d'aide aux projets, les disponibilités seront vraisemblablement restreintes.

#### Solvabilité

95. La dette publique extérieure du Gouvernement du Cameroun s'établissait, à la fin de 1965, à environ 10,5 milliards de Frs CFA, et le service de cette dette coûtait en moyenne 400 millions par an, soit 1,2% des recettes tirées des exportations en 1965. Ces chiffres ne comprennent ni la dette garantie ni celle des organismes d'Etat, qui n'apparaît pas dans le budget courant. La dette à rembourser par les entreprises et autres institutions d'Etat est estimée à un total d'environ 6 milliards de Frs CFA, portant intérêt à 2,5/3,5%, et remboursables sur une durée de 8 à 35 ans. Sur la base de ces chiffres, le service de la dette pourrait être relevé, eu égard à la dette des entreprises d'Etat et institutions assimilées, d'environ 600 millions de Frs CFA, ce qui ferait un total d'un milliard représentant environ 2,9% des recettes d'exportation. Cette modicité du volume de la dette et du service de la dette - en dépit du gros apport passé de capital - s'explique par la forte proportion de subventions, dans l'aide que le Cameroun a reçue et continue de recevoir. Si le Cameroun ne peut obtenir qu'aux conditions normales les 23 milliards de Frs CFA qu'il lui faudra pour compléter le financement de son deuxième Plan, le service de la dette lui coûtera, en 1970, environ 7% des gains qu'il attend des exportations et en 1975 environ 10%, compte non tenu du service de la dette contractée, à des conditions normales, après 1970.

96. Il est clair, d'après le contenu du présent rapport, que le Cameroun offre, aux yeux de la mission, de grandes possibilités de croissance économique continue, et que ces possibilités ont de grandes chances de devenir réalités. Il est toutefois handicapé, dans sa croissance, par le fait que son économie est essentiellement tributaire de l'agriculture, par le temps qu'il faut attendre pour recueillir dans ce secteur les fruits d'un effort de développement, et par les effets de la baisse générale des cours mondiaux. La cadence à laquelle les méthodes de culture s'amélioreront et la productivité augmentera semble appelée à jouer un rôle décisif; c'est d'elle que dépend pour beaucoup la vitesse à laquelle le Cameroun réussira à se développer.

97. Dans le secteur public comme dans le privé, le rendement de l'économie a notablement progressé depuis que le pays est devenu indépendant; d'autre part, l'adaptation aux nécessités consécutives à l'indépendance et l'établissement des bases d'une administration gouvernementale satisfaisante semblent avoir à peu près réussi. De nouveaux efforts s'imposent pour étendre les services des ministères techniques responsables au premier chef du développement, mais le Gouvernement paraît en avoir reconnu la nécessité et a déjà pris nombre de mesures à cette fin. Après un démarrage lent et décevant, au lendemain de l'indépendance, le Cameroun s'est également montré capable de réaliser des investissements dans le secteur public, et la mission pense qu'il saura tirer bon parti de l'aide extérieure, mais sur une échelle un peu moins ambitieuse que le Gouvernement ne l'a envisagé dans son deuxième Plan de développement.

98. Ces considérations, jointes à la modicité actuelle du service de la dette, conduisent à penser que le Cameroun devrait pouvoir bénéficier d'une certaine aide extérieure à des conditions normales. Cependant, en raison de la date tardive à laquelle il est entré dans la voie du développement, de sa pauvreté actuelle et de la lenteur du processus de développement, il aura sans doute grand besoin, et pendant longtemps, d'une aide extérieure. Le Cameroun dispose sans nul doute d'une certaine marge de solvabilité. Cependant, si l'on envisage la période postérieure à 1970, c'est-à-dire le moment où le Cameroun aura besoin d'une aide accrue, il serait recommandé, semble-t-il, de ne pas réduire inutilement cette marge en l'état actuel des choses, avec la pauvreté du pays et les incertitudes quant à l'avenir des exportations. Il serait donc justifié que le Cameroun reçoive pour une forte proportion une aide assortie de conditions favorables.

SITUATION ET PERSPECTIVES ECONOMIQUES  
DE LA REPUBLIQUE FEDERALE DU CAMEROUN

ANNEXE STATISTIQUE

Liste des Tableaux

Tableau No

1. Utilisation des terres au Cameroun
2. Estimations de la population totale et de la population active - 1964
3. Répartition estimée de la population active - 1964
4. Produit intérieur brut par branche d'activité - Fédération
5. Utilisation des ressources
6. Indice des prix de détail pour les consommateurs européens à Douala
7. Production agricole par principaux produits
8. Production et exportation de produits agricoles commerciaux au Cameroun oriental
9. Production et exportation de produits agricoles commerciaux au Cameroun occidental
10. Production forestière
11. Energie - production d'électricité
12. Transports routiers - nombre de véhicules immatriculés
13. Statistiques du trafic ferroviaire
14. Mouvements de navires dans les ports et cargaisons chargées et déchargées
15. Mouvements d'avions dans les aéroports
16. Commerce extérieur
17. Indices de l'activité commerciale
18. Principaux produits exportés par la Fédération
19. Principaux produits exportés du Cameroun oriental
20. Principaux produits exportés du Cameroun occidental

Tableau No

21. Cours moyens des produits exportés
22. Principaux partenaires commerciaux pour les principaux produits exportés du Cameroun oriental
23. Produit des exportations de marchandises de la Société de développement du Cameroun
24. Composition des importations, Cameroun oriental
25. Composition des importations, Cameroun occidental
26. Tonnage des importations de certains produits, Cameroun oriental
27. Prix CIF moyen des produits importés, Cameroun oriental
28. Balance commerciale ventilée par région, Fédération
29. Balance commerciale ventilée par région, Cameroun oriental
30. Balance commerciale ventilée par région, Cameroun occidental
31. Balance des paiements de la Fédération
32. Situation monétaire
33. Avoirs et engagements de la Banque Centrale du Cameroun
34. Dépôts
35. Prêts et avances à l'économie
36. Classification fonctionnelle des prêts et crédits déclarés
37. Banque Camerounaise de Développement - nouveaux engagements de prêts par secteurs
38. Banque Camerounaise de Développement - prêts et investissements en cours par catégorie et par secteurs
39. Recettes et dépenses consolidées de la Fédération du Cameroun et des Etats fédérés
40. Compte de capital consolidé de la Fédération du Cameroun et des Etats fédérés
41. Comparaison des dépenses de la Fédération du Cameroun et de celles des Etats fédérés

Tableau No

42. Premier plan de développement de la République du Cameroun 1961-1965
43. Deuxième plan quinquennal de développement 1965-1969
44. Aide extérieure - engagements et versements
45. Evaluation de la dette publique en cours
46. Principaux produits de base exportés
47. Projection relative aux importations, 1965-1970
48. Hypothèse retenues pour la projection relative à la balance des paiements
49. Projection relative à certains postes de la balance des paiements
50. Projection relative au produit intérieur brut et à la dépense nationale
51. Projection relative aux investissements et aux sources de financement

TRADUCTION DES MOTS-CLEFS DE L'ANNEXE STATISTIQUE

A

Agriculture, forestry and fishing	=	Agriculture, sylviculture et pêche
Alumina	=	Alumine
Animal husbandry	=	Elevage
Assets	=	Avoirs

B

Balances in transit	=	Transferts à régler
Bills rediscounted	=	Effets réescomptés
Building materials	=	Matériaux de construction
Butter, fat, oil of cocoa	=	Beurre, matière grasse et huile de cacao

C

Cassava	=	Manioc
Central government	=	Administration centrale
Claims on government	=	Créances sur l'Etat
Construction	=	Bâtiment et travaux publics
Cotton seed	=	Graine de coton
Cotton lint	=	Fibre de coton
Cotton (ginned)	=	Coton égrené

D

Domestic taxes	=	Taxes internes
Domestic use (Electricity consumption)	=	Usages domestiques (Consommation d'électricité)

E

Equity investments	=	Prises de participations
Export duties	=	Droits de douane à l'exportation

F

Farm crops	=	Produits agricoles
Fallow	=	Jachères
Fees and dues	=	Droits et redevances
Fertilizer	=	Engrais
Flour of wheat	=	Farine de froment
Food processing industries	=	Industries alimentaires
Forestry	=	Sylviculture
Food, foodstuffs	=	Produits alimentaires
Freight (railways)	=	Marchandises (chemin de fer) Fret (transports maritimes et aériens)
Fuel	=	Combustibles
Fuel oil	=	Mazout

G

Gas-oil	=	Huile lourde
Gasoline	=	Essence
Grazing	=	Prés et pâturages
Gross domestic capital formation	=	Formation intérieure brute de capital
Gross domestic savings	=	Épargne intérieure brute
Gross fixed capital formation	=	Formation brute de capital fixe
Gross investment	=	Investissement brut
Gross investment ratio	=	Taux d'investissement brut
Groundnuts	=	Arachides
Groundnuts (shelled)	=	Arachides décortiquées

H

Housing	=	Logement
---------	---	----------

I

Import duties	=	Droits de douane à l'importation
In employment	=	Population ayant un emploi
Intermediate goods	=	Produits intermédiaires
Investment income	=	Revenus d'investissements

J

K

Kerosene	=	Pétrole lampant
----------	---	-----------------

L

Lamp oil	=	Huile lampante
Legumes	=	Légumineuses
Liabilities	=	Engagements
Light (electricity consumption)	=	Eclairage (consommation d'électricité)
Lime	=	Chaux
Livestock	=	Élevage
Local authorities	=	Collectivités locales
Logs	=	Grumes
Loans - hard	=	Prêts - assortis de conditions commerciales
- soft	=	- assortis de conditions libérales
Lubricants	=	Lubrifiants

M

Manufacturing	=	Industries de transformation
Marketing credit	=	Crédit de commercialisation
Mining	=	Industries extractives
Monetary sector	=	Secteur monétaire
Money GDP	=	PIB relevant du secteur monétaire
Money	=	Disponibilités monétaires
Motor power - low tension	=	Force motrice - basse tension
- high tension	=	- haute tension

N

Non factor services	=	Services autres que ceux des facteurs de production
Not economically active	=	Population inactive
Notes issued	=	Emission de monnaie

O

Of working age	=	Population en âge d'être active
Operation account	=	Compte d'opérations

P

Palm kernels	=	Palmistes
Passengers (railways)	=	Voyageurs (chemin de fer)
		Passagers (Transports maritimes et aériens)
Personal services	=	Personnels de service
Placement account	=	Compte de placements
Plantains	=	Bananes plantains
Power	=	Energie
Printing	=	Impression
Pumpkins	=	Citrouilles
Petrol	=	Essence

Q

Quasi money	=	Disponibilités quasi monétaires
-------------	---	---------------------------------

R

Real estate	=	Secteur immobilier
-------------	---	--------------------

S

Savings account	=	Compte d'épargne
Sawn, sawn timber	=	Sciages
Scantlings	=	Menus bois de sciage
Subsistence sector	=	Secteur d'autoconsommation

T

Timber	=	Bois
Tree crops	=	Cultures arboricoles

U

Use of resources	=	Emploi des ressources
------------------	---	-----------------------

V

W

Waste land	=	Terres en friche
Water, fuel, lighting	=	Eau, chauffage, éclairage
Water surfaces, marshes, etc.	=	Superficie des étendues d'eau, marais, etc.
Waterways	=	Voies fluviales
Working on own account	=	Travailleurs indépendants

X

Y

Yam	=	Igname
-----	---	--------

Z

Table 1 : LAND USE IN CAMEROON

(in thousand hectares)

	East	West	Federation	In %
Forestry <u>1/</u>	22,890	934	23,824	50
Grazing	8,000	254	8,254	18
Water surfaces, marsh, etc.	600	...	600	1
Cultivation:				
tree crops	615	229	844	2
farm crops	1,522	250	1,772	3
Fallow	7,500	899	8,399	18
Uncultivated, waste land	<u>2,073</u>	<u>1,729</u>	<u>3,802</u>	<u>8</u>
	43,200	4,295	47,495	100%
Equivalent in square miles	<u>166,795</u>	<u>16,581</u>	<u>183,377</u>	
<u>1/</u> Forestry Concession	1,694	57	1,751	

Sources: FAO Production Yearbook; Statistiques Agricoles 1963/64; Cameroun Oriental; The Economic Potential of West Cameroon, Stanford Research Institute.

Table 2 : ESTIMATES OF THE TOTAL AND WORKING POPULATION - 1964

(in thousands)

	East Cameroon			West Cameroon			Federation		
	<u>Male</u>	<u>Female</u>	<u>Total</u>	<u>Male</u>	<u>Female</u>	<u>Total</u>	<u>Male</u>	<u>Female</u>	<u>Total</u>
Total population	1,948	2,102	4,050	510	521	1,031	2,458	2,623	5,081
Under 15	753	721	1,474	246	214	460	999	935	1,934
Age 6-14	446	409	855	146	133	279	592	542	1,134
Adults over 60	126	113	239	12	8	20	138	121	259
Of working age	1,069	1,268	2,337	252	299	551	1,321	1,567	2,888
Working on own account									
Agriculture	640	1,052	1,692	159	239	398	799	1,291	2,090
Other industries	64	..	(64)	23	5	28	87	5	92
Not economically active	210	216	426	22	51	73	232	267	499
In employment	155	..	(155)	48	4	52	203	4	207

Source: Données essentielles de l'économie de la République Fédérale du Cameroun, Ministère des Finances, du Plan et de l'Équipement National.

La population du Cameroun occidental, Enquête démographique de 1964, Ministère des Affaires Économiques et du Plan.

Mission estimates.

Table 3 : ESTIMATED DISTRIBUTION OF EMPLOYED POPULATION - 1964

(In thousands)

	<u>East Cameroon</u>	<u>West Cameroon</u>	<u>Federation</u>
Agriculture, forestry and fishing	42.0	21.0	63.0
Mining	1.0	..	1.0
Manufacturing	39.0	10.0	49.0
Food	2.0	)	
Textiles	2.0	)	
Wood	3.0	)	
Metals	2.0	)	10.0
Chemicals	4.0	)	
Printing	0.3	)	
Power	1.0	)	
Construction	22.0	)	
Other, including unclassified	3.0	)	
Commerce	21.0	)	
Transportation	16.0	)	9.0
Public Administration	15.0		22.0
Other Services	20.0		5.0
Total	154.0	52.0	206.0

Source: Mission estimates based on:

Comptes économiques, Ministère de la Coopération, Paris, 1963.

Report on Mission of Inquiry into Manpower, I.L.O., Geneva, 1962.

La population du Cameroun occidental, Enquete demographique de 1964,

Ministère des Affaires Économiques et du Plan.

Table 4

Gross Domestic Product by Industry of Origin - Federation

(in billion CFA francs)

	<u>1959</u>	<u>in %</u>	<u>1962/63</u>	<u>in %</u>	<u>1963/64</u>	<u>in %</u>	<u>1965/66</u>	<u>in %</u>
Agriculture and animal husbandry	48.4	42.6	56.3	38.9	59.5	38.0	60.6	35.5
Forestry, fishing	5.6	4.9	4.9	3.4	5.1	3.3	5.5	3.2
Food processing industries	1.3	1.1	2.1	1.5	2.4	1.5	2.9	1.6
Power, water	1.1	1.0	1.6	1.1	1.9	1.2	2.3	1.3
Other industries	4.5	4.0	8.7	6.0	9.8	6.3	12.7	7.4
Construction	4.4	3.9	5.0	3.5	5.5	3.5	6.2	3.6
Transportation & communications	3.4	3.0	5.8	4.0	6.8	4.3	8.5	4.9
Trade	29.4	25.9	37.1	25.6	39.9	25.5	42.0	24.6
Other services	3.6	3.2	6.7	4.6	8.0	5.1	10.6	6.2
Administration	10.4	9.2	13.9	9.6	15.0	9.6	16.5	9.6
Personal services	1.5	1.3	2.6	1.8	2.6	1.7	2.8	1.6
Gross Domestic Product	113.6	100	144.7	100	156.5	100	170.6	100
of which monetary sector	79.1	69.6	107.9	74.6	119.8	76.5	131.5	77.0
Subsistence sector	34.5	30.4	36.8	25.4	36.7	23.5	39.1	23.0
Money GDP per capita (CFAF)	17,200		21,800		23,700		25,000	
Total GDP per capita (CFAF)	24,700		29,200		31,000		32,300	

Source: CIDEF, 1965/66 Estimates

Table 5

USE OF RESOURCES

(in billion CFAF)

	<u>1959</u>	<u>1962/63</u>	<u>1963/64</u>	<u>1965/66</u>
G.D.P. at market prices	113.6	144.7	156.5	170.6
Imports of goods and services	<u>24.7</u>	<u>35.9</u>	<u>38.6</u>	<u>43.4</u>
	138.3	180.6	195.1	214.0
Consumption:	96.0	131.3	140.4	157.8
private	80.3	109.6	117.2	132.1
public	15.7	21.7	23.2	25.7
Gross domestic capital formation	11.9	15.2	17.2	17.0
private	6.6	10.0	11.1	11.0
public	5.3	5.2	6.1	6.0
Exports of goods and services	<u>30.4</u>	<u>34.1</u>	<u>37.5</u>	<u>39.2</u>
Total use of resources	138.3	180.6	195.1	214.0
Gross investment ratio in % of GDP	10.4	10.5	11.0	10.0
private sector	5.8	6.9	7.1	6.5
public sector	4.6	3.6	3.9	3.5
Gross investment ratio in % of money GDP	15.0	14.0	14.3	12.9
private sector	8.3	9.2	9.2	8.3
public sector	6.7	4.8	5.1	4.6
Gross investment	11.1	15.2	17.2	17.0
Balance of payments net goods and services	+5.7	-1.7	-1.1	-4.2
Gross domestic savings	16.8	13.5	16.1	12.8
Savings in % of GDP	14.7	9.3	10.2	7.5
Savings in % of money GDP	16.3	10.5	12.0	5.7

Source: CIDEF, Estimates 1965/66

Table 6 : RETAIL PRICE INDEX FOR EUROPEAN CONSUMERS IN DOUALA

(1952 = 100)

---

	1955	1959	1960	1961	1962	1963	1964 <sup>/1</sup>	1965 <sup>/2</sup>
General Index	108.4	139.4	148.0	149.6	154.4	171.5	177.2	181.0
Foodstuffs	105.1	147.0	154.7	153.4	163.4	179.0	187.7	190.7
Water, fuel, lighting	113.8	105.9	107.3	108.3	108.4	110.6	106.7	105.7
Imported articles	102.9	139.0	144.5	144.0	149.5	173.2	178.9	182.6

---

/1 From 1964 onwards the indices have been adjusted from a new base period to the old one.

/2 Nine months.

Source: Bulletin de la Statistique Générale  
Quarterly Economic Bulletin

Table 7 : PRODUCTION OF PRINCIPAL FARM CROPS

	Production (in thousand tons)				Acreage (in thousand hectares)
	1960	1961	1962	1963	
<u>East Cameroon</u>					
Millet, sorghum	354	312	336	377	416
Maize	97	109	175	216	232
Paddy	7	4	9	11	14
Sugar Cane	53	32	52	112	54
Groundnuts	57	54	66	75	150
Arrow-root	545	324	513	676	150
Cassava	581	435	447	417	60
Yams	72	54	126	130	42
Plantains	513	525	661	696	105
Pumpkins	6	3	5	2	19
Onions	8	6	1	2	.2
Legumes	74	36	31	98	82
Other Crops					197.8
<u>West Cameroon</u>					
	n.a.	n.a.	n.a.		
Maize	"	"	"	50	80
Paddy	"	"	"	2	3
Beans	"	"	"	175	40
Cassava	"	"	"	28	40
Plantains	"	"	"	170	17
Potatoes	"	"	"	30	30
Other Crops					20

Source: Statistiques Agricoles 1963/64, Cameroun Oriental; The Economic Potential of West Cameroon, Stanford Research Institute.

**Table 8 : PRODUCTION AND EXPORT  
OF COMMERCIAL CROPS IN  
EAST CAMEROON**

(thousand tons)

		1959	1960	1961	1962	1963	1964
Bananas	P	105.3	..	..	75.8	66.2	76.4
(Gros Michel)	E	57.9	36.7	53.1	52.4	55.3	61.1
Palm Oil	P	17.7	19.1	16.5	25.5	34.8	..
	E	0.7	0.6	0.2	0.005	-	.1
Palm Kernels	P	22.5	..	23.5	22.3	32.2	..
	E	22.5	15.3	14.6	12.0	14.6	13.8
Cocoa	P	66.8	66.9	67.7	70.0	85.2	..
	E	53.4	58.9	58.3	59.9	71.2	53.9
Coffee Robusta	P	23.7	30.2	30.7	30.9	33.1	..
	E	22.8	27.0	28.2	32.7	30.1	35.7
Coffee Arabica	P	4.9	7.0	6.9	7.7	10.7	..
	E	6.7	3.5	7.3	5.4	10.0	9.0
Groundnuts	P	71.0	..	..	..	26.4	..
(shelled)	E	6.6	3.6	9.9	7.8	17.7	18.1
Cotton Lint	P	7.8	..	..	8.9	15.0	16.4
	E	7.8	10.0	10.3	12.5	14.9	17.0
Cotton Seed	P						
	E			-	3.7	5.1	..
Rubber	P	4.0	4.3	4.6	4.1	4.3	..
	E	3.9	3.6	4.9	4.0	4.2	3.7
Palm Kernel Oil	P	..	..	..	..	..	..
	E	0.1	0.5	0.3	0.8	0.6	1.3
Sesame	P	2.2	..	..	..	..	..
	E	0.5	0.4	0.2	0.1	0.5	0.2
Pineapple	P	1.4	..	..	..	2.8	..
	E	0.7	1.3	1.9	0.8	1.2	1.0
Copra	E	..	..	..	1.5	1.8	2.1
Tobacco	P	2.1	2.5	2.6	2.8	3.0	..
	E	1.2	0.8	1.0	1.1	1.1	1.2

P = Production

E = Exports

Source : Ministère de l'Economie Nationale. Statistiques Agricoles - Secrétariat d'Etat au Développement Rural.

**Table 9** : PRODUCTION AND EXPORT OF COMMERCIAL CROPS IN WEST CAMEROON

(Thousand Tons)

		1955	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Bananas	P <u>/1</u>	46.3	86.2	93.5	91.4	87.0	67.7	51.3
	E	68.1	68.4	86.3	88.4	81.3	47,6	54,5
Rubber	P <u>/1</u>	1.5	2.6	3.3	3.8	4.2	5.5	5.5
	E	1.5	2.5	2.9	4.2	4.1	5.3	5,5
Palm Kernels	P <u>/1</u>	2.0	2.2	2.2	2.4	1.9	) 5.6	6.1
	P <u>/2</u>	2.9	3.7	3.4	3.5	2.3		
	E	4.6	5.4	5.6	5.9	5.5	5.3	6.1
Palm Oil	P <u>/1</u>	3.4	4.2	4.7	6.2	4.9	) 12.1	13.0
	P <u>/2</u>	2.9	3.0	2.6	3.8	1.5		
	E	5.2	6.9	7.4	10.1	8.4	9.5	10.2
Cocoa	P <u>/1</u>	0.1	0.2	0.2	0.2	0.1	) 5.3	8.8
	P <u>/2</u>	4.2	5.8	7.2	9.0	4.3		
	E	3.9	7.8	6.1	7.3	6.4	4.7	3.8
Tea	P <u>/1</u>	..	0.02	0.05	0.08	0.1	0.2	0.3
Pepper	P <u>/1</u>	..	0.03	0.03	0.04	0.04	0.01	0.04

P = Production

E = Export

/1 Only CDC Production until 1962.

/2 Marketing Board Produce.

Source: CDC reports and information, Marketing Board Reports  
Ministry of the National Economy, West Cameroon.

Table 10: FORESTRY PRODUCTION

(in thousands)

<u>Years</u>	<u>Production (m<sup>3</sup>)</u>		<u>Exports (m<sup>3</sup>)</u>		<u>Area under concession (ha.)</u>
	Logs	Sawn	Logs	Sawn	
<u>East Cameroon</u>					
1955	340	101	88	39	1,585
1959	373	77	134	44	1,521
1960	346	110	136	25	1,580
1961	394	79	151	30	1,606
1962-63 <sup>/1</sup>	381	65	181	21	1,701
1963-64	478	97	180	32	1,694
1964-65	480	96	219	34	2,016
<u>West Cameroon 2/</u>					
1958-59	(135)		135		46
1959-60	(174))		174		46
1960-61	(183)		183		48
1961-62	(105)		105		48
1962-63	( 58)		58		48
1963-64	( 47)		47		48
1964-65	( 32)		32		48

/1 Years from July 1 to June 30

/2 Including a small amount of timber.

Source: Ministère de l'Economie Nationale  
Chambre d'Agriculture, de l'élevage et des Forêts du Cameroun.

Table 11: POWER

Electricity Production

(in thousand Kwh)

	<u>1959</u>	<u>1960</u>	<u>1961</u>	<u>1962</u>	<u>1963</u>	<u>1964</u>	<u>1965</u>
<u>East Cameroon</u>							
	<u>/1</u>						
Production							
Thermo	10,094	11,106	13,680	17,068	22,718	25,342	.. /3
Hydro (Edea)	830,968	897,794	955,148	1,059,314	1,042,442	1,038,880	1,067,900 /3
Delivered to Alucam	785,973	853,316	907,932	1,004,986	981,277	970,578	994,000 /3
	<u>/2</u>						
Consumption:							
Light	9,498	10,159	11,280	12,142	13,164	15,192	..
Low-tension motor power	2,715	2,950	3,280	3,309	3,748	3,623	..
High-tension motor power	11,914	12,447	13,649	16,157	19,446	22,003	..
Domestic use	12,628	12,943	14,695	16,613	20,663	23,028	..
Pumping	33	101	124	120	137	156	..
Unclassified	<u>3,848</u>	<u>4,018</u>	<u>3,444</u>	<u>3,508</u>	<u>4,041</u>	<u>4,500</u>	..
Total Consumption	<u>40,636</u>	<u>42,618</u>	<u>46,472</u>	<u>51,849</u>	<u>61,199</u>	<u>68,502</u>	..
<u>West Cameroon</u>							
Production	5,935	6,845	8,158	7,916	8,623	9,438	3,852 /4

/1 Series is incomplete, covering Yaounde, N'kongsamba, Maroua up to 1960 and for later years also Douala, Edea, Garoua.

/2 Series is incomplete, consumption covers Yaounde, N'kongsamba, Douala, Garoua; consumption for Dschang, Edea, Kribi, Maroua is unclassified.

/3 Estimate

/4 Five months only.

Source: Bulletin General de la Statistique, Trusteeship reports; Bulletin Statistique du Min. des Trav.Pub.

Table 12: ROAD TRANSPORT

Number of Licensed Vehicles

	<u>Total</u>	<u>Motor-</u> <u>cycles</u>	<u>Private</u> <u>Cars</u>	<u>Commercial Vehicles</u>		<u>Tractors</u>	<u>Trailers</u>
				<u>Lorries</u>	<u>Buses</u>		
<u>East Cameroon</u>							
1960	33,256	2,894	9,836	16,999	1,919	..	..
1961	27,227	2,561	9,079	11,931	2,173	..	..
1962	31,626	2,576	11,025	14,015	2,420	..	..
1963	35,059	2,594	13,059	15,191	2,639	947	230
1964	39,222	2,673	15,253	16,711	4,159	980	279
<u>West Cameroon</u>							
1959	1,778	69	495		959		(255)
1963	3,412	251	1,188		1,716		(257)
1964	4,383	547	1,765	1,512	343	84	73

Source: Bulletin de la Statistique Générale  
Trusteeship Reports  
Ministère de l'Economie Nationale, Service de la Statistique  
Générale et de la Mécanographie.

Table 13 : RAILWAY TRAFFIC STATISTICS

	<u>1955</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>	<u>1961</u>	<u>1962</u>	<u>1963</u>	<u>1964</u>	<u>1965/1</u>
Passengers								
000	1358	1419	1320	1405	1416	1387	1245	951
Million								
passenger/ kilometers	90	94	90	97	105	120	112	81
Freight								
000 tons	591	721	708	800	816	852	942	713
Million ton/ kilometers	103	119	123	135	129	150	167	129
Principal products								
000 tons								
Wood	163	194	190	235	239	211	264	167
Bananas	89	68	41	66	64	70	82	64
Cocoa	41	40	51	44	47	64	57	35
Petroleum products	36	47	46	51	56	64	67	58
Primary products								
of Alucam	-	111	119	133	134	145	135	..
Aluminum	-	42	42	46	53	55	51	..
Building material	46	24	20	23	25	41	42	32
Cotton	5	4	4	6	5	6	7	6
Coffee	4	13	17	20	19	16	21	17
Fertilizer	4	7	6	5	7	4	10	..

Source: Bulletin de la Statistique Générale.  
Compte rendu de la Régie des Chemins de Fer du Cameroun.  
Statistiques Marchandises.

Table 14: PORT MOVEMENTS AND CARGO LOADED AND UNLOADED

(in thousands)

	<u>1955</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>	<u>1961</u>	<u>1962</u>	<u>1963</u>	<u>1964</u>	<u>1965</u> <sup>/1</sup>
<u>Doula</u>								
Ships entered No.	603	927	828	889	1013	974	1002	753
Passenger arrivals No.	6.5	4.4	4.9	4.4	5.0	4.5	3.9	2.2
departures No.	5.3	5.4	6.0	4.5	4.1	4.3	5.0	3.8
<u>F r e i g h t</u>								
<u>Douala</u> arrival tons	345	419	411	493	518	537	608	496
Departure tons	288	386	356	440	438	490	509	397
<u>Kribi</u> arrival tons <sup>/2</sup>	7	5	7	9	12	10	13	7
departure tons <sup>/3</sup>	8	24	33	30	31	31	28	31
<u>Garoua</u> arrival tons	23	12	16	25	21	28	31	21 <sup>/3</sup>
departure tons	16	18	13	26	18	32	30	15
<u>Tiko</u> arrival tons	17	20	22	20	16	13	10	
departure tons	(70)	184	215	189	131	89	80	
<u>Victoria</u> arrival tons	33	27	43	34	46	47	49	
departure tons	14	15	17	22	16	21	21	
Total arrival tons	425	483	499	581	613	635	711	
departure tons	396	627	634	707	634	663	668	

<sup>/1</sup> Nine months.

<sup>/2</sup> International trade only.

<sup>/3</sup> Eight months only.

Source: Bulletin de la Statistique Generale  
 Quarterly Economic Bulletin  
 C.D.C. reports, Wharf Authority

Table 15 : AIRPORT MOVEMENTS

(in thousands)

	<u>1955</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>	<u>1961</u>	<u>1962</u>	<u>1963</u>	<u>1964</u>	<u>1965/1</u>
<u>East Cameroon</u>								
<u>Douala</u>								
Plane movements	7.4	8.3	10.1	10.5	11.7	12.7	13.9	7.5
Passengers								
Arrivals	}51.2	29.9	34.8	43.4	49.1	52.8	52.2	})8.6
Departures		32.3	36.6	45.2	52.7	55.0	52.7	
Freight (tons) arr. & dep.	9.2	10.1	10.4	9.9	9.3	8.7	8.4	4.5
Mail (tons)	0.3	0.3	0.3	0.5	0.6	0.9	0.8	0.3
<u>Yaoundé</u>								
Plane movements	4.8	4.6	5.3	4.8	5.0	4.2	4.5	2.5
Passengers								
Arrivals	}25.8	14.5	17.7	19.4	20.3	20.1	24.0	})26.4
Departures		15.0	18.1	20.5	20.8	20.7	25.8	
Freight (tons) arr. & dep.	1.4	1.6	1.8	1.6	2.1	1.5	1.6	0.7
Mail (tons)	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
<u>West Cameroon</u>								
<u>Tiko</u>								
Plane movements	..	..	..	..	..	5.4	6.5	3.5
Passengers								
Arrivals	..	3.8	..	..	..	4.4	5.1	})6.5
Departures		3.4	..	..	..	4.4	5.6	
Freight (tons) arr. & dep.	..	..	..	..	..	e	0.2	0.1

/1 Six months.

Source: Bulletin de la Statistique Générale  
Quarterly Economic Bulletin  
Trusteeship Reports

Table 16 : EXTERNAL TRADE

(In Millions of CFA Francs)

	Imports			Exports			Balance		
	<u>East</u>	<u>West</u>	<u>Fed.</u>	<u>East</u>	<u>West</u>	<u>Fed.</u>	<u>East</u>	<u>West</u>	<u>Fed.</u>
1950	10,561	460	11,021	8,190	1,333	9,523	-2,371	+873	-1,498
1955	17,870	1,449	19,319	16,550	3,283	19,833	-1,320	+1,834	+514
1959	20,153	1,760	21,913	26,767	5,272	32,039	+6,614	+3,512	+10,126
1960	20,440	2,365	22,805	23,951	5,683	29,634	+3,511	+3,318	+6,829
1961	23,716	3,779	27,495	24,203	5,482	29,685	+487	+1,703	+2,190
1962	25,126	3,179	28,305	25,126	4,530	29,656	-	+1,351	+1,351
1963	26,727	4,836	31,563	29,117	4,161	33,278	+2,390	-675	+1,715
1964	28,593	4,263	32,856	30,037	4,486	34,523	+1,444	+223	+1,667
1965 <sup>/1</sup>	17,898	2,122	20,020	18,799	2,862	21,661	+901	+740	+1,641

/1 Six months.

Source: Bulletin de la Statistique Generale  
Trusteeship and C.D.C. reports.  
West Cameroon Digest of Statistics, Federal Republic of Cameroon.  
Ministry of National Economy.

Table 17: INDICES OF TRADE

(1957 = 100)

	<u>Exports</u>			<u>Imports</u>			<u>Terms of Trade</u> <sup>1</sup>
	<u>Price</u>	<u>Volume</u>	<u>Value</u>	<u>Price</u>	<u>Volume</u>	<u>Value</u>	
1955	110	97	107	99	99	98	111
1957	100	100	100	100	100	100	100
1959	128	135	173	115	96	110	111
1960	116	134	155	112	99	111	104
1961	105	148	155	112	116	130	94
1962	103	160	165	119	116	138	87
1963	106	176	187	123	119	146	86
1964	104	185	192	115	136	156	90

<sup>1</sup> An increase in the index means an improvement.

Source: Bulletin de la Statistique Generale, Quarterly Economic Bulletin.

Table 18 : EXPORTS OF PRINCIPAL COMMODITIES FROM THE FEDERATION

(Volume in thousands of tons )  
(Value in millions of CFA Francs)

	<u>1955</u>		<u>1960</u>		<u>1962</u>		<u>1963</u>		<u>1964</u>		<u>1965<sup>1</sup></u>	
	<u>Volume</u>	<u>Value</u>	<u>Volume</u>	<u>Value</u>								
<u>Cocoa</u>												
East	55.6	8,128	58.9	8,106	59.9	6,421	71.2	8,028	53.9	6,293	53.8	5,369
West	<u>3.9</u>	<u>459</u>	<u>6.1</u>	<u>675</u>	<u>6.4</u>	<u>517</u>	<u>12.6</u>	<u>942</u>	<u>5.1</u>	<u>593</u>	<u>4.5</u>	<u>467</u>
Fed.	<u>59.5</u>	<u>8,587</u>	<u>65.0</u>	<u>8,781</u>	<u>66.3</u>	<u>6,978</u>	<u>83.8</u>	<u>8,970</u>	<u>59.0</u>	<u>6,886</u>	<u>58.3</u>	<u>5,836</u>
<u>Coffee</u>												
East	13.9	2,322	30.5	4,610	38.1	5,216	40.1	5,880	44.7	6,303	26.1	4,056
West	<u>(0.2)</u>	<u>(23)</u>	<u>2.7</u>	<u>408</u>	<u>3.0</u>	<u>529</u>	<u>7.2</u>	<u>644</u>	<u>5.4</u>	<u>1,046</u>	<u>4.5</u>	<u>952</u>
Fed.	<u>14.1</u>	<u>2,345</u>	<u>33.2</u>	<u>5,018</u>	<u>41.1</u>	<u>5,745</u>	<u>47.3</u>	<u>6,524</u>	<u>50.1</u>	<u>9,349</u>	<u>30.6</u>	<u>5,010</u>
<u>Bananas</u>												
East	76.2	1,229	36.7	587	52.4	842	55.3	887	61.1	979	45.9	736
West	<u>68.1</u>	<u>1,153</u>	<u>86.3</u>	<u>1,838</u>	<u>81.3</u>	<u>1,577</u>	<u>47.6</u>	<u>771</u>	<u>54.5</u>	<u>909</u>	<u>27.4</u>	<u>428</u>
Fed.	<u>144.3</u>	<u>2,382</u>	<u>123.0</u>	<u>2,425</u>	<u>133.7</u>	<u>2,419</u>	<u>102.9</u>	<u>1,658</u>	<u>115.6</u>	<u>1,888</u>	<u>73.3</u>	<u>1,164</u>
<u>Palm Kernels</u>												
East	16.3	377	15.3	536	12.0	324	14.6	444	13.8	429	8.3	309
West	<u>2.0</u>	<u>44</u>	<u>2.2</u>	<u>81</u>	<u>2.5</u>	<u>58</u>	<u>4.6</u>	<u>150</u>	<u>6.1</u>	<u>192</u>	<u>2.8</u>	<u>93</u>
Fed.	<u>18.3</u>	<u>421</u>	<u>17.5</u>	<u>617</u>	<u>14.5</u>	<u>382</u>	<u>19.2</u>	<u>594</u>	<u>19.9</u>	<u>621</u>	<u>11.1</u>	<u>402</u>
<u>Palm Oil</u>												
East	-	3	1.1	68	-	-	-	-	-	-	-	-
West	<u>3.3</u>	<u>119</u>	<u>4.3</u>	<u>190</u>	<u>3.6</u>	<u>149</u>	<u>4.8</u>	<u>194</u>	<u>8.7</u>	<u>414</u>	<u>5.0</u>	<u>285</u>
Fed.	<u>3.3</u>	<u>122</u>	<u>5.4</u>	<u>258</u>	<u>3.6</u>	<u>149</u>	<u>4.8</u>	<u>194</u>	<u>8.7</u>	<u>414</u>	<u>5.0</u>	<u>285</u>
<u>Timber</u>												
East	102.0	803	139.3	1,127	152.3	1,464	190.5	1,751	216.7	2,063	124.5	1,236
West	<u>1.0</u>	<u>30</u>	<u>134.0</u>	<u>980</u>	<u>89.0</u>	<u>636</u>	<u>45</u>	<u>325</u>	<u>50</u>	<u>450</u>	<u>16.0</u>	<u>147</u>
Fed.	<u>103.0</u>	<u>833</u>	<u>273.3</u>	<u>2,107</u>	<u>241.3</u>	<u>2,100</u>	<u>235.5</u>	<u>2,076</u>	<u>266.7</u>	<u>2,513</u>	<u>140.5</u>	<u>1,383</u>

cont'd.

Table 18: EXPORTS OF PRINCIPAL COMMODITIES FROM THE FEDERATION (cont'd.)

	1955		1960		1962		1963		1964		1965 <sup>1/</sup>	
	Volume	Value	Volume	Value								
<u>Rubber</u>												
East	3.5	454	3.6	634	3.9	518	4.2	517	3.7	420	2.5	284
West	1.5	107	2.9	545	4.1	542	3.3	948	5.5	686	2.0	246
Fed.	5.0	561	6.5	1,179	8.0	1,060	7.5	1,465	9.2	1,106	4.5	530
<u>Cotton</u>												
East	4.1	588	7.3	1,047	12.5	1,683	14.9	2,043	17.0	2,291	6.8	952
<u>Groundnuts</u>												
East	7.9	286	3.6	135	7.8	317	17.7	717	18.1	662	6.2	265
<u>Aluminum</u>												
East	-	-	42	4,402	51	5,294	52.3	5,471	48.7	5,116	26.8	2,890
<u>Total</u>												
East		16,550		23,951		25,126		29,117		30,037		18,799
West		3,283		5,683		4,530		4,161		4,486		2,862
Fed.		19,833		29,634		29,656		33,278		34,523		21,661

<sup>1/</sup> Six months

Source: Bulletin de la Statistique Générale, Trusteeship reports, C.D.C. reports.  
Quarterly Economic Bulletin

Table 19: EXPORTS OF PRINCIPAL COMMODITIES, EAST CAMEROON

(a: In Millions of CFA Francs)

(b: In Thousands of Tons)

		1955	1959	1960	1961	1962	1963	1964	<sup>71</sup> 1965	1964 Value in %
Cocoa	a	8,128	9,372	8,106	6,254	6,421	8,028	6,293	5,569	21.0
	b	55.6	53.4	58.9	58.3	59.9	71.2	53.9	53.8	
Coffee	a	2,322	5,007	4,610	5,121	5,216	5,880	8,303	3,929	27.6
	b	13.9	29.5	30.5	35.5	38.1	40.1	44.7	26.1	
Bananas (fresh)										
	a	1,229	934	587	821	842	887	979	736	3.3
	b	76.2	57.9	36.7	51.3	52.4	55.3	61.1	45.9	
Palm Kernels										
	a	377	893	536	400	324	444	429	309	1.4
	b	16.3	22.6	15.3	14.8	12	14.6	13.8	8.3	
Timber (Gross, including scantlings)										
	a	465	874	947	1,351	1,217	1,531	1,840	1,120	6.1
	b	71.9	119.6	128.6	148.1	141.4	179.5	205.2	118.7	
Sawn Timber	a	218	229	180	145	230	220	223	116	0.7
	b	17.2	14.3	10.7	7.8	10.9	11.0	11.5	5.8	

cont'd.

Table 19: EXPORTS OF PRINCIPAL COMMODITIES, EAST CAMEROON (Cont'd)

		1955	1959	1960	1961	1962	1963	1964	<sup>/1</sup> 1965	1964 Value in %
Cotton	a	588	1,075	1,047	1,445	1,683	2,043	2,291	952	7.6
	b	4.1	7.8	7.3	10.3	12.5	14.9	17.0	6.8	
Rubber	a	454	651	634	663	518	517	420	284	1.4
	b	3.5	4.0	3.6	4.9	3.9	4.2	3.7	2.5	
Groundnuts (Shelled)	a	286	207	135	387	317	717	662	265	2.2
	b	7.9	6.6	3.6	9.9	7.8	17.7	18.1	6.2	
Butter, fat, oil of cocoa	a	553	872	668	748	931	1,287	1,397	964	4.7
	b	2.2	2.2	2.2	3.0	3.7	4.8	4.8	4.2	
Aluminum	a	-	4,147	4,402	4,798	5,294	5,471	5,116	2,890	17.0
	b		39.	42	46	50.9	52.3	48.7	26.8	
Other	a	2,307	2,506	2,099	2,070	3,437	2,092	2,084	1,665	6.9
	b	54.2	51.1	34.0	42.3	49.2	42.4	40.5	21.9	
Total	a	16,550	26,767	23,951	24,203	25,516	29,117	30,037	18,799	
	b	313	408	383	432	439	508	523	327	

<sup>/1</sup> Six months.

Source: Bulletin de la Statistique Generale  
Rapport Annuel BCEAE et du Cameroun  
Quarterly Economic Bulletin

Table 20: EXPORTS OF PRINCIPAL COMMODITIES, WEST CAMEROON

(a: In millions of CFA Francs)  
(b: In thousands of tons )

<u>West Cameroon</u>		<u>1955</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>	<u>1961</u>	<u>1962</u>	<u>1963</u>	<u>1964</u>	<u>1965</u> <sup>/1</sup>	<u>1964</u> Value in %
		Cocoa	a	459	1,385	675	497	557	342	593
	b	3.9	7.8	6.1	7.3	6.4	12.6	5.1	4.5	
Bananas (fresh)	a	1,153	1,786	1,838	1,989	1,577	771	909	428	20.3
	b	68.1	68.4	86.3	88.4	81.3	47.6	54.5	27.4	
Palm Kernels	a	44	84	81	61	58	150	192	93	4.3
	b	2.0	2.0	2.2	2.5	2.5	4.6	6.1	2.8	
Palm oil	a	119	183	190	267	149	194	414	285	9.2
	b	3.3	3.4	4.3	6.2	3.6	4.8	8.7	5.0	
Timber	a	30	943	980	911	636	325	450	147	10.0
	b	1.0	129.0	134.0	116.0	89.0	45.0	50.0	16.0	
Rubber	a	107	335	545	592	542	948	686	246	15.2
	b	1.5	2.5	2.9	4.2	4.1	3.3	5.5	2.0	
Other <sup>/2</sup>	a	1,371	556	1,374	1,165	1,011	831	1,242	1,196	27.7
Total	a	3,283	5,272	5,683	5,482	4,530	4,161	4,486	2,862	

<sup>/1</sup> Six months.      <sup>/2</sup> Including estimates of unrecorded trade.

Source: Trusteeship and C.D.C. reports. For the years 1960, 1961, 1962 results from the Wharf Authority Report. Quarterly Economic Bulletin

Table 21: AVERAGE FOB PRICES OF EXPORT PRODUCTS

(In CFA Francs per Kg.)

	1955	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965 <sup>/2</sup>
<u>East Cameroon</u> <sup>/1</sup>								
Groundnuts (shelled)	36.1	31.2	37.6	39.0	43.7	40.9	39.2	42.9
Bananas	16.1	16.1	16.0	16.0	16.1	16.0	16.0	16.0
Coffee Arabica	241.5	205.0	236.1	200.0	200.2	192.3	220.7	248.9
Coffee Robusta (Prime)	157.7	164.3	158.1	145.9	125.5	135.7	170.8	140.6
Cocoa	146.2	175.7	137.6	107.2	104.7	119.3	112.2	91.8
Cotton (Ginned)	143.7	137.4	142.4	140.2	137.3	133.7	136.4	139.2
Rubber (Plantation)	128.1	164.4	176.2	134.2	130.8	124.1	110.8	112.6
Palm Oil	44.8	59.6	51.4	56.0	-	-	-	-
Palm Kernel Oil	52.7	88.0	77.9	58.8	55.4	63.4	66.4	68.5
Palm Kernels	23.2	39.6	35.0	27.5	26.9	31.2	31.6	36.6
<u>West Cameroon</u>								
Bananas	16.9	26.1	21.3	22.5	19.4	16.9	18.6	
Palm Oil	36.1	53.8	44.2	43.0	41.5	42.1	50.2	
Palm Kernels	22.0	42.0	36.7	24.3	23.2	24.9	32.0	
Cocoa	117.7	177.6	110.6	68.1	87.1	102.5	122.5	
Rubber	71.3	134.0	188.2	141.0	132.2	128	117	
Tea	..	271.1	295.6	277.7	257.9	243	271	
Pepper	..	115.1	264.8	207.2	187.1	185	166	

<sup>/1</sup> Prices quoted f.o.b. Douala.

<sup>/2</sup> Six months.

Source: Bulletin de la Statistique Generale  
Trusteeship reports - CDC reports  
Quarterly Economic Bulletin  
Custom Statistics.

Table 22 : PRINCIPAL TRADING PARTNERS FOR EXPORTS OF  
PRINCIPAL COMMODITIES FROM EAST CAMEROON <sup>/1</sup>

(Value in millions of CFA Francs.)

	(In tons)							
	1955	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965 <sup>/2</sup>
<u>Cocoa</u>	55,593	53,357	58,898	58,302	59,938	71,236	53,881	53,772
Value	(8,128)	(9,372)	(8,106)	(6,254)	(6,421)	(8,029)	(6,293)	(5,369)
to: France	11,438	19,116	19,883	12,608	17,954	18,531	17,945	7,482
West Germany	4,350	2,807	3,762	3,503	4,358	7,032	8,149	12,213
U.S.A.	10,496	5,344	5,698	8,600	6,203	2,715	775	2,590
Italy	3,618	311	3,101	5,007	2,341	4,304	525	271
Netherlands	21,036	19,433	25,093	27,743	26,137	36,668	25,380	29,382
U.S.S.R.	250	6,080	375	-	-	-	-	-
<u>Coffee</u>	13,918	29,491	30,512	35,484	38,473	40,099	44,675	26,065
Value	(2,322)	(5,002)	(4,610)	(5,121)	(5,216)	(5,880)	(8,303)	(4,058)
to: France	12,933	23,893	22,468	24,818	18,795	23,331	28,883	12,354
West Germany	-	30	149	182	1,003	1,212	1,461	1,347
U.S.A.	336	544	2,096	3,784	7,036	6,600	8,225	6,531
Italy	79	853	2,926	2,883	2,816	4,030	1,883	2,814
<u>Timber (Gross)</u>	70,223	116,728	127,442	144,835	140,774	178,362	204,288	117,783
Value	(448)	(829)	(929)	(1,293)	(1,206)	(1,511)	(1,824)	(1,103)
to: France	17,387	29,095	25,590	31,077	25,520	31,332	31,513	13,385
West Germany	18,727	16,708	14,752	19,157	19,609	17,333	21,408	13,448
Belgium	4,382	8,320	13,284	18,316	15,413	27,430	32,868	14,853
U.K.	1,913	1,068	578	1,017	2,140	7,680	9,837	4,564
Netherlands	15,363	33,482	43,264	47,631	49,846	63,443	80,981	54,003

cont'd

Table 22: PRINCIPAL TRADING PARTNERS FOR EXPORTS OF  
PRINCIPAL COMMODITIES FROM EAST CAMEROON

(Cont'd.)

	1955	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965 <sup>1/2</sup>
Timber (Gross)								
to: Italy	652	10,966	12,717	6,897	11,624	17,952	6,419	4,858
<u>Timber (Scantlings)</u>	1,671	2,916	1,159	3,475	660	1,140	907	884
Value	(18)	(46)	(17)	(58)	(28)	(20)	(16)	(17)
to: France	830	671	31	200	176	727	633	485
West Germany	9	105	-	1,820	-	17	-	-
Netherlands	429	164	278	111	177	240	72	-
<u>Timber (Sawn)</u>	17,243	14,335	10,684	7,773	10,686	11,039	11,468	5,795
Value	(218)	(229*)	(180)	(145)	(230)	(220)	(223)	(116)
to: France	8,859	5,384	3,123	1,479	1,972	1,545	1,750	1,105
West Germany	10	749	349	113	745	1,912	2,263	1,265
U.S.A.	283	1,025	1,166	825	1,881	1,440	1,304	547
Netherlands	2,969	1,928	2,139	1,956	3,145	3,030	3,364	1,226
<u>Bananas (Fresh)</u>	76,163	57,905	36,706	51,280	52,391	55,310	61,118	45,942
Value	(1,229)	(934)	(587)	(821)	(842)	(887)	(979)	(736)
to: France	61,606	52,344	36,706	51,280	52,391	53,759	61,118	45,942
<u>Aluminum</u>	-	39,205	42,072	46,144	50,929	52,285	48,726	26,790
Value	-	(4,147)	(4,402)	(4,798)	(5,294)	(5,472)	(5,116)	(2,890)
to: France	-	18,894	32,563	41,938	50,844	47,733	44,487	15,173

cont'd.

Table 22: PRINCIPAL TRADING PARTNERS FOR EXPORTS OF  
PRINCIPAL COMMODITIES FROM EAST CAMEROON (cont'd)

	1955	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965 <sup>/2</sup>
Aluminum								
to: Belgium	-	5,202	5,550	4,172	25	100	720	1,308
U.S.A.	-	-	-	-	-	2,891	2,773	10,272
<u>Total Exports</u>								
(100 tons)	313	408	383	432	435	508	523	327
Value	(16,550)	(26,767)	(23,951)	(24,203)	(25,126)	(29,117)	(30,037)	(18,799)

<sup>/1</sup> Since 1962 the figures do no longer include the trade with West Cameroon.

<sup>/2</sup> Six months.

Source: Bulletin de la Statistique Generale  
Quarterly Economic Bulletin

Table 23 : SALES OF EXPORT PRODUCTS BY  
CAMEROON DEVELOPMENT CORPORATION <sup>/1</sup>

(In Millions of CFA Francs)

	1955	1959	1960	1961	1962	1963	1964
Bananas	918.2	609.7	755.3	752.1	641.6	435.6	294.8
Rubber	196.8	417.9	586.6	518.6	528.7	602.1	598.4
Palm Products	144.9	261.5	287.5	348.4	204.8	272.2	362.6
Cocoa	11.5	24.6	24.1	8.0	9.2	8.9	17.3
Pepper	0.8	3.8	7.7	7.5	6.1	4.6	7.8
Timber	15.8	-	-	-	-	-	-
Tea	-	8.5	10.5	21.7	21.4	27.3	52.4
Total Sales	1288.0	1326.0	1671.7	1656.3	1411.8	1350.7	1333.3
Total Exports of West Cameroon	3283	5272	5683	5482	4530	4161	4486
CDC Sales as % of Total Exports of West Cameroon	39.2%	25.2%	29.4%	30.2%	31.2%	32.5%	29.7%

<sup>/1</sup> The figures are not strictly comparable with those for recorded exports due to differences in timing.

Source: CDC Annual Reports.

**Table 24: COMPOSITION OF IMPORTS, EAST CAMEROON**  
(In billions of CFA Francs)

	1955	1959	1960	1961	1962	1963	1964
<u>Energy</u>	1.00	1.40	1.40	1.45	1.42	1.44	1.60
Petrol	0.69	0.49	0.48	0.45	0.43	0.42	0.50
Lamp-oil	0.13	0.14	0.16	0.25	0.23	0.26	0.28
Gas-oil	0.16	0.22	0.21	0.24	0.26	0.29	0.32
<u>Raw Material and Intermediate Goods</u>	2.40	4.10	4.20	5.30	5.30	6.50	6.95 <sup>/1</sup>
Cement and lime	0.30	0.32	0.21	0.27	0.33	0.39	0.50
Iron and metals	0.55	0.49	0.56	0.68	0.48	0.80	0.86
Fertilizer	0.07	0.20	0.14	0.17	0.21	0.19	0.49
Alumina	-	1.25	1.28	1.80	1.57	2.27	1.73
<u>Equipment Goods</u>	4.60	3.80	3.50	4.60	5.10	6.00	6.41 <sup>/1</sup>
Machinery	1.60	1.21	0.95	1.23	1.60	1.90	1.98
Electrical Equip.	0.52	0.75	0.64	0.84	1.34	1.06	1.06
Trucks	0.86	0.68	0.63	1.24	1.04	0.70	0.74
Tires	0.24	0.22	0.23	0.28	0.27	0.30	0.34
<u>Consumption Goods</u>	10.10	10.80	11.30	12.30	13.40	12.80	13.68
Foodstuffs	2.07	2.83	2.90	2.84	3.09	2.73	2.69
Beverages	0.80	0.80	0.90	1.31	1.22	0.90	0.93
Cotton products	0.80	1.00	1.30	1.50	1.43	1.46	1.88
Automobiles and Spare Parts	0.39	0.57	0.62	0.84	0.90	1.16	0.94
Total Imports	17.90	20.20	20.40	23.70	25.10	26.70	28.60

<sup>/1</sup> Estimates

Source: Bulletin de la Statistique Generale  
Trusteeship and CDC reports  
Customs Statistics.

Table 25: COMPOSITION OF IMPORTS, WEST CAMEROON

(In Billions of CFA Francs)

	<u>1963</u> <sup>/1</sup>	<u>1964</u>
Foodstuffs, beverages, tobacco	1,178.3	990.6
Raw Materials:		
of animal and vegetable origin	8.8	12.1
of mineral origin	39.8	44.3
Fuel - Lubricants	394.7	192.6
Semi-finished Products	560.8	527.9
Finished Products for Capital Equipment:		
Transport and Traction Equipment	154.8	153.7
Other Capital Equipment:		
for agriculture	52.3	44.4
for industry	319.8	336.6
Finished Products for Consumption:		
for household consumption	1,393.3	1,208.3
for industrial consumption	<u>733.8</u>	<u>752.6</u>
Total Imports	4,836.4	4,263.1

---

1 Estimates

Source: Bulletin de la Statistique Generale  
Trusteeship and CDC reports  
Customs Statistics.

Table 26: TONNAGE OF IMPORTS OF SELECTED COMMODITIES, EAST CAMEROON  
(in thousand tons)

	<u>1955</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>	<u>1961</u>	<u>1962</u>	<u>1963</u>	<u>1964</u>	<u>1965</u> <sup>/1</sup>
Gasoline	52.7	56.3	54.3	51.4	51.5	49.6	59.1	30.2
Gas-oil & fuel-oil	18.4	25.4	22.4	26.1	30.2	32.3	40.6	20.4
Cement	73.6	59.8	46.1	53.7	67.3	73.1	86.4	63.2
Iron, steel, wire, sheets	17.1	10.1	10.7	14.1	11.5	18.4	20.3	13.3
Electrical equipment	1.6	1.6	2.2	3.2	3.1	2.6	2.1	1.4
Alumina	-	81.3	74.8	104.4	84.7	126.0	94.1	32.1
Paper	1.9	2.2	2.5	3.0	3.4	4.3	5.0	2.8
Cotton blankets and fabric	2.8	2.3	2.6	3.0	2.9	3.1	3.8	1.6
Rice	4.9	7.0	7.5	8.2	10.2	3.5	4.2	2.3
Sugar	3.9	6.8	6.1	6.1	8.3	8.4	6.8	5.6
Salt	4.6	13.0	11.1	14.1	12.7	11.4	16.9	6.2
Flour of wheat	15.0	16.8	14.1	17.2	16.2	15.6	15.2	10.4
Fertilizers	4.2	10.8	7.9	9.4	13.3	14.3	38.4	22.7
Passenger cars (No.)	..	1,195	838	1,723	1,986	2,663	2,556	1,563
Trucks (No.)	..	1,197	1,139	1,891	1,037	687	664	470

<sup>/1</sup> Six months.

Source: Bulletin de la Statistique Générale  
Quarterly Economic Bulletin

Table 27: AVERAGE C.I.F. PRICES OF IMPORTED PRODUCTS, EAST CAMEROON  
(In CFA Francs)

	1955	1960	1961	1962	1963	1964	1965 <sup>/2</sup>
<u>Foodstuffs</u>							
Beer (ltr)	43.0	59.4	62.3	63.8	67.0	67.1	67.6
Flour of wheat (kg)	26.5	36.6	36.3	36.8	36.1	33.7	28.1
Rice (kg)	36.2	36.6	33.8	46.5	65.2	69.9	64.6
Salt (kg)	6.1	9.3	6.7	9.3	7.8	9.1	7.0
Sugar (kg)	47.2	50.8	48.4	44.1	45.0	58.4	49.1
Wine (ltr)	..	24.9	23.5	25.4	27.1	27.1	26.4
<u>Fuel</u>							
Gasoline (ltr)	8.2	8.0	9.6	8.6	8.3	8.2	6.0
Kerosene	7.2	7.6	9.3	9.4	9.5	8.7	6.7
Gas-oil (ltr)	6.5	7.9	9.9	8.9	10.3	7.8	6.2
<u>Industrial Products</u>							
Cement (ton)	4,078	4,559	5,025	4,797	5,121	5,537	5,562
Concrete <sup>/1</sup> iron (ton)	..	29,705	31,830	31,676	29,905	31,274	30,251
Alumina (ton)	-	17,113	17,241	..	..	..	..

<sup>/1</sup> From 1963 onward only iron of 13 mm. and less is included.

<sup>/2</sup> Six months .

Source: Bulletin de la Statistique Generale  
Quarterly Economic Bulletin.

Table 28 : COMMODITY TRADE BALANCE BY AREAS, FEDERATION

(In Billions of CFA Francs)

	1955	1959	1963	1964	1965 <sup>/1</sup>
<u>Exports</u>					
France	7.9	14.2	16.6	18.6	8.6
British countries	2.5	3.4	2.7	2.0	0.9
Dollar zone	1.9	2.8	1.8	2.3	2.4
EEC (Excl. France)	4.7	6.1	9.6	9.0	8.2
Other	2.8	5.5	2.6	2.6	1.6
Total	19.8	32.0	33.3	34.5	21.7
<u>Imports</u>					
France	11.4	12.3	15.7	17.3	10.9
British countries	1.7	1.8	3.0	2.3	1.5
Dollar zone	1.6	1.8	2.5	2.4	1.3
EEC (Excl. France)	1.6	2.3	3.6	4.7	3.1
Other	3.0	3.7	6.8	6.2	3.2
Total	19.3	21.9	31.6	32.9	20.0
<u>Balance</u>					
France	-3.5	+1.9	+0.9	+1.3	-2.3
British countries	+0.8	+1.6	-0.3	-0.3	-0.6

Cont'd.

Table 28: COMMODITY TRADE BALANCE BY AREAS, FEDERATION (cont'd.)

	1955	1959	1963	1964	1965 <sup>/1</sup>
<u>Balance</u>					
Dollar zone	+0.3	+1.0	-0.7	-0.1	+1.1
EEC (Excl. France)	+3.1	+3.8	+6.0	+4.3	+5.1
Other	.2	+1.8	-4.2	-3.6	-1.6
Total	+.5	+10.1	+1.7	+1.6	+1.7

<sup>/1</sup> Six months.

Source: Bulletin de la Statistique Generale  
 Quarterly Economic Bulletin  
 Trusteeship Reports.

Table 29: COMMODITY TRADE BALANCE BY AREAS, EAST CAMEROON

(In Billions of CFA Francs)

	1955	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965 <sup>/1</sup>
<u>Exports</u>								
Fr. Zone	8.6	15.9	14.7	15.6	17.0	17.9	20.2	8.9
(of which France)	7.9	14.2	13.6	14.3	15.3	16.5	18.0	8.1
EEC (Excl. France)	4.7	5.9	6.5	5.9	5.4	7.9	7.0	6.6
\$	1.8	2.8	1.5	1.4	1.6	1.6	2.1	2.3
£	0.7	0.5	0.6	0.7	0.5	0.8	0.6	0.3
Other	0.8	1.7	0.6	0.6	0.6	1.0	0.1	0.7
Total	16.6	26.8	23.9	24.2	25.1	29.1	30.0	18.8
<u>Imports</u>								
Fr. Zone	12.6	13.9	14.4	16.3	16.9	18.7	19.2	11.9
(of which France)	11.4	12.3	12.2	12.9	13.8	15.2	16.9	10.7
EEC (Excl. France)	1.4	1.9	1.8	2.4	2.4	3.1	4.1	2.8
\$	1.6	1.7	1.7	2.0	2.3	2.2	2.0	1.2
£	1.0	0.8	0.1	1.1	1.1	0.9	0.9	0.6
Other	1.2	1.9	1.6	2.0	2.4	1.8	2.3	1.4
Total	17.9	20.2	20.4	23.7	25.1	26.7	28.6	17.9
<u>Balance</u>								
Fr. Zone	-4.1	-2.0	+0.3	-0.7	+0.1	-0.8	+1.0	-3.1
(of which France)	-3.5	+1.9	+1.4	+1.4	+1.5	+1.3	+1.1	-2.6
EEC (Excl. France)	+3.3	+4.0	+4.7	+3.5	+3.0	+4.8	+2.9	+3.8
\$	+0.2	+1.1	-0.2	-0.6	-0.7	-0.6	+0.1	+1.1
£	-0.4	-0.3	-0.3	-0.4	-0.6	-0.1	-0.3	-0.3
Other	-0.4	-0.2	-1.0	-1.4	-1.8	-0.8	-2.2	-0.7
Total	-1.3	+6.6	+3.5	+0.5	0.0	+2.4	+1.4	+0.9

<sup>/1</sup> Six months.

Source: Bulletin de la Statistique Generale.

Quarterly Economic Bulletin

Table 30: COMMODITY TRADE BALANCE BY AREAS, WEST CAMEROON

(In Millions of CFA Francs)

	1955	1959	1963	1964	1965 <sup>/1</sup>
<u>Exports</u>					
British countries	1,831	2,940	1,903	1,432	620
(of which U.K.)	1,831	2,935	1,903	1,432	539
EEC <sup>/2</sup>	-	202	1,827	2,582	2,049
U.S.A.	134	-	216	177	123
Other	1,318 <sup>/3</sup>	2,130 <sup>/3</sup>	216	295	70
Total	3,283	5,272	4,161	4,486	2,862
<u>Imports</u>					
British countries	694	1,021	2,089	1,368	858
(of which U.K.)	674	980	1,952	1,239	580
EEC	227 <sup>/4</sup>	418	1,004	1,016	469
Japan	41	25	433	589	370
U.S.A.	27	86	340	348	146
Other	460 <sup>/3</sup>	210 <sup>/3</sup>	970	942	278
Total	1,449	1,760	4,836	4,263	2,122
<u>Balance</u>					
British countries	+1,137	+1,919	-186	+64	-238
(of which U.K.)	+1,157	+1,955	-49	+193	-41
EEC	-227	-216	+823	+1,566	+1,580
Japan	-41	-25	-433	-589	-370
U.S.A.	+107	-86	-124	-171	-23
Other	+858 <sup>/3</sup>	+1,920 <sup>/3</sup>	-754	-647	-208
Total	+1,834	+3,512	-675	+223	+740

<sup>/1</sup> Six months

<sup>/2</sup> For 1955 this is exclusively West Germany.

<sup>/3</sup> Errors and omissions are included in this item.

<sup>/4</sup> Including figures for East Germany.

Source: Trusteeship reports. Quarterly Economic Bulletin.

Table 31

Balance of Payments of the Federation  
(in billion CFAF)

		<u>1959</u>	<u>1960</u>	<u>1961</u>	<u>1962</u>	<u>1963</u>	<u>1964</u>	<u>1965</u>
Exports	cr	26.80	23.90	24.20	30.00	33.20	34.50	35.10
Imports	dt	20.20	20.50	23.70	28.70	31.00	32.90	34.80
Trade balance	net	+6.60	+3.40	+0.50	+1.30	+2.20	+1.60	+0.30
Freight & Insurance	net	-0.18	-0.17	-0.38	-0.73	-0.77	-1.00	-1.20
Travel	net	-0.40	-0.27	-0.28	-0.35	-0.40	-0.40	-0.45
Investment Income	net	-1.82	-1.97	-1.97	-2.04	-2.12	-2.14	-2.18
Other Services, net	net	+1.50	+1.00	+0.48	+0.08	-0.04	-0.28	-0.66
Goods and Services	net	+5.70	+2.04	-1.65	-1.74	-1.13	-2.22	-4.19
Transfers: private	dt	-5.06	-4.58	-4.08	-3.58	-3.09	-3.10	-3.20
official	net	+4.50	+4.87	+4.74	+3.17	+2.50	+2.00	+1.69
Total	net	-0.56	+0.29	+0.66	-0.41	-0.59	-1.10	-1.51
Balance on current account		+5.14	+2.33	-0.99	-2.15	-1.72	-3.32	-5.70
<u>Capital transactions</u>								
Debt repayment		-0.56	-0.71	-0.20	-0.41	-0.39	-0.40	-0.43
Foreign Aid		1.00	1.00	1.50	2.50	3.00	3.00	4.70
Private, other payments)								
Errors and omissions )		. .	. .	-0.06	+1.86	+1.41	-0.58	+2.18
Change in foreign assets		. .	. .	-0.25	-1.80	-2.30	+0.30	-0.75
Actual Reserves		. .	4.8	5.0	6.8	9.1	8.9	9.7
as % of Imports		. .	23.4%	21.0%	23.6%	29.3%	27.0%	27.8%

Source: Mission estimates.

Table 32. Monetary Survey

(In billions of CFA francs; end of period)

	1961	1962	1963	1964				1965			
				March	June	Sept.	Dec.	March	June	Sept.	Nov.
<u>Foreign assets (net)</u>	<u>4.19</u>	<u>6.33</u>	<u>7.25</u>	<u>9.78</u>	<u>10.70</u>	<u>9.13</u>	<u>8.00</u>	<u>9.10</u>	<u>10.01</u>	<u>8.62</u>	<u>6.80</u>
<u>Domestic credit</u>	<u>10.68</u>	<u>14.22</u>	<u>14.05</u>	<u>14.95</u>	<u>12.33</u>	<u>12.79</u>	<u>17.71</u>	<u>19.92</u>	<u>16.03</u>	<u>15.35</u>	<u>18.81</u>
Claims on Government <sup>1/</sup>	-3.04	-3.21	-6.49	-7.48	-8.08	-8.03	-6.28	-6.09	-6.56	-6.34	-4.28
Claims on private sector	13.72	17.43	20.54	22.43	20.41	20.82	23.98	26.01	22.58	21.68	23.08
<u>Assets = liabilities</u>	<u>14.87</u>	<u>20.55</u>	<u>21.30</u>	<u>24.73</u>	<u>23.03</u>	<u>21.92</u>	<u>25.71</u>	<u>29.02</u>	<u>26.04</u>	<u>23.97</u>	<u>25.61</u>
<u>Money<sup>2/</sup></u>	<u>14.23</u>	<u>18.00</u>	<u>18.69</u>	<u>21.11</u>	<u>18.44</u>	<u>18.15</u>	<u>21.28</u>	<u>23.08</u>	<u>19.46</u>	<u>18.86</u>	<u>19.58</u>
Currency in circulation	3.38	10.07	11.28	12.11	9.82	8.76	11.84	12.23	10.03	8.50	9.48
Deposit money	5.85	7.93	7.41	9.01	8.62	9.38	9.44	10.86	9.43	10.36	10.10
of which:											
Deposits with commercial banks	5.51	7.29	7.02	8.16	8.03	8.92	8.83	10.16	8.77	9.73	9.64
Postal checking deposits	0.33	0.61	0.35	0.46	0.42	0.38	0.52	0.54	0.55	0.42	0.41
<u>Quasi money<sup>3/</sup></u>	<u>0.70</u>	<u>1.50</u>	<u>2.00</u>	<u>3.30</u>	<u>3.61</u>	<u>3.11</u>	<u>3.49</u>	<u>4.29</u>	<u>3.91</u>	<u>4.10</u>	<u>4.42</u>
<u>Other (net)</u>	<u>-0.06</u>	<u>1.05</u>	<u>0.61</u>	<u>0.32</u>	<u>0.98</u>	<u>0.66</u>	<u>0.94</u>	<u>1.64</u>	<u>2.67</u>	<u>1.01</u>	<u>1.61</u>

Source: IMF, International Financial Statistics.

1/ Includes claims by commercial banks, plus the counterpart of postal checking deposits and Treasury demand deposits, minus government deposits at the Central Bank.

2/ Includes also Treasury demand deposits, and deposits of the Development Bank with the Central Bank.

3/ Not including deposits at the Postal Savings Bank, which totaled CFAF .66 billion as of December 31, 1964.

Table 33 : ASSETS AND LIABILITIES OF CENTRAL BANK IN CAMEROON <sup>/1</sup>

(In Millions of CFA Francs)

<u>Assets</u>	December 31							
	1955	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965 <sup>/2</sup>
Foreign Assets	..	..	4,753	5,009	6,828	9,082	8,857	9,651
of which operation account								
and other assets <sup>/4</sup>	2,178	3,475	2,753	2,509	4,207	3,421	5,533	4,039
of which placement account	..	..	2,000	2,500	2,621	5,180	2,839	5,133
Bills rediscounted at								
short term	3,622	4,547	6,471	6,893	7,920	9,349	10,950	7,771
Advances at short term	331	45	228	76	22	88	-	31
Bills rediscounted at								
medium term	-	331	260	241	372	1,059	1,066	1,038
Other net assets <sup>/3</sup>	-14	+24	-2,004	-2,500	-2,610	-5,176	-4,836	-7,109
<u>Liabilities</u>								
Notes Issued	5,896	8,152	8,593	8,564	10,489	11,581	12,238	9,371
Deposits	70	161	603	458	1,257	1,999	2,996	1,710
Balances in transit	151	109	512	697	786	822	803	301
<u>Balance of Operation Account and Other External Assets of BCEAEC <sup>/4</sup></u>								

Operation Account and Other

Assets of:

a) Five member countries	4,276	8,652	9,105	7,103	11,219	8,625	11,784
b) Cameroon	2,178	3,475	2,753	2,509	4,207	3,421	5,533
c) (b) as a % of (a)	51%	40%	30%	35%	37%	40%	47%

Placement account of five member countries

..	..	2,400	3,000	3,125	5,484	3,459
----	----	-------	-------	-------	-------	-------

<sup>/1</sup> Information for 1955-1961 refers to East Cameroon only.

<sup>/2</sup> October 31

<sup>/3</sup> Including other net assets-liabilities not separately recorded. <sup>/4</sup> it excludes certain external (franc) assets of the Government.

<sup>/4</sup> This item represents the external current balance of the Cameroon on its account with the French Treasury;

Source: Banque Centrale - Etudes et Statistiques

Table 34 : DEPOSITS  
(In Millions of CFA Francs)

	December 31							
	1955	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965 <sup>/2</sup>
<u>Bank Deposits</u>								
Deposit Accounts	1,644	1,923	2,493	2,844	5,307	5,784	8,112	9,033
Current Accounts	<u>3,741</u>	<u>3,030</u>	<u>2,896</u>	<u>3,429</u>	<u>4,375</u>	<u>4,298</u>	<u>5,387</u>	<u>5,850</u>
Total	5,385	4,953	5,389	6,273	9,682	10,082	13,499	14,933
<u>Other Deposits</u> <sup>/1</sup>								
Private Deposits at the Treasury	. .	132	6	2	3	12	13	15
Postal Checking Accounts, Private	. .	159	294	325	607	346	516	528
Total Scriptural Money	<u>. .</u>	<u>5,244</u>	<u>5,689</u>	<u>6,600</u>	<u>10,292</u>	<u>10,440</u>	<u>14,028</u>	<u>15,476</u>
Postal Checking Accounts: Banking and Government	. .	146	335	576	446	703	342	848
Savings Accounts	<u>. .</u>	<u>282</u>	<u>335</u>	<u>404</u>	<u>461</u>	<u>525</u>	<u>662</u>	<u>784</u>
Total Deposits	. .	5,672	6,359	7,580	11,199	11,668	15,032	17,108

<sup>/1</sup> Refers to East Cameroon only from 1955 to 1961.

<sup>/2</sup> October 31.

Source: Banque Centrale-Etudes et Statistiques.

Table 35: LOANS AND ADVANCES TO THE ECONOMY

(In Millions of CFA Francs)

<u>Loans and Advances</u>	December 31							1965 <sup>/2</sup>
	1955	1959	1960	1961	1962	1963	1964	
<u>Financed from monetary resources</u>								
(a) Short term	9,535	10,605	12,433	13,499	17,273	19,499	22,645	20,644
(b) Medium term		504	384	377	1,302	2,387	2,655	2,552
<u>Financed from Non-Monetary Resources</u>								
Long and Medium Term		4,754	4,690	4,774	4,282	3,897	3,687	3,665
<u>Total Loans and Advances</u>	11,732	15,863	17,507	18,650	22,857	25,783	28,987	26,861
(a) Short term	9,535	10,605	12,433	13,499	17,273	19,499	22,645	20,644
(b) Long and medium term	2,197	5,258	5,074	5,151	5,584	6,284	5,342	5,217
<u>Resources</u>								
<u>Domestic</u>								
Bank Deposits	5,385	4,953	5,389	6,273	9,682	10,082	13,499	14,933
(a) at short term	3,622	4,547	6,471	6,893	7,920	9,349	10,950	7,771
(b) medium term	..	331	260	241	372	1,059	1,066	1,038
<u>Other Sources, External</u> <sup>/1</sup>	2,725	6,032	5,387	5,243	4,883	5,293	3,472	3,119
<u>Total</u>	11,732	15,863	17,507	18,650	22,857	25,783	28,987	26,861

<sup>/1</sup> External funds provided by Caisse Centrale, Banque Camerounaise de Developpement (formerly Credit du Cameroun). and head offices of commercial banks abroad.

<sup>/2</sup> October 31

Source: Banque Centrale-Etudes et Statistiques.

Table 36 : INDUSTRIAL CLASSIFICATION OF  
DECLARED LOANS AND ADVANCES <sup>/1</sup>

(In Millions of CFA Francs)

	December 31											
	1960	%	1961	%	1962	%	1963	%	1964	%	1965/4	%
<u>Short-term</u>												
Agriculture	233	2.1	207	1.7	553	3.8	527	3.0	1,419	2.1	649	3.4
Electricity-water	-	-	-	-	-	-	4	0.0	4	0.0	1	0.0
Extraction of petrol	-	-	-	-	22	0.1	-	-	-	-	-	-
Industry-textile	292	2.6	411	3.5	302	2.1	623	3.6	549	2.8	146	0.8
-wood	185	1.6	233	1.9	252	1.7	288	1.7	299	1.5	303	1.6
-other	288	2.6	46	0.3	357	2.4	616	3.5	359	1.8	386	2.0
Building, P.W.	212	1.9	411	3.5	573	4.0	1,216	7.0	1,190	6.0	1,116	5.9
Transportation	542	4.9	661	5.6	728	5.0	881	5.1	1,105	5.6	1,170	6.1
Exports <sup>/2</sup>	536	4.8	649	5.5	3,507	24.5	4,055	23.3	5,514	27.9	3,751	19.7
General Commerce	8,526	77.3	8,810	75.1	7,413	51.9	8,470	48.7	9,507	48.1	10,463	54.9
Services	210	1.9	301	2.5	574	4.0	698	4.0	812	4.1	1,065	5.6
Total	<u>11,024</u>		<u>11,725</u>		<u>14,281</u>		<u>17,378</u>		<u>19,758</u>		<u>19,050</u>	
<u>Medium and Long-term <sup>/3</sup></u>												
Agriculture	-	-	-	-	79	2.3	1,318	20.7	1,150	18.4	1,151	19.1
Power	4	0.1	2	0.1	-	-	-	-	-	-	-	-
Mining and industry	3,636	98.2	3,385	97.1	3,238	93.9	3,134	49.3	2,983	47.7	2,818	46.8
Building, P.W.	12	0.3	28	0.8	67	1.9	1,878	29.5	2,065	33.0	1,972	32.8
Other	52	1.4	71	2.0	62	1.8	33	0.5	57	0.9	75	1.2
Total	<u>3,704</u>		<u>3,486</u>		<u>3,447</u>		<u>6,363</u>		<u>6,255</u>		<u>6,016</u>	

<sup>/1</sup> Declared to "Centrale des Risques"

<sup>/2</sup> Exports include prior to 1962: exports of cocoa, coffee, oil products, bananas, wood; in 1962 also cotton exports. All other exports under General Commerce.

<sup>/3</sup> From 1960 to 1963 only medium-term loans are included.

<sup>/4</sup> July 31

Source: Banque Centrale-Etudes et Statistiques.

Table 37: BANQUE CAMEROUNAISE DE DEVELOPPEMENT

New Loan Commitments, by Sectors

(in millions of CFA Francs)

<u>Sector</u>	<u>1961/62<sup>a/</sup></u>			<u>1962/63<sup>a/</sup></u>			<u>1963/64<sup>a/</sup></u>			<u>1964/65<sup>a/</sup></u>		
	<u>Number</u>	<u>Amount</u>	<u>%</u>	<u>Number</u>	<u>Amount</u>	<u>%</u>	<u>Number</u>	<u>Amount</u>	<u>%</u>	<u>Number</u>	<u>Amount</u>	<u>%</u>
Agriculture	11,868	1,099	43%	11,363	844	35%	5,935	1,145	64%	5,167	1,177	71%
of which market- ing credit		550			250			1,013			1,040	
Real Estate	2,248	881	34%	2,146	610	26%	713	472	26%	207	47	3%
Consumer Credit	1,932	87	3%	1,757	148	6%	645	115	6%	224	40	2%
Commerce	4	102	4%	16	512	22%	2	86	5%	9	13	1%
Industry	<u>198</u>	<u>412</u>	<u>16%</u>	<u>108</u>	<u>268</u>	<u>11%</u>	<u>5</u>	<u>(27)<sup>b/</sup></u> <u>(1%)</u>		<u>19</u>	<u>377</u>	<u>23%</u>
<u>Total</u>	<u>16,250</u>	<u>2,581</u>	<u>100%</u>	<u>15,390</u>	<u>2,382</u>	<u>100%</u>	<u>7,300</u>	<u>1,791</u>	<u>100%</u>	<u>5,626</u>	<u>1,654</u>	<u>100%</u>

a/ July 1 - June 30.

b/ Negative figure because of cancellations during year.

Source: BCD reports.

Table 38: BANQUE CAMEROUNAISE DE DEVELOPPMENT

Loans and Investments outstanding

by type and by sector

(in millions of CFA Francs)

	<u>June 30, 1961a/</u>		<u>June 30, 1962</u>		<u>June 30, 1963</u>		<u>June 30, 1964</u>		<u>June 30, 1965</u>	
	<u>Amount</u>	<u>%</u>	<u>Amount</u>	<u>%</u>	<u>Amount</u>	<u>%</u>	<u>Amount</u>	<u>%</u>	<u>Amount</u>	<u>%</u>
<u>Loans and Advances</u>										
Long-Term	767	42%	952	38%	1,181	29%	979	22%	1,067	22%
Medium-Term	912	51%	1,167	46%	1,718	43%	2,108	48%	2,235	46%
Short-Term	106	6%	322	13%	661	17%	612	14%	649	14%
<u>Total Loans &amp; Advances</u>	<u>1,785</u>	<u>99%</u>	<u>2,441</u>	<u>97%</u>	<u>3,560</u>	<u>89%</u>	<u>3,699</u>	<u>84%</u>	<u>3,951</u>	<u>82%</u>
<u>Equity Investments</u>	8	...	61	2%	188	5%	221	5%	231	5%
<u>Real Estate Investments b/</u>	19	1%	18	1%	260	6%	467	11%	603	13%
<u>Total</u>	<u>1,812</u>	<u>100%</u>	<u>2,520</u>	<u>100%</u>	<u>4,008</u>	<u>100%</u>	<u>4,387</u>	<u>100%</u>	<u>4,785</u>	<u>100%</u>
Agriculture	414	23%	701	28%	1,283	32%	1,258	29%	1,441	30%
of which marketing credit	2		229		523		439		555	
Real Estate b/ c/	1,177	65%	1,441	57%	2,046	51%	2,260	51%	2,406	50%
Consumer credit	45	2%	67	3%	127	3%	164	4%	129	3%
Commerce, Industry, Artisans, Forestry	176	10%	311	12%	552	14%	705	16%	809	17%
<u>Total</u>	<u>1,812</u>	<u>100%</u>	<u>2,520</u>	<u>100%</u>	<u>4,008</u>	<u>100%</u>	<u>4,387</u>	<u>100%</u>	<u>4,785</u>	<u>100%</u>

cont'd

Table 38: BANQUE CAMEROUNAISE DE DEVELOPPEMENT (cont'd)

Source: BCD reports

... = Less than 0.5%

- a/ Operating investments taken over from Credit du Cameroun.
- b/ Excludes real estate used by BCD itself. These figures are net of depreciation since the gross figures are not available for June 30, 1963, or June 30, 1965. At June 30, 1964, total depreciation allowances amounted to substantially less than 10% of gross value.
- c/ Excludes investments in share capital of three concerns in real estate industry.

**Table 39 : CONSOLIDATED REVENUE AND CURRENT EXPENDITURES OF THE  
FEDERAL AND FEDERATED GOVERNMENTS OF CAMEROON  
(In Millions of CFA Francs)**

	Actuals						Budgets	
	1959	1960 (6 Months)	1960/61	1961/62	1962/63	1963/64	1964/65	1965/66
<b>Revenue</b>								
Direct Taxes	2,518	1,376	2,800	3,663	4,695	5,522	4,770	6,486
Indirect Taxes	7,457	4,053	8,959	9,237	12,291	16,692	16,608	18,661
Import Duties	4,043	1,966	4,965	5,055	8,207	9,053	9,900	11,325
Export Duties	2,562	1,588	2,858	2,915	2,721	3,174	3,062	3,236
Domestic Taxes	852	499	1,136	1,267	1,363	4,465	3,646	4,100
Fees and Dues	542	343	631	697	932	988	885	1,132
Non-fiscal Revenues	583	30	1,599	1,008	1,408	1,305	1,128	1,036
<b>Total</b>	<b>11,400</b>	<b>5,802</b>	<b>13,886</b>	<b>14,805</b>	<b>19,326</b>	<b>24,507</b>	<b>23,097</b>	<b>27,057</b>
<b>Current Expenditure</b> <sup>1/</sup>								
Public Debt	776	394	927	365	605	621	536	589
of which Capital			651	135	344	309	293	291
Interest			200	150	172	160	143	143
Pensions			76	80	89	152	100	155
Common Expenditures and Miscellaneous	1,520	804	2,629	3,222	3,433	3,160	3,034	3,174
Political Administration	665	397	923	1,045	1,231	1,304	1,517	1,588
General Administration	2,984	1,511	3,275	3,798	4,590	5,074	5,557	6,495
Armed Forces	598	483	1,901	3,333	3,406	3,276	3,607	3,830
Social Services	3,559	1,915	3,387	3,993	4,509	4,998	5,266	5,994
Production	748	368	795	834	821	1,007	939	1,125
Post and Telecommunications	541	269	491	621	810	821	868	912
P. W. and Transportation	1,162	501	1,158	1,117	956	1,262	1,702	1,784
<b>Total</b>	<b>12,553</b>	<b>6,842</b>	<b>15,486</b>	<b>18,328</b>	<b>20,361</b>	<b>21,523</b>	<b>23,026</b>	<b>25,491</b>
Surplus/Deficit	- 1,453	- 840	-1,497	- 3,723	-1,035	+2,984	+71	+1,566

<sup>1/</sup> Including debt repayments.

<sup>2/</sup> Estimates only for 1960/61 to 1962/63.

<sup>3/</sup> East Cameroon pensions exclusively.

Source: Ministry of Finance  
Federal and Federated Budgets.

Table 40 : CONSOLIDATED CAPITAL ACCOUNT OF THE  
FEDERAL AND FEDERATED GOVERNMENTS IN CAMEROON

(In Millions of CFA Francs)

Receipts	Actuals					Budgets	
	1959	1960/61	1961/62	1962/63	1963/64	1964/65	1965/66
Surplus/Deficit	-1,453	-1,497	-3,723	-1,035	+2,984	+71	+1,566
Foreign Contributions	1,504	3,373	3,042	1,668	1,000	500	-
Local Contributions	24	1	6	79	27	40	51
Reimbursements	87	81	130	129	30	68	64
Other	-	-	-	160	10	230	282
Drawings on Reserve Fund	1,355	-	1,371	1,209	818	1,095	2,025
Changes in Treasury Accts	-721	-1,299	322	-230	-3,009	+61	+394
Total	796	659	1,198	1,980	1,860	2,065	4,382
<u>/1</u>							
Payments							
Infrastructure	156	7	262	173	203	115	648
Buildings for Adm'n.	485	309	327	885	842	1,026	2,228
Purchase of buildings and land	95	212	178	205	294	155	64
Electric Installations, Water Supply	11	-	25	39	117	63	66
Purchase of Equipment	12	11	3	38	41	301	337
Participations and Con- tributions	36	120	403	640	390	405	539
Total Equipment Expenditure	796	659	1,198	1,980	1,860	2,065	4,382

/1 Excluding debt repayment.

Source: Ministry of Finance

Federal and Federated Budgets.

Table 41: COMPARATIVE EXPENDITURE OF  
THE FEDERAL AND FEDERATED GOVERNMENTS  
OF CAMEROON  
(In Millions of CFA Francs)

	Actuals						Budgets					
	1962/63			1963/64			1964/65			1965/66		
	Ordinary	Equip.	Total									
Federal Budget	14,547	1,220	15,767	15,133	1,060	16,193	17,603	1,647	19,250	18,960	2,970	21,930
East Cameroon	6,198	310	6,648	6,929	400	7,329	6,919	296	7,215	7,656	885	8,541
West Cameroon	<u>1,481</u>	<u>450</u>	<u>1,791</u>	<u>1,876</u>	<u>400</u>	<u>2,276</u>	<u>2,000</u>	<u>122</u>	<u>2,122</u>	<u>2,315</u>	<u>527</u>	<u>2,842</u>
Total	22,226	1,980	22,415	23,938	1,860	25,798	26,522	2,065	28,587	28,931	4,382	33,313
Less:												
Federal subvention to Federated States												
East Cameroon	-	-	-	350	-	350	1,386	-	1,386	1,300	-	1,300
West Cameroon	<u>1,185</u>	-	<u>1,185</u>	<u>1,355</u>	-	<u>1,355</u>	<u>1,400</u>	-	<u>1,400</u>	<u>1,350</u>	-	<u>1,350</u>
Total Subvention	1,185	-	1,185	1,705	-	1,705	2,786	-	2,786	2,650	-	2,650
GRAND TOTAL	21,041	1,980	23,021	22,233	1,860	24,093	23,736	2,065	25,801	26,281	4,382	30,663

Source: Ministry of Finance  
Federal and Federate Budgets

Table 42

## First Development Plan of the Republic of Cameroon 1961-1965

(In Million of CFA Francs)

	Plan		Cumulative Totals 1960-1963								Cumulative Totals 1960-1964							
	Total Expenditures	Sector as % of total	Estimates 1/				Actual Expenditure				Estimates 1/				Actual Expenditure			
			Local resources	Foreign Aid	Total	in %	Local resources	Foreign Aid	Total	in %	Local resources	Foreign Aid	Total	in %	Local resources	Foreign Aid	Total	in %
Studies	2,399	4.5	-	1,002	1,002	3.4	-	305	305	2.7	-	1,217	1,217	3.3	-	496	-	-
<b>Production</b>																		
Agriculture	9,598	-	570	1,495	2,065	-	541	1,361	1,902	-	951	1,954	2,905	-	-	1,478	-	-
Livestock - fishing	899	-	-	865	865	-	26	197	123	-	-	896	896	-	-	294	-	-
Forestry	1,200	-	-	349	349	-	-	152	152	-	-	511	511	-	-	221	-	-
Industry - Commerce	3,577	-	96	7	103	-	102	4	106	-	96	7	103	-	-	4	-	-
Cooperation	950	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Production	16,224	30.5	666	2,716	3,382	11.7	669	1,714	2,383	21.2	1,047	3,368	4,415	12.2	-	1,997	-	-
<b>Infrastructure</b>																		
Roads and bridges	11,764	-	1,262	4,659	5,921	-	959	1,632	2,591	-	1,522	5,956	7,478	-	-	3,200	-	-
Ports, Waterways	3,135	-	332	1,103	1,435	-	267	304	571	-	732	1,228	1,960	-	-	447	-	-
Air communications, Meteo.	584	-	44	160	204	-	25	106	131	-	89	179	268	-	-	122	-	-
Railways	9,380	-	1,224	6,903	8,127	-	778	513	1,291	-	1,620	7,632	9,252	-	-	851	-	-
Post and telecommunications	395	-	59	262	321	-	9	72	81	-	104	386	490	-	-	120	-	-
Tourism	182	-	15	58	73	-	-	1	1	-	15	58	73	-	-	1	-	-
Total Infrastructure	25,460	47.8	2,936	13,145	16,081	55.9	2,038	2,627	4,665	41.5	4,082	15,439	19,521	53.9	-	4,747	-	-
<b>Social Services</b>																		
Public Health	3,561	-	119	1,134	1,253	-	52	497	549	-	159	1,666	1,825	-	-	610	-	-
Education	1,460	-	102	2,274	2,376	-	56	224	280	-	200	3,431	3,631	-	-	403	-	-
Youth, sports	2,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Housing, Urban services	2,075	-	446	657	1,103	-	65	345	410	-	484	851	1,335	-	-	456	-	-
Total Social Services	9,099	17.2	667	4,065	4,732	16.4	173	1,066	1,239	11.0	843	5,948	6,791	-	-	1,469	-	-
Administrative eq.	-	-	2,173	-	2,173	7.5	1,643	-	1,643	14.6	2,619	58	2,677	7.4	-	21	-	-
Participations	-	-	536	-	536	1.8	545	-	545	4.8	587	-	587	7.6	-	-	-	-
Miscellaneous	-	-	831	-	831	2.8	450	-	450	4.0	961	-	961	7.6	-	62	-	-
Grand total	53,182	100.0%	7,809	20,928	28,737	100.0%	5,518	5,712	11,230	100.0%	10,139	26,030	36,169	100.0%	n.a.	8,792	-	-

Source: Ministère des Finances et du Plan

1/ The estimates refer to the estimates approved, by the Legislative Assembly, of expenditure to be financed from local resources; the figures for foreign aid refer to credits opened by external governments and organizations from which authorized expenditure may be made.

Table 43

Second Five Year Development Plan 1/, 1966/67-1970/71  
(in billion CFA francs)

	<u>Public Investment</u>		<u>Private Investment</u>		<u>Total</u>	
	<u>Amount</u>	<u>in %</u>	<u>Amount</u>	<u>in %</u>	<u>Amount</u>	<u>in %</u>
<u>Studies</u>	2.5	3	-	-	2.5	2
<u>Production</u>						
Agriculture	13.3	15	9.7	12	23.0	14
Livestock	2.5	3	2.8	5	5.3	3
Forestry	2.3	3	1.2	2	3.5	2
Power - Mining - Industry	5.7	7	33.8	40	39.5	24
Commerce-Tourism	<u>1.1</u>	<u>1</u>	<u>18.4</u>	<u>23</u>	<u>19.5</u>	<u>12</u>
Total	24.9	29	65.9	82	90.8	55
<u>Infrastructure</u>						
Roads	18.3	21.5	1.0	1	19.3	12
Railway	18.3	21.5	-		18.3	11
Other	<u>1.5</u>	<u>2</u>	<u>2.8</u>	<u>4</u>	<u>4.3</u>	<u>3</u>
Total	38.1	45	3.8	5	41.9	26
<u>Social Equipment</u>						
Education	6.5	8	4.0	7	10.5	6
Health	4.0	5	-		4.0	2
Housing and urban development	<u>5.5</u>	<u>6</u>	<u>6.0</u>	<u>6</u>	<u>11.5</u>	<u>7</u>
Total	16.0	19	10.0	13	26.0	15
<u>Administrative   equipment</u>	3.5	4			3.5	2
Grand Total	85.0	100	79.7	100	164.7	100

1/ Provisional investment schedule

Source: Centre d'information, de documentation, et d'études du Plan

Table 44 : FOREIGN AID - COMMITMENTS AND DISBURSEMENTS <sup>/1</sup>

(In Millions of CFA Francs)

F.A.C.	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
<u>Commitments</u> <sup>/2</sup>							
Studies	65.0	19.8	99.0	172.5	105.5	223.5	
Production	965.0	75.0	330.0	800.0	865.0	475.0	
Infrastructure	595.0	-	1,275.0	800.0	500.0	725.0	
Social Services	355.0	86.1	450.5	615.0	620.0	561.0	
Total excluding Trans-Cameroon Railway	1,980.0	180.9	2,154.5	2,387.5	2,090.5	1,984.5	..
Trans-Cameroon Railway	-	-	-	1,500.0	-	-	
<u>Disbursements</u>	-	1,046.5	968.8	1,258.8	1,183.5	1,255.9	1,162.0 <sup>/5</sup>
<u>F.E.D.</u>							
<u>Commitments</u>							
Studies <sup>/3</sup>	-	-	-	116.0	299.4	3.7	6.3
Production	-	123.4	177.0	-	-	665.0	184.9
Infrastructure	880.0	737.3	1,091.8	1,256.9	-	-	725.0
Social Services	81.7	-	784.0	1,672.7	180.0	1,629.7	-
Total excluding Trans-Cameroon Railway	961.7	860.7	2,052.8	3,045.6	479.4	2,298.4	916.2
Trans-Cameroon Railway	-	-	-	3,705.0	-	-	-
<u>Disbursements</u>	-	-	43.4	885.8	891.0	1,677.5	1,046.4
<u>A.I.D.</u>							
<u>Commitments</u>							
Studies	-	-	-	-	44.4	-	-
Infrastructure	-	-	-	540.6	83.0	-	-
Social Services	-	-	97.5	60.0	46.9	313.0	257.5
Other Project Assistance	-	-	10.9	50.1	67.6	-	24.7
Commodity Imports	-	-	365.3	172.8	-	49.4	246.9
Total excluding Trans-Cameroon Railway	-	-	473.7	823.5	231.9	362.4	529.1
Trans-Cameroon Railway	-	-	-	-	2,272.0	-	-
<u>Disbursements</u> <sup>/4</sup>	-	-	24.7	148.1	444.3	617.1	..
<u>GRAND TOTAL</u>							
Commitments excl. T.C.R.	2,941.7	1,041.6	4,681.0	6,256.6	2,801.8	4,645.3	..
Trans-Cameroon Railway	-	-	-	5,205.0	2,272.0	-	-
<u>Disbursements</u>	-	1,046.5	1,036.9	2,292.7	2,518.8	3,550.5	..

<sup>/1</sup> To East Cameroon until 1 October 1961; thereafter to the Federal Republic.

<sup>/2</sup> Credits ouverts.

<sup>/3</sup> From 1964 on this item includes extension services covered under "aide à la production."

<sup>/4</sup> Fiscal years.

<sup>/5</sup> Incomplete.

Source: Data supplied to mission by F.A.C., F.E.D. and A.I.D.

Table 45

ESTIMATE OF EXTERNAL PUBLIC DEBT OUTSTANDING <sup>1/</sup>  
(in millions of CFA F)

	<u>Interest rate, %</u>	<u>Reimbursement periods</u>	<u>Original Amount</u>		<u>Outstanding June 30, 1966</u>		<u>Repayment in Fiscal Year 1965/66</u>	
			<u>Capital</u>	<u>Interest</u>	<u>Capital</u>	<u>Interest</u>	<u>Capital</u>	<u>Interest</u>
<b>Caisse Centrale:</b>								
Central Government	1	1962-2002	9,040	2,140	8,780	1,783	65.9	88.3
Local Authorities	2.5-3.0	1954-1974	113	32	53	6	6.7	1.7
Miscellaneous	1-3	1949-69	1.100	197	545	58	116.3	17.3
Loans for Studies etc.	..	..	25	40	14	7	0.5	0.8
<b>Government Loans:</b>								
France (1956)	2.5	1959-74	1.250	264	724	84	80.8	20.1
United Kingdom (1961)	6.5-7.0	1962-86	<u>240</u>	<u>260</u>	<u>200</u>	<u>216</u>	<u>10.0</u>	<u>11.0</u>
Total			11,768	2,933	10,316	2,154	280.5	138.8

Source: Federal and Federated Budget.

<sup>1/</sup> Excluding any guaranteed debt estimated by the Mission on the basis of incomplete details at CFAF 2 billion, as well as any debt of those public enterprises and agencies not reflected in the budget, estimated by the mission at about CFAF 6 billion. Total debt service charges of that later category of public debts are estimated by the mission at about CFAF 0.6 billion per year.

Table 46

EXPORT OF PRINCIPAL COMMODITIES

Quantity: 000 tons  
 Value : Billion CFAF  
 Price : CFAF per kg

		1955	1960	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
									Projections			
Cocoa	Quantity	59.5	65.0	66.3	83.8	59.0	58.3*	61.5	63.0	65.0	66.6	67.9
	Value	8.6	8.8	7.0	9.0	6.9	6.0	6.1	6.2	6.4	6.5	6.6
	Price	144.3	135.1	105.2	107.0	116.7	100.1	99.0	98.5	98.0	97.8	97.8
Coffee	Quantity	14.1	33.2	41.1	47.3	50.1	..	..	..	..	..	..
	Value	2.3	5.0	5.7	6.6	9.3	..	..	..	..	..	..
	Price	166.3	151.1	139.8	137.9	186.6	..	..	..	..	..	..
Coffee Robusta	Quantity	..	..	..	..	..	38.0	39.0	40.1	41.2	42.3	43.5
	Value	..	..	..	..	..	5.5	5.7	5.8	6.0	6.1	6.3
	Price	..	..	..	..	..	145.0	145.0	145.0	145.0	145.0	145.0
Coffee Arabica	Quantity	..	..	..	..	..	13.0	13.4	13.7	14.0	14.5	14.9
	Value	..	..	..	..	..	2.7	2.6	2.7	2.8	2.9	3.0
	Price	..	..	..	..	..	210.0	198.0	198.0	198.0	198.0	198.0
Bananas	Quantity	144.3	123.0	133.7	102.9	115.6	116.0	118.0	115.0	110.0	104.0	107.0
	Value	2.3	2.4	2.4	1.7	1.9	1.8	2.0	2.0	1.9	1.8	1.8
	Price	16.5	19.7	18.1	16.1	16.3	15.9	**	**	**	**	**
Palm kernels	Quantity	18.3	17.5	14.5	19.2	19.9	20.5	19.0	18.0	17.0	16.0	15.0
	Value	0.4	0.6	0.6	0.6	0.6	0.7	0.7	0.6	0.5	0.5	0.4
	Price	23.0	35.3	26.3	30.9	31.2	36.2	34.0	32.5	31.0	29.5	28.8
Palm oil	Quantity	3.3	5.4	3.6	4.8	8.7	8.5	10.0	12.0	15.0	18.0	22.0
	Value	0.1	0.1	0.1	0.2	0.4	0.5	0.5	0.6	0.7	0.8	1.0
	Price	..	47.8	41.4	40.4	47.6	57.0	54.0	51.0	49.0	47.0	44.5

\* 6 months only

\*\* CDC production: CFAF 18.0  
 Other producers: CFAF 16.4

(cont'd)

Table 46

## EXPORT OF PRINCIPAL COMMODITIES (cont'd)

		1955	1960	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
		Actual						Projections				
		Quantity: '000 tons										
		Value: billion CFAF										
		Price: CFAF per kg										
Timber	Quantity	..	273.4	241.3	235.5	266.7	295	300	315	340	360	365
	Value	..	2.1	2.1	2.1	2.5	2.9	3.0	3.2	3.6	3.9	4.2
	Price	..	7.7	8.7	8.8	9.4	9.8	10.0	10.2	10.5	10.8	11.5
Rubber	Quantity	5.0	6.5	8.0	7.5	9.2	10.5	12.0	13.0	15.0	17.0	19.0
	Value	0.6	1.2	1.1	1.5	1.1	1.2	1.4	1.4	1.6	1.8	2.0
	Price	112.2	181.3	132.5	..	120.2	117.8	113.0	110.0	108.0	106.0	104.0
Cotton	Quantity	4.1	7.3	12.5	14.9	17.0	15.5	16.5	18.0	19.5	21.0	22.5
	Value	0.6	1.0	1.7	2.0	2.3	2.2	2.3	2.5	2.7	2.9	3.1
	Price	143.4	143.4	134.6	137.1	134.8	140.0	138.0	137.0	136.0	136.0	136.0
Groundnuts	Quantity	7.9	3.6	7.8	17.7	18.1	17.0	17.9	18.0	20.0	23.0	25.0
	Value	0.3	0.1	0.3	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.8	0.9
	Price	36.2	37.5	40.6	40.5	36.6	42.7	38.0	37.0	36.0	35.0	35.0
Aluminum	Quantity	..	42.0	51.0	52.3	48.7	52.0	50.0	49.0	50.0	50.0	50.0
	Value	..	4.4	5.3	5.5	5.1	5.6	5.3	5.5*	5.7*	5.8*	5.8*
	Price	..	104.8	103.8	104.6	105.1	107.8	105.0	105.0	105.0	105.0	105.0
Subtotal Value		15.3	25.9	26.1	29.8	30.8	29.8	30.3	31.2	32.6	33.8	35.1
Other "		4.5	3.7	3.6	3.5	( 3.7)	( 5.3)	( 5.3)	( 5.3)	( 5.5)	( 5.8)	( 5.9)
Grand Total "		19.8	29.6	29.7	33.3	34.5	35.1	35.6	36.5	38.1	39.6	41.0

\* including export of aluminum sheets (CFAF billion: 1967 0.3, 1968 0.4, 1969 0.5, 1970 0.5)

Table 47

PROJECTION OF IMPORTS 1966-1970  
(billion CFA Francs)

<u>IMPORTS</u>	<u>1965</u> Actual	<u>1966</u>	<u>1967</u>	<u>1968=</u>	<u>1969</u>	<u>1970</u>
		<u>Projections</u>				
East Cameroon						
Consumer Goods	14.3	14.4	14.9	15.1	15.7	16.4
Foodstuff	2.7	2.6	2.5	2.4	2.2	2.0
Beverage	0.9	0.9	0.9	0.8	0.8	0.8
Cotton	2.0	2.1	2.2	2.2	2.2	2.2
Other	8.7	8.8	9.3	9.7	10.5	11.4
Intermediate Goods, etc.	9.3	9.9	10.5	11.2	11.9	12.5
Energy	1.7	1.7	1.8	1.9	2.0	2.1
Raw Material	5.8	6.4	7.0	7.6	8.2	8.7
Alumina	1.8	1.8	1.7	1.7	1.7	1.7
Equipment Goods	<u>6.9</u>	<u>7.4</u>	<u>8.3</u>	<u>9.3</u>	<u>10.2</u>	<u>11.2</u>
Total	30.5	31.7	33.7	35.6	37.8	40.1
West Cameroon	<u>4.3</u>	<u>4.5</u>	<u>4.7</u>	<u>4.9</u>	<u>5.2</u>	<u>5.4</u>
Total Imports	34.7	36.2	38.4	40.5	43.0	45.5

Table 48

ASSUMPTIONS UNDERLYING BALANCE OF PAYMENTS PROJECTION  
(in billion CFA francs)

	<u>1965</u>	<u>1966</u>	<u>1967</u>	<u>1968</u>	<u>1969</u>	<u>1970</u>
<u>Net investment income</u>						
Interest on ext. Govt.debt	0.14	0.14	0.13	0.13	0.12	0.12
Interest on new Govt.debt	0.03	0.07	0.12	0.22	0.34	0.49
Interest on ext. and new quart. debt	0.10	0.12	0.15	0.17	0.20	0.22
Total	0.27	0.33	0.40	0.52	0.66	0.83
<u>Current Transfers</u>						
F.E.D.	0.14	0.11	0.08	0.05	0.03	-
<u>Grants</u>						
F.A.C. ) F.E.D. )	3.20	4.40	5.60	6.00	5.50	5.50
<u>Loans</u>						
Soft	0.50	0.65	0.85	1.50	2.10	2.40
Hard	1.00	1.45	2.55	3.00	3.40	3.60
Total	1.50	2.60	3.40	4.50	5.50	6.00

Table 49

PROJECTION OF SELECTED ITEMS OF BALANCE OF PAYMENTS  
(in billion CFA Francs)

	1964	Plan period					1970
		1965	1966	1967	1968	1969	
Exports (f.o.b.)	34.5	35.1	35.6	36.5	38.1	39.6	41.0
Imports (c.i.f.)	32.9	34.8	36.2	38.4	40.5	43.0	45.5
Trade Balance	+1.6	+0.3	-0.6	-1.9	-2.4	-3.4	-4.5
Non-factor services, net	-2.7	-3.0	-3.3	-3.9	-4.2	-4.8	-5.1
Government services	+1.0	+0.7	+0.3	+0.3	+0.3	+0.3	+0.2
Investment income, net	-2.1	-2.2	-2.3	-2.4	-2.6	-2.8	-3.1
Balance of Goods & Services	-2.2	-4.2	-5.9	-7.9	-8.9	-10.7	-12.5
Net transfers	-1.1	-1.5	-1.5	-1.5	-1.6	-1.7	-1.8
Balance on current account	-3.3	-5.7	-7.4	-9.4	-10.5	-12.4	-14.3
Official capital: a. grants	2.5	3.2	4.4	5.6	6.0	5.6	5.0
b. loans	0.5	1.5	2.6	3.4	4.5	5.5	6.0
Debt repayments	-0.4	-0.4	-0.5	-0.5	-0.5	-0.6	-0.6
Other incl. errors and omissions	+0.4	+2.2	+1.5	+1.5	+1.5	+1.9	+2.9
Changes in reserves (increase -)	+0.3	-0.8	-0.6	-0.6	-1.0	±0	+1.0

Table 50

PROJECTION OF GROSS DOMESTIC PRODUCT AND EXPENDITURE  
(billion CFA francs, current prices)

	<u>1959</u>	<u>1962/63</u>	<u>1963/64</u>	<u>1965/66</u>	<u>1970/71</u> 1965 prices <sup>1/</sup>	Rate of growth <u>1965/70</u> %
	Current prices					
<u>Domestic Production</u>						
Agriculture	54.0	61.2	64.6	66.1	77	3.0
Industry & construction	11.3	17.4	19.6	24.1	39	10.0
Commerce	29.4	37.1	39.9	42.0	49	3.0
Transport and communications	3.4	5.8	6.8	8.5	12	8.0
Services	3.6	6.7	8.0	10.6	14	6.0
Public administration	10.4	13.9	15.0	16.5	25	9.0
Personal services	<u>1.5</u>	<u>2.6</u>	<u>2.6</u>	<u>2.8</u>	<u>4</u>	<u>5.0</u>
GDP at market prices	113.6	144.7	156.5	170.6	220	5.0
Imports of goods and services	<u>24.7</u>	<u>35.9</u>	<u>38.6</u>	<u>43.4</u>	<u>58</u>	<u>6.0</u>
<u>Total Supply</u>	<u>138.3</u>	<u>180.6</u>	<u>195.1</u>	<u>214.0</u>	<u>278</u>	<u>5.4</u>
Private consumption	80.3	109.6	117.2	132.1	159	3.8
Public consumption	15.7	21.7	23.2	25.7	40	9.3
Private investment	6.6	10.0	11.1	11.0	17	2.1
Public investment	<u>5.3</u>	<u>5.2</u>	<u>6.1</u>	<u>6.0</u>	<u>16</u>	<u>21.7</u>
<u>Total domestic expenditure</u>	107.9	146.5	157.6	170.8	232	6.2
<u>Exports of goods and services</u>	<u>30.4</u>	<u>34.1</u>	<u>37.5</u>	<u>39.2</u>	<u>46</u>	<u>3.3</u>
<u>Total Demand</u>	138.3	180.6	195.1	214.0	278	5.4

Sources: Comptes Economiques, Années 1959, 1962/63 et 1963/64;  
République Fédérale du Cameroun, Données Essentielles de la  
République Fédérale du Cameroun.

<sup>1/</sup> Mission Estimates. 1965 prices except for exports which have been valued at world market prices projected for 1970.

Table 51

PROJECTION OF INVESTMENT AND SOURCE OF FINANCE  
(billion CFA francs, current prices)

	<u>1959</u>	<u>1962/63</u>	<u>1963/64</u>	<u>1965/66</u>	<u>1970/71</u> <sup>1/</sup>
<u>Investment</u>					
Gross fixed capital formation	11.1	15.2	17.2	17.0	33.0
Total Investment	11.1	15.2	17.2	17.0	33.0
<u>Source of Finance</u>					
Private saving	17.7	14.0	12.6	9.7	14.0
Public saving	-1.5	-1.0	+2.9	+1.6	5.0
Total national saving	16.2	13.0	15.5	11.3	19.0
Net borrowing from abroad	-5.1	2.2	1.7	5.7	14.0
Total Finance	11.1	15.2	17.2	17.0	33.0

---

Sources: Comptes Economiques, Années 1959, 1962/63 and 1963/64;  
République Fédérale du Cameroun, Données Essentielles  
de la République Fédérale du Cameroun.

<sup>1/</sup> Mission Estimates. 1965 prices except for exports which have been valued at world market prices projected for 1970.